

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13568 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur: André Fontaine

DIMANCHE 11-LUNDI 12 SEPTEMBRE 1988

Le français au Maghreb

La réponse du gouvernement français, que M. Roland Dumas avait promise pour le samedi 10 septembre, n'est pas parvenue aux « mères de Descartes » rencontrées par le ministre des affaires étrangères lors de sa visite en Algérie il y a une semaine. Ces femmes en colère conduisent d'occuper les locaux de l'Office universitaire et culturel français en Algérie (OUCFA) pour protester contre l'obligation faite aux couples mixtes de retirer leurs enfants des établissements d'enseignement français en vue de leur intégration immédiate dans le système scolaire algérien, événement qui accompagne la rétrocession à l'Algérie du lycée Descartes, fleuron de l'OUCFA outre-Méditerranée.

Il y a quelque incohérence à manifester son mécontentement dans les locaux de l'administration française, qui n'en peut mais, plutôt que chez les autorités du pays qui a pris quasi unilatéralement la décision contestée. Mais le désarroi de ces Françaises, acoucheuses de préserver l'avenir de leurs enfants après avoir tanté l'aventure du mariage avec un Maghrébin, doit inciter à la compréhension. Ce drame est aussi vécu par des familles algériennes qui avaient réussi à faire inscrire leur progéniture dans les lycées français. En principe, seuls les élèves dont le père était appelé à séjourner à l'étranger pour des raisons professionnelles pouvaient bénéficier de cette possibilité, mais il y avait de nombreuses dérogations.

Cette décision apparemment contraire aux accords d'Evian, s'explique sans doute par la nécessité pour le président Chirac de donner quelque chose au clan des « mères de Descartes ». À l'heure de l'unification maghrébine, l'Algérie continue de se singulariser par certains domaines. Malgré les critiques du roi Hassan II contre le comportement de quelques enseignants français, une grande partie de la fête marocaine est encore formée dans les établissements où l'on parle surtout la langue de Descartes. A Tunis, l'actuelle rentrée scolaire se caractérise par un afflux de demandes d'inscription, qui ne peuvent être toutes satisfaites.

Le problème des établissements français au Maghreb n'est qu'un aspect de celui de la francophonie dans cette région. Il est certes intéressant de former directement une partie des futurs cadres de l'Afrique du Nord. Il est encore plus important d'encourager le bilinguisme de fait dans la population. Parce que la génération formée à l'époque coloniale s'exprime encore en français, on a trop tendance à tenir la francophonie pour un fait acquis.

La dégradation générale de l'enseignement de la « seconde langue » dans les établissements des trois pays est inquiétante. Toute une génération qui ne parlera convenablement ni l'arabe ni le français se profile à l'horizon 2000. La France n'est pas entièrement responsable de cette situation. Mais il dépend d'elle de motiver indirectement les élèves par son dynamisme commercial et par l'accroissement de sa présence audiovisuelle.

Au cours de la visite du président Ben Ali à Paris, du 12 au 14 septembre, il sera question de la coopération en matière de télévision. La prise en compte des réalités de notre temps est plus urgente que la tenue de colloques et la mise en place d'instances organisationnelles franco-phones.

M 0146 - 09120 - 6.00 F



Une nouvelle étape de la révision de l'histoire soviétique

La « Pravda » réévalue le rôle joué par Trotski

La révision de l'histoire vient de franchir un nouveau pas en Union soviétique. Sans aller jusqu'à une « réhabilitation » de Trotski, la « Pravda » vient de publier une longue étude qui renvoie pratiquement dos à dos Staline et l'homme qui fut son rival. Soulignant que Trotski ne s'est jamais incliné devant le dictateur, l'auteur de l'article écrit notamment: « On ne peut pas ne pas lui rendre hommage. »



Lire page 16 l'article de BERNARD GUETTA

Le voyage du pape en Afrique

Jean-Paul II aux portes de l'apartheid

Jean-Paul II a quitté Rome, samedi 10 septembre, pour le Zimbabwe. Ce pays sera la première étape du quatrième voyage du pape en Afrique, qui le conduira, jusqu'au 19 septembre, au Botswana, au Lesotho, au Swaziland et au Mozambique. Jean-Paul II ne fera que survoler l'Afrique du Sud, en dépit de l'invitation que lui avaient faite les autorités de Pretoria.

JOHANNESBURG de notre correspondant

Principale nation de cette partie du continent, l'Afrique du Sud est exclue du pèlerinage papal alors qu'elle compte la plus importante

communauté catholique de la région avec un peu plus de trois millions de fidèles. Une mise à l'écart qui soulève quelques polémiques, Jean-Paul II pouvant difficilement ne pas évoquer la situation de ce pays et son régime de ségrégation raciale. L'apartheid sera donc vraisemblablement au centre des interventions du souverain pontife, de même que les conflits.

À l'origine, le souverain pontife devait seulement venir clore les travaux de la conférence régionale des évêques de l'Afrique méridionale (IMBISA, Inter-Regional Meeting of Bishops of Southern Africa) qui s'est ouverte le 4 septembre à Harare. Par la suite s'est greffée la cérémonie de béatification d'un prêtre

français ayant vécu au Lesotho, le Père Joseph Gérard. Les évêques de ce petit royaume, totalement enclavé dans l'Afrique du Sud, ont insisté pour que celle-ci ait lieu sur place plutôt qu'au Vatican car il s'agissait de la première personne à être ainsi honorée dans la région. Le pape a donc décidé de combiner les deux événements et d'en profiter pour rendre visite à certaines communautés catholiques d'Afrique australe. Son médecin lui interdisant des déplacements de plus de dix jours, il était impossible à Jean-Paul II de consacrer le temps nécessaire à l'Afrique du Sud. C'est du moins la version officielle.

MICHEL BOLE-RICHARD. (Lire la suite page 3.)

L'invitation du chef de l'OLP par les socialistes européens

Polémiques avant la visite de M. Arafat à Strasbourg

La venue à Strasbourg, les 13 et 14 septembre, de M. Yasser Arafat, à l'invitation du groupe socialiste du Parlement européen, suscite une violente polémique en France. Plusieurs organisations ont appelé à manifester à Strasbourg, les uns contre la venue du chef de l'OLP, les autres pour. L'affaire pourrait prendre une ampleur plus grande si M. Roland Dumas fait, comme c'est probable, le voyage de Strasbourg pour y rencontrer M. Arafat.

Protestations indignées, critiques acerbes, humour cinglant, bien avant qu'il ait mis le pied à Strasbourg, où il sera l'invité du groupe socialiste du Parlement européen les 13 et 14 septembre, M. Yasser Arafat a déjà déclenché des tempêtes qui n'en sont pas encore qu'au stade politique. Mais il n'est pas exclu qu'elles dégénèrent si partisans et adversaires du chef de l'OLP mettent à exécution — ce qu'ils semblent décidés à faire — leur intention de manifester à l'occasion de cette visite, la première de M. Arafat sur le sol français en tant que responsable de la centrale palestinienne.

Si, de part et d'autre, on se défend de tout bellicisme et l'on souligne le caractère « pacifique » des manifestations prévues, des renforts de gendarmerie n'en ont pas moins été réclamés sur place. « La communauté juive mobilisée

contre la venue d'Arafat à Strasbourg », titrait le 8 septembre *Le Lettre télégraphique juive*. De plus, des représentants des communautés juives des douze pays membres de la CEE doivent participer aux manifestations de mardi contre la venue de M. Arafat. Manifestations appuyées par l'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Soffer.

De leur côté, une quinzaine d'associations regroupées en un « comité de soutien aux initiatives du Parlement européen pour le succès de la visite de Yasser Arafat à Strasbourg » ont également appelé à un « rassemblement », le même jour à Strasbourg, « pour l'autodétermination et la paix en Palestine ».

YVES HELLER.

(Lire la suite page 4.)

M. Franz-Olivier Giesbert, directeur de la rédaction

Changement de cap au « Figaro »

Le Figaro change de cap. Et sa rédaction de capitaine. En attendant de prendre tout seul la barre, Franz-Olivier Giesbert partagera la direction de la rédaction avec Jacques Jacquet-Francillon. Mais l'arrivée-surprise de ce pilier du *Nouvel Observateur* marque symboliquement la nouvelle orientation du quotidien de M. Robert Hersant.

Le journal de combat du premier septennat socialiste veut retrouver ses traditions de quotidien d'information, en isolant les polémiques dans une page « Opinion ».

Est-ce parce que les « libertés » ne sont plus menacées, comme l'affirme M. Alain

Peyrefitte, président du comité éditorial ? Ou pour regagner des lecteurs lassés par trop de parti pris ?

Engagé dans la modernisation de son groupe de presse, à la tête d'une cinquième chaîne qui accumule les déficits, M. Hersant doit aussi tenir compte du paysage politique. Il vient ainsi de nommer M. Michel d'Ornano (UDF, proche de M. Giscard d'Estaing) vice-président de son groupe.

Les colonnes du Figaro, ouverture et tradition mêlées, vont en tout cas bouger.

(Lire page 8 l'article de MICHEL COLONNA D'ISTRIA.)

Des Marocains privés d'école dans une commune du Sud-Ouest

Les indésirables de Casseneuil

Le préfet de Lot-et-Garonne a adressé, vendredi 9 septembre, une lettre mettant en demeure le maire de Casseneuil d'inscrire dans les maternelles de sa commune les enfants d'origine marocaine dont les parents le souhaitent, mais qui sont interdits d'école par décision municipale. M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, a publié un communiqué désapprouvant « la réaction un peu curieuse d'un maire ».

CASSENEUIL (Lot-et-Garonne) de notre envoyé spécial

On guette des tours de béton et on trouve d'antiques maisons à colombages. On cherche le supermarché et on surprend les eaux du Lot qui paraissent entre les vergers. On imaginait les Miniguettes, mais Casseneuil est un

gros village d'apparence paisible sur la « route du pruneau » recommandée par le syndicat d'initiative. Un village ordinaire de la France profonde qui interdit ses écoles maternelles à cinq enfants, tous nés dans la région, au motif que leurs parents sont Marocains et ont osé s'installer dans la commune.

Pourtant, Casseneuil les avait prévus : une délibération du conseil municipal, votée le 18 octobre 1984, constatait « avec tristesse et regrets, que les efforts et sacrifices extraordinaires accomplis par la communauté cassenneuilaise sont contrecarrés par l'envahissement d'immigrés nouveaux ». Le même texte disait : « Non à davantage d'immigrés hors CEE (...) » et proclamait que les enfants nouvellement arrivés ne seraient pas admis dans les écoles et les organismes communaux.

Depuis lors, des enfants ont dû trouver refuge dans l'école pri-

maire de Sainte-Livrade, une commune voisine, mais les plus petits, qui ne peuvent prendre le car, restent *personae non gratae* à la maternelle. Chaque année, le maire refuse de leur délivrer le bulletin d'inscription qui leur ouvrirait les portes de l'école. « Comment ma fille, qui ne sait pas l'arabe, saura-t-elle écrire le français si elle ne va pas dès maintenant à l'école ? », s'inquiète le père de Bouchra, quatre ans, un ouvrier agricole installé depuis seize ans en France, mais qui est arrivé à Casseneuil après la fameuse délibération.

« Comment peut-on exclure ainsi des enfants au pays des droits de l'homme ? », s'indigne en écho M. André Pilet, conseiller municipal, qui a donné le signal de la rébellion en adhérant au MRAP en janvier dernier.

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 7.)

مكذبا من الأصل

Dates

Il y a quinze ans

La mort de Salvador Allende



DEPUIS plusieurs mois déjà, la tension est grande, mais, en ce mardi matin de début du printemps austral, Salvador Allende s'apprête à lire un discours dans lequel il doit annoncer la tenue d'un plébiscite sur le maintien des institutions démocratiques au Chili. La veille, il avait réuni ses ministres en un conseil extraordinaire pour mettre au point cet appel. C'est le chef d'état-major de l'armée de terre qui lui a recommandé d'attendre cette date. Un homme sûr, cet Augusto Pinochet, loyal lorsqu'il commandait la place de Santiago trois ans auparavant, et qui a mérité sa promotion le 25 août précédent.

Lorsque le président pénètre au palais de La Moneda vers 7 h 30, il obtient la confirmation redoutée que la marine s'est soulevée dans le port de Valparaíso. Dans la nuit, il avait été averti d'un possible coup d'État. Ce n'était pas la première fois, depuis son élection trois ans auparavant, avec un peu moins de quarante mille voix d'avance sur son adversaire le plus proche, le docteur Jorge Alessandri.

En place du message prévu, Salvador Allende lance vers 8 heures un appel à la résistance : « Travaillons de mon pays, ils peuvent nous assassiner, mais on ne relâche pas les mouvements sociaux ni par le crime ni par la force. Tôt ou tard se rouvriront les larges avenues par où passe l'homme libre... ». Il appelle ensuite ses plus proches collaborateurs au téléphone et leur demande de rejoindre d'urgence La Moneda, encore sous la protection d'un petit groupe de carabiniers dirigé par quelques officiers.

Sa fille Beatriz et l'un de ses médecins personnels, Oscar Guzmán, arrivent ensemble et sont salués par les forces de l'ordre à leur passage. Dans le palais, Allende, entouré de ses proches et d'une dizaine de jeunes gens de formation militaire, son escorte personnelle, paraît serein. Peu après, on apprend que le directeur du corps général des carabiniers, le général Sepúlveda, est destitué par un putschiste, le général Mendoza, qui n'était dans son corps que le quatrième par ordre d'ancienneté. Les carabiniers encore présents à La Moneda quittent leur poste, et Mendoza annonce que le palais va être pris d'assaut.

« Vous ignorez ce qu'est l'honneur »

Dans l'un des salons, le président réunit ses collaborateurs : les membres de sa famille présents. L'un annonce qu'un accord est intervenu entre tous les secteurs des forces armées et que les militaires loyalistes ne peuvent résister. La junte est composée du commandant en chef de l'armée de terre, le général Augusto Pinochet, de l'amiral Toribio Medina, du général d'aviation Gustavo Leigh Guzmán et du général de carabiniers César Mendoza. Les putschistes indiquent, dans un communiqué, que « l'incapacité du gouvernement à adopter des mesures susceptibles d'empêcher le chaos » est à l'origine de la demande de démission de M. Allende. Ils déclarent que « les forces armées chiliennes et les carabiniers sont unis pour assumer la mission historique du combat pour la libération de la patrie du joug marxiste et le rétablissement de l'ordre et de la loi constitutionnelle ».

Le chef de l'État annonce son refus et demande aux plus jeunes, à ceux qui ne savent pas tenir une arme, et aux femmes de quitter le palais. L'un des aides de camp d'Allende, le commandant Sánchez — de l'armée de l'air, — vient s'entretenir avec lui. Au médecin qui lui demande le contenu de son aparté avec le président, le militaire répond : « Je suis venu pour lui dire que l'armée de l'air avait mis à sa disposition un avion. Il peut abandonner le pays avec sa famille et ses collaborateurs les plus proches... ». Qu'a répondu Allende ? questionne le médecin. « Qu'il n'abandonnerait ni le pays ni La Moneda ».

Dans le palais, les préparatifs de défense s'organisent. Depuis des semaines déjà, on enseignait aux hommes politiques et aux fonctionnaires la pratique du massage cardiaque ou de la transfusion de sang en prévision d'une attaque. Des mitrailleuses sont mises en batterie, et les personnes présentes recueillent les armes

qu'elles trouvent. Les tanks commencent à attaquer le palais et tirent sur le bureau d'Allende, que celui-ci a déjà abandonné depuis un moment. Avec la soixantaine de personnes présentes à l'intérieur du bâtiment des coups de feu sont échangés. Les avions survolent la ville en rase-mottes, et les communications intérieures et extérieures sont totalement sous le contrôle des militaires.

Vers 11 heures, un ultimatum parvient au président et lui donne quinze minutes pour se rendre. « Vous ignorez ce qu'est l'honneur », jérôme-t-il. A côté de lui restent ses plus fidèles amis, sa secrétaire particulière, Myriam, surnommée « la Payita », son médecin, le journaliste Olivares, directeur de la chaîne n° 7 de la télévision officielle de l'Union populaire, et quelques gardes du corps prêts à tout. Dans un dernier message, Allende s'adresse à ses compatriotes en disant : « Je vous dis au revoir... Que l'on sache qu'il y a des hommes qui savent remplir les tâches qu'ils ont reçues... Je ne renoncerais pas. Je paierai de ma vie la loyauté envers le peuple ». Une heure plus tard environ, trois chasseurs Hawker Hunter bombardent La Moneda, qui prend feu par endroits, alors qu'une épaisse fumée s'échappe du bâtiment.

Le général Baeza, après un échec des forces qui tentèrent de pénétrer dans le palais en profitant du bombardement,

appelle le secrétaire général du gouvernement, Fernando Flores, pour lui dire que les militaires respectent la vie de tous ceux qui se rendront. Une nouvelle fois Allende refuse, alors que plusieurs personnes sont déjà mortes sous les bombes. Jaime Barrios, conseiller économique du président, appelle, de La Moneda, Jorge Timossi, correspondant de l'agence cubaine Prensa Latina : « Ici c'est un enfer, et la fureur nous étouffe. Allende est en train de tirer avec une mitrailleuse », dit-il, en annonçant la mort d'Olivares.

Toutefois, Fernando Flores et le sous-secrétaire à l'Intérieur, Daniel Vergara, sont envoyés parlementer. Ils sont faits prisonniers. Au début de l'après-midi, les soldats parviennent à pénétrer dans le palais en décombrant Allende mort. Il a combattu jusqu'au bout, sans qu'il soit encore possible de dire aujourd'hui avec certitude s'il s'est suicidé ou s'il a été abattu. Une chose est sûre, il n'a pas quitté La Moneda.

Le commandant en chef de l'armée de terre, Augusto Pinochet, celui qui avait dit quelques mois auparavant que « les coups d'État militaires au Chili n'excitent pas », semble un « pale général ». Il a été mis au courant de ce qui se tramait que trois jours avant. Bernardo Leigh, le commandant en chef de l'aviation, apparaît comme l'homme fort du gouvernement militaire. L'actuel dictateur ne parviendra à accaparer le pouvoir qu'à partir

de 1974, même s'il a déjà le titre de président de la junte.

Pour l'heure, l'envoyée spéciale à Santiago du Washington Post écrit qu'en apprenant le succès du putsch l'ambassadeur des États-Unis au Chili, M. Nathaniel Davis, « s'est levé de sa chaise », chancelier des chanceliers des réfugiés, notamment celles du Mexique et de France. D'autres, fermant leurs portes. L'ambassadeur du Royaume — 56 à l'extrême droite — est très vite rappelé à Bruxelles.

Dans le centre de Santiago, des combats se déroulent toute la matinée, alors que l'armée isole les faubourgs ouvriers. Des tirs sont déclenchés contre l'immeuble du Parti communiste, près de la place de la Révolution.

Dans la soirée, la junte décide la rupture des relations avec Cuba et « les autres États communistes ». La radio militaire annonce la suspension des deux Assemblées « à la suite des événements de la journée » et diffuse les noms de soixante-huit personnalités socialistes et communistes qui sont « invitées à se présenter au ministère de la défense, sous peine d'arrestation ». L'organe de radio-diffusion de l'armée affirme aussi que « le calme absolu règne sur tout le territoire ».

En Argentine, des milliers d'étudiants défilent dans les rues de Buenos-Aires pour protester contre le coup d'État. M. José Figueroa, président du Congrès, déclare que son pays avait offert l'asile politique à Salvador Allende avant que la nouvelle de sa mort ne parvienne à San-José. A Moscou, l'agence Tass dénonce la « manœuvre militaire réactionnaire contre le gouvernement légitime », alors que Washington garde le silence. Un peu plus tard, le chancelier allemand Willy Brandt, devant l'ONU, juge « inadmissible » le coup d'État.

Arrestations et fusillades

Le président Pompidou est absent de Paris. Il se trouve en Chine et adresse un message de condoléances à M. Allende, mais le gouvernement ne prendra pas position ouvertement sur le changement intervenu, rappelle la doctrine française qui reconnaît « les États et non les gouvernements ». Le premier secrétaire du Parti socialiste, François Mitterrand, adresse une lettre à la veuve du président chilien, qui écrit-il, « s'inscrivent dans la légende des combats de la justice et des libertés ». Pour le premier universitaire de la création du Front national, Jean-Marie Le Pen indique quelques jours plus tard que « les forces armées ont non seulement le droit mais le devoir de rétablir un ordre salvateur », et son parti transmet « au gouvernement officiel du Chili l'appui des forces nationales ».

Les jours qui suivent, arrestations et fusillades expéditives se multiplient au Chili. Les partis politiques sont interdits, et la tête des anciens dirigeants est mise à prix.

Une semaine avant le coup d'État, de sept à huit cent mille personnes défilent, en rangs serrés, drapeaux rouges au vent, face à Salvador Allende et au gouvernement, pour fêter le troisième anniversaire de l'élection du président.

Les trois années agitées du gouvernement populaire ont pourtant été marquées par un climat de crise larvée. Manifestations, grèves des mineurs, puis des camionneurs, médecins, cadres des chemins de fer et de l'aviation, se succèdent. Le conflit opposant le président aux Chambres s'aggrave, alors qu'en trois ans Allende en était à son vingtième gouvernement.

Le chef de l'État avait mis au point un plan antiputsch qui prévoyait d'écarter du commandement les généraux séduits et envisageait, en cas de rébellion, le concours des syndicats ouvriers. C'est le général Pinochet qui était chargé de coordonner les opérations avec la Centrale unique des travailleurs, celle-là même qui persuadait Allende d'attendre un certain 11 septembre — que la junte militaire déclencha plus tard jour férié — pour célébrer une journée de libération nationale.

DENIS HAUTIN-GURAUT.

L'amie des militaires

M OY DE TOHA était « l'amie des militaires » (1). Mariée à José Toha, haut dirigeant de l'Union populaire et ancien ministre de la défense, cette femme au charme et à l'élégance naturelles hors du commun voit, comme beaucoup d'autres, son univers bouleversé en un jour.

« Mon monde était juste avant le coup d'État, constitué essentiellement par des militaires », écrit-elle. C'est par eux qu'elle apprend, le 11 septembre, que son mari, parti le matin pour La Moneda, se trouve en état d'arrestation à l'école militaire. Ces hauts gradés qu'elle connaît tous, elle les retrouve constitués en junte lorsqu'ils apparaissent à la télévision. Peu après, beaucoup de ses amis l'appellent pour lui demander son aide ou un conseil, elle qui est « l'amie des militaires ».

Elle rencontre Pinochet qui lui assure : « Il ne s'est rien passé, Moy, rien ». Lors d'un entretien, avec d'autres femmes de dirigeants de l'Union populaire, le général s'énervait en affirmant que les choses auraient été bien pires si les militaires

n'avaient pas pris le pouvoir. « Augusto, réplique Moy, je ne me souviens pas que tu fasses allusion à la maison ou au bureau de mon mari pour demander où tu étais ».

Après six mois de prison, José Toha meurt, passant moins de 50 kilos. Moy de Toha quitta alors le Chili pour un exil de cinq années au Mexique avec deux enfants. Elle retourne ensuite à Santiago, tient une boutique de vente de plats préparés, et participe toujours à de multiples comités de solidarité en continuant à lutter pour les idées d'un socialisme latino-américain, humaniste et profondément chilien. De sa douces expérience elle dit simplement : « Je ne souhaite pas que Pinochet ou son épouse vive ce que j'ai vécu ».

(1) Ce récit est extrait du livre de la journaliste Patricia Politzer, *Miedo en Chile* (Peur au Chili) publié au centre des études sociales à Santiago en 1985. Cet ouvrage, non traduit en français, est un recueil de questions entretiens avec des personnalités chiliennes, dont celui de Moy de Toha.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woitas.

Rédacteur en chef :
Daniel Veret.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Autres pays

3 mois 354 F 399 F 504 F 687 F

6 mois 672 F 762 F 972 F 1 337 F

1 an 1 290 F 1 380 F 1 800 F 2 530 F

ÉTRANGER :

Par voie aérienne

tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOUVER CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse officiels ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

BADMO 88

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

FRANCOIS
LEOTARD

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Anne CHAUSSEBOURG (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Paul JOLY (RTL)

en direct sur
RTL

Etranger

Allende

En 1974, Allende fut élu président de la République. Il fut le premier président socialiste élu par le peuple. Son gouvernement fut marqué par une politique de réformes sociales et économiques. Il fut assassiné le 23 septembre 1973, lors d'un coup d'État militaire.

Le général Pinochet, qui prit le pouvoir après l'assassinat d'Allende, a dirigé le Chili pendant plus de dix ans. Son régime a été caractérisé par une répression sévère et des violations des droits de l'homme.

Après la chute de Pinochet, le Chili a connu une transition démocratique. Allende a été réhabilité et ses restes ont été exhumés et réinhumés avec des honneurs.

Amérique

Le président américain Ronald Reagan a annoncé qu'il ne se représentera pas à la présidence en 1992. Il a déclaré qu'il était fier de son mandat et qu'il voulait consacrer plus de temps à sa famille.

Le Congrès américain a adopté une loi qui autorise le président à déclarer l'état d'urgence en matière de sécurité nationale. Cette loi vise à renforcer les pouvoirs du président en cas de crise.

Le Sénat américain a rejeté une proposition de loi qui aurait permis de réduire le rôle du président en matière de diplomatie. Cette décision a été saluée comme une victoire pour le pouvoir exécutif.

Le président Bush a annoncé qu'il allait visiter l'Europe en septembre. Cette tournée vise à renforcer les relations entre les États-Unis et les pays européens.

Le Congrès américain a adopté une loi qui autorise le président à déclarer l'état d'urgence en matière de sécurité nationale. Cette loi vise à renforcer les pouvoirs du président en cas de crise.

Nouvelle manifestation de masse à Erevan

Près de cent mille Arméniens ont juré fidélité au drapeau tricolore de l'Arménie indépendante lors d'une manifestation qui s'est tenue, le vendredi 9 septembre, sur la place de l'Opéra, à Erevan, la capitale arménienne, a rapporté un correspondant de l'AFP sur place.

Le drapeau rouge, bleu orange de l'éphémère République indépendante (1918-1920) a brandi au début du meeting - officiellement interdit - organisé par le comité Karabakh dissous. Les manifestants ont entonné des chants arméniens et réclamé le rattachement de la région azérbéidjane du Nagorny Karabakh à l'Arménie.

La mobilisation nationaliste en Arménie a repris avec force à la fin de l'été. Cette manifestation sur la place de l'Opéra est la deuxième, après celle du 3 septembre, sur la place, qui a connu les rassemblements les plus massifs les mois passés. Des peines d'amende s'élevaient à 300 roubles (plus de 3 000 F) ont été annoncées, le vendredi 9 septembre, contre les membres du comité Karabakh, qui ont pris la parole devant les manifestants.

Des participants au meeting ont affirmé que le mouvement arménien en faveur du rattachement s'est élargi. Le comité Karabakh, qui semble s'être radicalisé depuis le rejet, en juillet, par le Kremlin de leur revendication territoriale, exige maintenant des garanties pour protéger la langue arménienne... Il réclame aussi des mesures de protection de l'environnement et un changement de la politique des cadres. — (AFP.)

POLOGNE

Représailles contre de nombreux grévistes de Haute-Silésie

Quelque trois cent cinquante mineurs qui avaient participé aux grèves de ces dernières semaines en Haute-Silésie ont été licenciés par leurs directions, a-t-on appris de sources bien informées sur place. Ces mesures ont été prises en dépit des garanties données par certaines des directions qui avaient exclu tout licenciement disciplinaire ou poursuites judiciaires.

D'autre part, l'enquête ouverte contre soixante mineurs de la fosse «Manifest Lipowcy», à Jastrzebie (Sud), pour «organisation d'une grève illégale», se poursuit «activement». Là aussi, assure-t-on de mêmes sources, les accords conclus entre les ouvriers et la direction de la mine, stipulant en particulier la fermeture de ces dossiers, n'ont pas été respectés. La mine «Manifest

Lipowcy» avait été la première à se mettre en grève le 15 août et la dernière à reprendre le travail.

Enfin, aux aciéries de Slawsko-Wola (Sud-Est), qui avaient été également touchées par les débrayages, les anciens grévistes recevaient depuis vendredi matin des avis de la direction, selon lesquels ils seraient pénalisés pour «absence injustifiée et participation à une grève illégale».

Par ailleurs, Lech Walaszek, député de la région de Varsovie, au cours de la semaine prochaine, le ministre de l'Intérieur, le général Czeslaw Kiszczak, pour tenter d'obtenir des garanties sur le pluralisme syndical et la légalisation de son organisation, a-t-on appris vendredi de source informée.

RFA : après la catastrophe de Ramstein

«Retraite anticipée» pour un général de la Luftwaffe

BONN de notre correspondant

Le bilan de la catastrophe aérienne de Ramstein continue de s'alourdir : le décès, vendredi 9 septembre, de trois blessés, deux hommes et une fille de dix-huit ans, le nombre des morts porte à cinquante-neuf le nombre des morts. Dans le même temps, les critiques se multiplient contre le ministre de la Défense, M. Rupert Scholz, à qui l'opposition reproche d'avoir accordé au meeting aérien du 28 août l'autorisation de se dérouler sans que les conditions de sécurité soient respectées. Le ministre a été sommé, jeudi soir, au feu des questions de la commission de la défense du Bundestag.

Celle-ci, à partir du 1^{er} octobre, se constituera en commission d'enquête parlementaire pour faire, si possible, toute la lumière sur les responsabilités dans cette catastrophe.

Le haut-commandement de l'armée de l'air ouest-allemande est sur la sellette. On reproche à plusieurs hauts gradés de la Luftwaffe d'avoir laissé poursuivre un spectacle aérien à Nörvenich le même jour, alors que la nouvelle de l'accident de Ramstein était connue. Pis : le bal qui faisait suite à cette manifestation n'a pas été annulé et s'est poursuivi en présence du commandant de la base aérienne, le colonel Joachim Hoppe, et du général Klaus Wilhelm Rimmek, commandant la troisième division de la défense aérospatiale de la Luftwaffe. La commission de la défense a jugé particulièrement cynique l'attitude des officiers, qui, informés de l'ampleur de la catastrophe, ont simplement interrompu le bal pour faire respecter, par les trois cents convives, une minute de silence.

Le général Rimmek, cinquante-trois ans, a demandé vendredi sa mise à la retraite anticipée, qui a immédiatement été acceptée par le ministre de la Défense. Il n'est pas exclu que d'autres généraux subissent dans un proche avenir les conséquences de ces événements, le président de la commission de la défense, le député CDU Alfred Biele, ayant en effet déclaré que l'équipe de direction de la Luftwaffe ne lui «avait pas fait une meilleure impression» lors de son audition par la commission.

Le général Rimmek, cinquante-trois ans, a demandé vendredi sa mise à la retraite anticipée, qui a immédiatement été acceptée par le ministre de la Défense. Il n'est pas exclu que d'autres généraux subissent dans un proche avenir les conséquences de ces événements, le président de la commission de la défense, le député CDU Alfred Biele, ayant en effet déclaré que l'équipe de direction de la Luftwaffe ne lui «avait pas fait une meilleure impression» lors de son audition par la commission.

Le général Rimmek, cinquante-trois ans, a demandé vendredi sa mise à la retraite anticipée, qui a immédiatement été acceptée par le ministre de la Défense. Il n'est pas exclu que d'autres généraux subissent dans un proche avenir les conséquences de ces événements, le président de la commission de la défense, le député CDU Alfred Biele, ayant en effet déclaré que l'équipe de direction de la Luftwaffe ne lui «avait pas fait une meilleure impression» lors de son audition par la commission.

Le général Rimmek, cinquante-trois ans, a demandé vendredi sa mise à la retraite anticipée, qui a immédiatement été acceptée par le ministre de la Défense. Il n'est pas exclu que d'autres généraux subissent dans un proche avenir les conséquences de ces événements, le président de la commission de la défense, le député CDU Alfred Biele, ayant en effet déclaré que l'équipe de direction de la Luftwaffe ne lui «avait pas fait une meilleure impression» lors de son audition par la commission.

Le général Rimmek, cinquante-trois ans, a demandé vendredi sa mise à la retraite anticipée, qui a immédiatement été acceptée par le ministre de la Défense. Il n'est pas exclu que d'autres généraux subissent dans un proche avenir les conséquences de ces événements, le président de la commission de la défense, le député CDU Alfred Biele, ayant en effet déclaré que l'équipe de direction de la Luftwaffe ne lui «avait pas fait une meilleure impression» lors de son audition par la commission.

Le général Rimmek, cinquante-trois ans, a demandé vendredi sa mise à la retraite anticipée, qui a immédiatement été acceptée par le ministre de la Défense. Il n'est pas exclu que d'autres généraux subissent dans un proche avenir les conséquences de ces événements, le président de la commission de la défense, le député CDU Alfred Biele, ayant en effet déclaré que l'équipe de direction de la Luftwaffe ne lui «avait pas fait une meilleure impression» lors de son audition par la commission.

Le général Rimmek, cinquante-trois ans, a demandé vendredi sa mise à la retraite anticipée, qui a immédiatement été acceptée par le ministre de la Défense. Il n'est pas exclu que d'autres généraux subissent dans un proche avenir les conséquences de ces événements, le président de la commission de la défense, le député CDU Alfred Biele, ayant en effet déclaré que l'équipe de direction de la Luftwaffe ne lui «avait pas fait une meilleure impression» lors de son audition par la commission.

Le général Rimmek, cinquante-trois ans, a demandé vendredi sa mise à la retraite anticipée, qui a immédiatement été acceptée par le ministre de la Défense. Il n'est pas exclu que d'autres généraux subissent dans un proche avenir les conséquences de ces événements, le président de la commission de la défense, le député CDU Alfred Biele, ayant en effet déclaré que l'équipe de direction de la Luftwaffe ne lui «avait pas fait une meilleure impression» lors de son audition par la commission.

Le général Rimmek, cinquante-trois ans, a demandé vendredi sa mise à la retraite anticipée, qui a immédiatement été acceptée par le ministre de la Défense. Il n'est pas exclu que d'autres généraux subissent dans un proche avenir les conséquences de ces événements, le président de la commission de la défense, le député CDU Alfred Biele, ayant en effet déclaré que l'équipe de direction de la Luftwaffe ne lui «avait pas fait une meilleure impression» lors de son audition par la commission.

Le général Rimmek, cinquante-trois ans, a demandé vendredi sa mise à la retraite anticipée, qui a immédiatement été acceptée par le ministre de la Défense. Il n'est pas exclu que d'autres généraux subissent dans un proche avenir les conséquences de ces événements, le président de la commission de la défense, le député CDU Alfred Biele, ayant en effet déclaré que l'équipe de direction de la Luftwaffe ne lui «avait pas fait une meilleure impression» lors de son audition par la commission.

Andrei Sakharov estime que la «perestroïka» connaît un «mouvement de recul»

L'académicien soviétique Andreï Sakharov a estimé, le vendredi 9 septembre, que le processus de réforme engagé en URSS traversait une période «très difficile» et enregistrait «presque un recul» depuis le mois de mai.

Interrogé lors d'une conférence de presse à l'ambassade des États-Unis à Moscou, sur l'attitude du numéro deux soviétique, M. Egor Ligatchev, le physicien a déclaré qu'il le considérait comme «une force réactionnaire très dangereuse». «Mais je ne pense pas que ce soit la seule personne dangereuse», a-t-il ajouté. La «perestroïka», a poursuivi M. Sakharov, se heurte à des «forces très puissantes».

L'académicien s'est notamment inquiété des difficultés qu'il y avait maintenant à s'abonner à des journaux «progressistes» ou favorables à la «perestroïka», voyant là un «danger» qui pourrait porter «un grand coup» à la transparence.

Le Prix Nobel de la paix a rappelé qu'il fondait toujours ses espoirs sur Mikhaïl Gorbatchev, «éminent dirigeant politique», mais a regretté que les événements de 1968 en Tchécoslovaquie soient actuellement évoqués dans la presse soviétique de la même manière qu'au temps de la «stagnation». — (Reuters, AFP.)

● Soljenitsyne refuse de s'associer au mémorial dédié aux victimes de Staline. — Alexandre Soljenitsyne a refusé de signer au conseil d'un organisme soviétique non officiel qui a l'intention d'ériger un monument à la mémoire des victimes du stalinisme, a rapporté, jeudi 8 septembre, le New-York Times. Selon la femme de l'écrivain, celui-ci a notifié son refus mardi dans un télégramme adressé aux responsables de cet organisme, précisant qu'il ne lui était «pas possible d'oublier» qu'il avait été accusé de trahison après la publication de l'Archipel du Goulag. — (AFP.)

Le fait de n'avoir pas inclus la plus importante puissance de la région dans cette tournée est resté comme un affront pour certains secteurs de la communauté blanche catholique, dont les membres comprennent d'ailleurs moins cet ostracisme qu'aucune difficulté n'a été faite pour des États marxistes ni, à l'heure de la conférence, pour le Chili, n'y a pas si longtemps, pour le Chili, pour ne citer que ce pays-là. Ils accusent les responsables du clergé, en opposition de plus en plus ouverte au pouvoir, d'avoir torpillé sciemment la possibilité d'une étape sud-africaine. En revanche, les Noirs, qui représentent les deux tiers des catholiques sud-africains, ne montrent aucune animosité, au contraire.

Le Lesotho, royaume montagneux d'un million et demi d'habitants dont plus de six cent mille sont catholiques, constitue l'un des grands moments du voyage papal, malgré le régime militaire instauré après le coup d'État de janvier 1986 et malgré l'état d'urgence. L'ancien protecteur britannique, a depuis cent cinquante ans, été une terre d'élection des missionnaires européens et principalement des Français, qui furent les premiers, en 1833, à s'y installer.

Le Pape Joseph Gérard, originaire d'un village proche de Nancy, le «Père des miracles» comme on l'appelle, avait passé cinquante-deux ans de sa vie à conquérir de nouvelles âmes avant de s'élancer en 1914. La cérémonie de béatification aura lieu à Roma, ville du pays où il repose et qui est resté un haut lieu d'évangélisation.

Jean-Paul II s'arrêtera une seule journée au Botswana, jeune État qui, soixante ans après l'ouverture de la première mission catholique, compte seulement trente mille fidèles. Ce pays, grand comme la France, est occupé par quatre cinquièmes par le désert du Kalahari, avec une population estimée à 1,1 million d'habitants.

Une étape intermédiaire après le Zimbabwe, l'ancienne Rhodesie, où son président, M. Robert Mugabe, pratique un marxisme pragmatique. Cet ancien professeur d'une mission catholique, qui a pris les armes pour conquérir l'indépendance de son pays contre le régime blanc de Ian

Le fait de n'avoir pas inclus la plus importante puissance de la région dans cette tournée est resté comme un affront pour certains secteurs de la communauté blanche catholique, dont les membres comprennent d'ailleurs moins cet ostracisme qu'aucune difficulté n'a été faite pour des États marxistes ni, à l'heure de la conférence, pour le Chili, n'y a pas si longtemps, pour le Chili, pour ne citer que ce pays-là. Ils accusent les responsables du clergé, en opposition de plus en plus ouverte au pouvoir, d'avoir torpillé sciemment la possibilité d'une étape sud-africaine. En revanche, les Noirs, qui représentent les deux tiers des catholiques sud-africains, ne montrent aucune animosité, au contraire.

Le Lesotho, royaume montagneux d'un million et demi d'habitants dont plus de six cent mille sont catholiques, constitue l'un des grands moments du voyage papal, malgré le régime militaire instauré après le coup d'État de janvier 1986 et malgré l'état d'urgence. L'ancien protecteur britannique, a depuis cent cinquante ans, été une terre d'élection des missionnaires européens et principalement des Français, qui furent les premiers, en 1833, à s'y installer.

Le Pape Joseph Gérard, originaire d'un village proche de Nancy, le «Père des miracles» comme on l'appelle, avait passé cinquante-deux ans de sa vie à conquérir de nouvelles âmes avant de s'élancer en 1914. La cérémonie de béatification aura lieu à Roma, ville du pays où il repose et qui est resté un haut lieu d'évangélisation.

Jean-Paul II s'arrêtera une seule journée au Botswana, jeune État qui, soixante ans après l'ouverture de la première mission catholique, compte seulement trente mille fidèles. Ce pays, grand comme la France, est occupé par quatre cinquièmes par le désert du Kalahari, avec une population estimée à 1,1 million d'habitants.

Une étape intermédiaire après le Zimbabwe, l'ancienne Rhodesie, où son président, M. Robert Mugabe, pratique un marxisme pragmatique. Cet ancien professeur d'une mission catholique, qui a pris les armes pour conquérir l'indépendance de son pays contre le régime blanc de Ian

Le fait de n'avoir pas inclus la plus importante puissance de la région dans cette tournée est resté comme un affront pour certains secteurs de la communauté blanche catholique, dont les membres comprennent d'ailleurs moins cet ostracisme qu'aucune difficulté n'a été faite pour des États marxistes ni, à l'heure de la conférence, pour le Chili, n'y a pas si longtemps, pour le Chili, pour ne citer que ce pays-là. Ils accusent les responsables du clergé, en opposition de plus en plus ouverte au pouvoir, d'avoir torpillé sciemment la possibilité d'une étape sud-africaine. En revanche, les Noirs, qui représentent les deux tiers des catholiques sud-africains, ne montrent aucune animosité, au contraire.

Le Lesotho, royaume montagneux d'un million et demi d'habitants dont plus de six cent mille sont catholiques, constitue l'un des grands moments du voyage papal, malgré le régime militaire instauré après le coup d'État de janvier 1986 et malgré l'état d'urgence. L'ancien protecteur britannique, a depuis cent cinquante ans, été une terre d'élection des missionnaires européens et principalement des Français, qui furent les premiers, en 1833, à s'y installer.

L'hospitalisation de M. Papandréou suscite des spéculations dans les milieux politiques

Souffrant d'un rétrécissement de l'aorte, le premier ministre grec, M. Andréas Papandréou, devait être opéré à la fin de cette semaine, ou au début de la semaine prochaine, à Londres. Il avait été admis le 25 août dernier à l'hôpital Saint-Thomas de la capitale britannique pour subir des examens cardiologiques. La maladie du chef du gouvernement et son absence de Grèce commencent à susciter des spéculations dans les milieux politiques.

ATHÈNES de notre correspondant

Pour la première fois depuis 1981, le premier ministre grec s'absente pas, le samedi 10 septembre, à l'ouverture de la Foire internationale de Salonique. Cette manifestation est traditionnellement l'occasion pour M. Papandréou d'annoncer les grandes lignes de la politique économique du gouvernement pour l'année suivante, de prendre un bain de foule dans la capitale de la Macédoine et de la Grèce du Nord, et de commenter à la télévision l'actualité politique nationale et internationale.

Officiellement, M. Papandréou ne souffre que d'une sténose aortique, mais des informations officielles font état de complications secondaires au foie et de problèmes de circulation. L'intervention chirurgicale, plusieurs fois annoncée comme imminente, a été successivement reportée à une «date ultérieure». Le manque d'informations précises sur l'état de santé de M. Papandréou, qui est âgé de soixante-neuf ans, a créé un climat de nervosité à Athènes.

En dépit des assurances officielles selon lesquelles le premier ministre «gouverne» aussi bien dans sa chambre d'hôpital à Londres, où une ligne téléphonique directe et un télécopieur ont été installés, le fait est que son absence prolongée commence à créer quelques problèmes. Le porte-parole du gouvernement

Le fait de n'avoir pas inclus la plus importante puissance de la région dans cette tournée est resté comme un affront pour certains secteurs de la communauté blanche catholique, dont les membres comprennent d'ailleurs moins cet ostracisme qu'aucune difficulté n'a été faite pour des États marxistes ni, à l'heure de la conférence, pour le Chili, n'y a pas si longtemps, pour le Chili, pour ne citer que ce pays-là. Ils accusent les responsables du clergé, en opposition de plus en plus ouverte au pouvoir, d'avoir torpillé sciemment la possibilité d'une étape sud-africaine. En revanche, les Noirs, qui représentent les deux tiers des catholiques sud-africains, ne montrent aucune animosité, au contraire.

Le Lesotho, royaume montagneux d'un million et demi d'habitants dont plus de six cent mille sont catholiques, constitue l'un des grands moments du voyage papal, malgré le régime militaire instauré après le coup d'État de janvier 1986 et malgré l'état d'urgence. L'ancien protecteur britannique, a depuis cent cinquante ans, été une terre d'élection des missionnaires européens et principalement des Français, qui furent les premiers, en 1833, à s'y installer.

Le Pape Joseph Gérard, originaire d'un village proche de Nancy, le «Père des miracles» comme on l'appelle, avait passé cinquante-deux ans de sa vie à conquérir de nouvelles âmes avant de s'élancer en 1914. La cérémonie de béatification aura lieu à Roma, ville du pays où il repose et qui est resté un haut lieu d'évangélisation.

Jean-Paul II s'arrêtera une seule journée au Botswana, jeune État qui, soixante ans après l'ouverture de la première mission catholique, compte seulement trente mille fidèles. Ce pays, grand comme la France, est occupé par quatre cinquièmes par le désert du Kalahari, avec une population estimée à 1,1 million d'habitants.

Une étape intermédiaire après le Zimbabwe, l'ancienne Rhodesie, où son président, M. Robert Mugabe, pratique un marxisme pragmatique. Cet ancien professeur d'une mission catholique, qui a pris les armes pour conquérir l'indépendance de son pays contre le régime blanc de Ian

Le fait de n'avoir pas inclus la plus importante puissance de la région dans cette tournée est resté comme un affront pour certains secteurs de la communauté blanche catholique, dont les membres comprennent d'ailleurs moins cet ostracisme qu'aucune difficulté n'a été faite pour des États marxistes ni, à l'heure de la conférence, pour le Chili, n'y a pas si longtemps, pour le Chili, pour ne citer que ce pays-là. Ils accusent les responsables du clergé, en opposition de plus en plus ouverte au pouvoir, d'avoir torpillé sciemment la possibilité d'une étape sud-africaine. En revanche, les Noirs, qui représentent les deux tiers des catholiques sud-africains, ne montrent aucune animosité, au contraire.

Le Lesotho, royaume montagneux d'un million et demi d'habitants dont plus de six cent mille sont catholiques, constitue l'un des grands moments du voyage papal, malgré le régime militaire instauré après le coup d'État de janvier 1986 et malgré l'état d'urgence. L'ancien protecteur britannique, a depuis cent cinquante ans, été une terre d'élection des missionnaires européens et principalement des Français, qui furent les premiers, en 1833, à s'y installer.

Le Pape Joseph Gérard, originaire d'un village proche de Nancy, le «Père des miracles» comme on l'appelle, avait passé cinquante-deux ans de sa vie à conquérir de nouvelles âmes avant de s'élancer en 1914. La cérémonie de béatification aura lieu à Roma, ville du pays où il repose et qui est resté un haut lieu d'évangélisation.

Jean-Paul II s'arrêtera une seule journée au Botswana, jeune État qui, soixante ans après l'ouverture de la première mission catholique, compte seulement trente mille fidèles. Ce pays, grand comme la France, est occupé par quatre cinquièmes par le désert du Kalahari, avec une population estimée à 1,1 million d'habitants.

Une étape intermédiaire après le Zimbabwe, l'ancienne Rhodesie, où son président, M. Robert Mugabe, pratique un marxisme pragmatique. Cet ancien professeur d'une mission catholique, qui a pris les armes pour conquérir l'indépendance de son pays contre le régime blanc de Ian

Le fait de n'avoir pas inclus la plus importante puissance de la région dans cette tournée est resté comme un affront pour certains secteurs de la communauté blanche catholique, dont les membres comprennent d'ailleurs moins cet ostracisme qu'aucune difficulté n'a été faite pour des États marxistes ni, à l'heure de la conférence, pour le Chili, n'y a pas si longtemps, pour le Chili, pour ne citer que ce pays-là. Ils accusent les responsables du clergé, en opposition de plus en plus ouverte au pouvoir, d'avoir torpillé sciemment la possibilité d'une étape sud-africaine. En revanche, les Noirs, qui représentent les deux tiers des catholiques sud-africains, ne montrent aucune animosité, au contraire.

Le Lesotho, royaume montagneux d'un million et demi d'habitants dont plus de six cent mille sont catholiques, constitue l'un des grands moments du voyage papal, malgré le régime militaire instauré après le coup d'État de janvier 1986 et malgré l'état d'urgence. L'ancien protecteur britannique, a depuis cent cinquante ans, été une terre d'élection des missionnaires européens et principalement des Français, qui furent les premiers, en 1833, à s'y installer.

GRÈCE

L'hospitalisation de M. Papandréou suscite des spéculations dans les milieux politiques

répète qu'il n'est pas nécessaire de nommer une personnalité pour assurer l'avenir et que personne, parmi les ministres, ne pense à une éventuelle succession. Toutefois, suivant les instructions personnelles de M. Papandréou, une sorte de répartition des tâches a déjà été mise au point. Celle-ci se manifeste d'ailleurs à l'occasion de la Foire de Salonique. M. Agamemnon Koutsouras, second vice-président du conseil et ministre de la justice, prononcera le discours d'inauguration; M. Panayotis Roumeliotis, ministre de l'économie nationale, présentera les grands axes de la politique économique; M. Ioannis Charalambopoulos, premier vice-président du conseil et ministre de la défense, tiendra la conférence de presse finale qui sera consacrée, précisément, à la conférence de presse avec insistance, aux seules questions de politique étrangère et de défense.

ATHÈNES de notre correspondant

Pour la première fois depuis 1981, le premier ministre grec s'absente pas, le samedi 10 septembre, à l'ouverture de la Foire internationale de Salonique. Cette manifestation est traditionnellement l'occasion pour M. Papandréou d'annoncer les grandes lignes de la politique économique du gouvernement pour l'année suivante, de prendre un bain de foule dans la capitale de la Macédoine et de la Grèce du Nord, et de commenter à la télévision l'actualité politique nationale et internationale.

Officiellement, M. Papandréou ne souffre que d'une sténose aortique, mais des informations officielles font état de complications secondaires au foie et de problèmes de circulation. L'intervention chirurgicale, plusieurs fois annoncée comme imminente, a été successivement reportée à une «date ultérieure». Le manque d'informations précises sur l'état de santé de M. Papandréou, qui est âgé de soixante-neuf ans, a créé un climat de nervosité à Athènes.

En dépit des assurances officielles selon lesquelles le premier ministre «gouverne» aussi bien dans sa chambre d'hôpital à Londres, où une ligne téléphonique directe et un télécopieur ont été installés, le fait est que son absence prolongée commence à créer quelques problèmes. Le porte-parole du gouvernement

Le fait de n'avoir pas inclus la plus importante puissance de la région dans cette tournée est resté comme un affront pour certains secteurs de la communauté blanche catholique, dont les membres comprennent d'ailleurs moins cet ostracisme qu'aucune difficulté n'a été faite pour des États marxistes ni, à l'heure de la conférence, pour le Chili, n'y a pas si longtemps, pour le Chili, pour ne citer que ce pays-là. Ils accusent les responsables du clergé, en opposition de plus en plus ouverte au pouvoir, d'avoir torpillé sciemment la possibilité d'une étape sud-africaine. En revanche, les Noirs, qui représentent les deux tiers des catholiques sud-africains, ne montrent aucune animosité, au contraire.

Le Lesotho, royaume montagneux d'un million et demi d'habitants dont plus de six cent mille sont catholiques, constitue l'un des grands moments du voyage papal, malgré le régime militaire instauré après le coup d'État de janvier 1986 et malgré l'état d'urgence. L'ancien protecteur britannique, a depuis cent cinquante ans, été une terre d'élection des missionnaires européens et principalement des Français, qui furent les premiers, en 1833, à s'y installer.

Le Pape Joseph Gérard, originaire d'un village proche de Nancy, le «Père des miracles» comme on l'appelle, avait passé cinquante-deux ans de sa vie à conquérir de nouvelles âmes avant de s'élancer en 1914. La cérémonie de béatification aura lieu à Roma, ville du pays où il repose et qui est resté un haut lieu d'évangélisation.

Jean-Paul II s'arrêtera une seule journée au Botswana, jeune État qui, soixante ans après l'ouverture de la première mission catholique, compte seulement trente mille fidèles. Ce pays, grand comme la France, est occupé par quatre cinquièmes par le désert du Kalahari, avec une population estimée à 1,1 million d'habitants.

Une étape intermédiaire après le Zimbabwe, l'ancienne Rhodesie, où son président, M. Robert Mugabe, pratique un marxisme pragmatique. Cet ancien professeur d'une mission catholique, qui a pris les armes pour conquérir l'indépendance de son pays contre le régime blanc de Ian

Le fait de n'avoir pas inclus la plus importante puissance de la région dans cette tournée est resté comme un affront pour certains secteurs de la communauté blanche catholique, dont les membres comprennent d'ailleurs moins cet ostracisme qu'aucune difficulté n'a été faite pour des États marxistes ni, à l'heure de la conférence, pour le Chili, n'y a pas si longtemps, pour le Chili, pour ne citer que ce pays-là. Ils accusent les responsables du clergé, en opposition de plus en plus ouverte au pouvoir, d'avoir torpillé sciemment la possibilité d'une étape sud-africaine. En revanche, les Noirs, qui représentent les deux tiers des catholiques sud-africains, ne montrent aucune animosité, au contraire.

Le Lesotho, royaume montagneux d'un million et demi d'habitants dont plus de six cent mille sont catholiques, constitue l'un des grands moments du voyage papal, malgré le régime militaire instauré après le coup d'État de janvier 1986 et malgré l'état d'urgence. L'ancien protecteur britannique, a depuis cent cinquante ans, été une terre d'élection des missionnaires européens et principalement des Français, qui furent les premiers, en 1833, à s'y installer.

Le Pape Joseph Gérard, originaire d'un village proche de Nancy, le «Père des miracles» comme on l'appelle, avait passé cinquante-deux ans de sa vie à conquérir de nouvelles âmes avant de s'élancer en 1914. La cérémonie de béatification aura lieu à Roma, ville du pays où il repose et qui est resté un haut lieu d'évangélisation.

Jean-Paul II s'arrêtera une seule journée au Botswana, jeune État qui, soixante ans après l'ouverture de la première mission catholique, compte seulement trente mille fidèles. Ce pays, grand comme la France, est occupé par quatre cinquièmes par le désert du Kalahari, avec une population estimée à 1,1 million d'habitants.

Une étape intermédiaire après le Zimbabwe, l'ancienne Rhodesie, où son président, M. Robert Mugabe, pratique un marxisme pragmatique. Cet ancien professeur d'une mission catholique, qui a pris les armes pour conquérir l'indépendance de son pays contre le régime blanc de Ian

Le fait de n'avoir pas inclus la plus importante puissance de la région dans cette tournée est resté comme un affront pour certains secteurs de la communauté blanche catholique, dont les membres comprennent d'ailleurs moins cet ostracisme qu'aucune difficulté n'a été faite pour des États marxistes ni, à l'heure de la conférence, pour le Chili, n'y a pas si longtemps, pour le Chili, pour ne citer que ce pays-là. Ils accusent les responsables du clergé, en opposition de plus en plus ouverte au pouvoir, d'avoir torpillé sciemment la possibilité d'une étape sud-africaine. En revanche, les Noirs, qui représentent les deux tiers des catholiques sud-africains, ne montrent aucune animosité, au contraire.

Le Lesotho, royaume montagneux d'un million et demi d'habitants dont plus de six cent mille sont catholiques, constitue l'un des grands moments du voyage papal, malgré le régime militaire instauré après le coup d'État de janvier 1986 et malgré l'état d'urgence. L'ancien protecteur britannique, a depuis cent cinquante ans, été une terre d'élection des missionnaires européens et principalement des Français, qui furent les premiers, en 1833, à s'y installer.

Afrique

Le voyage du pape en Afrique australe

(Suite de la première page.)

Le fait de n'avoir pas inclus la plus importante puissance de la région dans cette tournée est resté comme un affront pour certains secteurs de la communauté blanche catholique, dont les membres comprennent d'ailleurs moins cet ostracisme qu'aucune difficulté n'a été faite pour des États marxistes ni, à l'heure de la conférence, pour le Chili, n'y a pas si longtemps, pour le Chili, pour ne citer que ce pays-là. Ils accusent les responsables du clergé, en opposition de plus en plus ouverte au pouvoir, d'avoir torpillé sciemment la possibilité d'une étape sud-africaine. En revanche, les Noirs, qui représentent les deux tiers des catholiques sud-africains, ne montrent aucune animosité, au contraire.

Le Lesotho, royaume montagneux d'un million et demi d'habitants dont plus de six cent mille sont catholiques, constitue l'un des grands moments du voyage papal, malgré le régime militaire instauré après le coup d'État de janvier 1986 et malgré l'état d'urgence. L'ancien protecteur britannique, a depuis cent cinquante ans, été une terre d'élection des missionnaires européens et principalement des Français, qui furent les premiers, en 1833, à s'y installer.

Le Pape Joseph Gérard, originaire d'un village proche de Nancy, le «Père des miracles» comme on l'appelle, avait passé cinquante-deux ans de sa vie à conquérir de nouvelles âmes avant de s'élancer en 1914. La cérémonie de béatification aura lieu à Roma, ville du pays où il repose et qui est resté un haut lieu d'évangélisation.

Jean-Paul II s'arrêtera une seule journée au Botswana, jeune État qui, soixante ans après l'ouverture de la première mission catholique, compte seulement trente mille fidèles. Ce pays, grand comme la France, est occupé par quatre cinquièmes par le désert du Kalahari, avec une population estimée à 1,1 million d'habitants.

Une étape intermédiaire après le Zimbabwe, l'ancienne Rhodesie, où son président, M. Robert Mugabe, pratique un marxisme pragmatique. Cet ancien professeur d'une mission catholique, qui a pris les armes pour conquérir l'indépendance de son pays contre le régime blanc de Ian

Le fait de n'avoir pas inclus la plus importante puissance de la région dans cette tournée est resté

Proche-Orient

La situation dans les territoires occupés

Les autorités israéliennes affirment avoir arrêté les principaux dirigeants du soulèvement à Gaza

Le commandant militaire de la région sud, le général Itzhak Mordechai, a affirmé vendredi 9 septembre à la radio que les autorités israéliennes «avaient arrêté les principaux responsables du soulèvement dans la bande de Gaza et cessé les comités populaires». Un porte-parole militaire a pré-

cisé que l'armée avait démantelé trente-sept comités populaires et procédé à l'arrestation de deux cents Palestiniens au cours des derniers jours dans le secteur de Gaza. Selon la radio israélienne, plusieurs Palestiniens arrêtés récemment à Gaza avaient été libérés lors de l'échange de prisonniers, en

1985, au cours duquel trois soldats israéliens détenus par le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG, de M. Ahmed Jibril) avaient été échangés contre mille cent cinquante Palestiniens détenus en Israël et dans les territoires occupés.

Le défi des militants islamistes

JÉRUSALEM

de notre correspondant

«On ne sait plus très bien que faire, fermer, ouvrir, fermer, à l'air libre, fermer, ouvrir, fermer, à l'air libre, fermer, ouvrir, fermer, à l'air libre...» La veille, jeudi, était jour de grève générale à l'appel de la Direction unifiée du soulèvement (OLP); aujourd'hui, c'est une nouvelle grève générale dans les territoires occupés, mais cette fois à l'appel du mouvement islamiste Hamas (le mouvement de la résistance islamique).

Il y a quelques instants, deux jeunes gens âgés d'une vingtaine d'années, l'un en t-shirt et barbe noire (signes distinctifs des islamistes) ont paisiblement arpenté la rue à moitié déserte et sont allés mettre en garde tous les commerçants. «Ils nous ont dit: «Vous fermez ou alors...», et le propriétaire du supermarché explique que, pour être vu, la menace est bien réelle: «Ils peuvent la nuit an-

mager ou brûler le magasin. D'ailleurs, plus personne ne veut nous assurer...»

A Ramallah, pourtant place forte des nationalistes de l'OLP, la scène est la même. Toutes les boutiques sont fermées, et, sur le pas de sa porte, un changeur de monnaie indique que «les gens de Hamas, des jeunes des villages voisins», sont passés par là quelques heures plus tôt pour donner leurs «conseils». Ailleurs, dans les rues commerçantes de Jérusalem-Est ou dans la région de Bethléem (où les chrétiens sont nombreux), la grève était moyennement suivie, et si, sur l'ensemble de la Cisjordanie, elle a reçu un accueil mitigé, elle était totale à Gaza.

Mais pour les nationalistes de l'OLP, principaux animateurs du soulèvement, la leçon est la même: c'est la seconde fois en moins d'un mois qu'ils sont défaits par les militants islamistes musulmans. C'est un conflit politique: la grève du commerce indique «qui est le patron» dans la rue: les nationalistes ou les islamistes. Le phénomène est nouveau en Cisjordanie: il s'accompagne d'une perte de la guerre de communication.

tracts et graffiti muraux entre les deux groupes. «Il y a incontestablement une tension croissante» entre l'OLP et Hamas, écrit cette semaine le quotidien Haaretz. Dans le Jerusalem Post, Yehuda Litani, un des spécialistes israéliens des territoires occupés, assure pour sa part: «Il est de plus en plus clair que Hamas gagne en importance aux dépens de l'OLP.»

Mais pourquoi aujourd'hui précisément? Longtemps cantonné dans un travail de «réislamisation» de la société palestinienne, perçu comme «l'objectif prioritaire», les islamistes auraient été pris de court par le soulèvement dans les territoires et éprouveraient le besoin de battre en brèche l'influence de l'OLP. A quelques semaines d'un référendum sur le statut national palestinien qui pourrait marquer une évolution vers une certaine reconnaissance d'Israël et vers une solution politique, le groupe Hamas souhaiterait faire entendre sa voix et sa ligne.

Ainsi, dès le mi-septembre, au moment précis où plusieurs personnalités de l'OLP multiplient les déclarations apaisantes, Hamas faisait diffuser dans les territoires un document qu'il présentait

comme sa charte. Ce «programme», outre une référence au Protocole des sages de Sion, se caractérise par une série de phrases: «Toutes les initiatives ou propositions de paix et de conférences internationales doivent être rejetées. [...] Elles aboutiraient à céder une part de la Palestine, et ce serait comme céder une part de notre religion.» Il n'y a qu'une seule solution, le «djihad» (la guerre sainte) pour un seul objectif: «un Etat musulman sur toute la Palestine».

Quand il n'accusent pas les services israéliens de manipuler les islamistes afin de susciter des dissensions interpalestiniennes, les milieux nationalistes laïques estiment que l'importance de Hamas est largement exagérée par la presse occidentale.

Faute de sondages ou d'élections, la véritable force des islamistes reste difficile à évaluer, particulièrement dans un milieu où se confondent les influences religieuses et nationalistes. Il reste que vendredi la grève de Hamas qui suit celle de l'OLP n'a pas été un échec.

ALAIN FRACHON.

L'usage de gaz contre les Kurdes

Sérieuses menaces de sanctions américaines contre l'Irak

WASHINGTON

de notre correspondant

Le Sénat des Etats-Unis s'est prononcé vendredi 9 septembre pour l'imposition de sévères sanctions économiques à l'Irak, accusé d'avoir «gravement violé les lois internationales» en utilisant des armes chimiques contre des membres de sa minorité kurde. Approuvée à l'unanimité, la décision ne peut cependant être suivie d'effet immédiat: il faut d'abord que la Chambre des représentants se prononce - ce qui pourrait être fait assez rapidement - et ensuite que le président Reagan signe la loi (ou y mette son veto).

Mais la menace semble très sérieuse, d'autant que le vote du Sénat fait suite aux vigoureuses déclarations faites la veille par le secrétaire d'Etat George Shultz. Après que l'administration ait affirmé avoir la conviction que des gaz avaient été utilisés à la fin août contre des populations kurdes d'Irak, M. Shultz avait estimé ce comportement «répugnant et injustifiable» et averti qu'en cas de récidive les relations entre Washington et Bagdad seraient affectées (le Monde du 10 septembre).

Le recours aux sanctions économiques est une pratique courante des Etats-Unis, mais celles que le Sénat prévoit contre l'Irak sont particulièrement dures: elles mettraient en terme à la vente de tout matériel «sensible» américain à l'Irak, interdisant l'importation de pétrole irakien aux Etats-Unis (qui n'en achètent actuellement que de faibles quantités). De plus, elles contraindraient l'administration à refuser tout crédit à l'Irak et à se prononcer, au sein des instances financières internationales, contre l'attribution de tout prêt à Bagdad.

Le département d'Etat souhaite apparemment éviter d'en arriver là, et voudrait pour cela obtenir de l'Irak qu'il se déclare «fermement contre l'usage d'armes chimiques». Ce serait là pour Bagdad une manœuvre - implicite - de s'engager à ne pas récidiver, tout en sauvant la face. Il semble en effet exclu que l'Irak accepte de reconnaître ses torts passés. Ces jours derniers, ses représentants, y compris à Washington, ont continué à nier avec la dernière énergie que des gaz aient été utilisés contre les Kurdes.

JAN KRAUZE.

L'invitation du chef de l'OLP par les socialistes européens
Polémiques avant la visite de M. Arafat à Strasbourg

(Suite de la première page.)

Pour l'heure - en attendant un possible face-à-face - on en est aux mots. Des mots d'indignation d'un côté, de justification de l'autre. Parallèlement à différents communiqués d'associations juives, aux termes particulièrement violents, M. Tado Klein, président du conseil représentatif des institutions juives en France (CRIF), se dit «profondément choqué», affirmant que «même en accordant aux députés européens qui ont invité M. Yasser Arafat la présomption d'innocence, on ne saurait la absolue de la fausseté morale et politique qu'ils ont commise en lançant cette invitation, avant qu'aucune évolution constructive ne se soit manifestée dans l'orientation fondamentale de l'OLP».

Dans une lettre adressée à M. Rudy Arndt, président du groupe socialiste, M. Klein joue de l'humour. «Certains, il est vrai, s'interrogent pour savoir s'il ne s'agit pas plutôt pour vous de consulter M. Arafat sur les fonctionnements qui pourraient être apportés à la mise en application de la Convention européenne contre le terrorisme», écrit-il, pour ajouter: «La consultation d'experts est évidemment une démarche à laquelle il est heureux que de temps à autre les députés européens puissent se livrer.» M. Klein conclut sur des appréciations peu amènes sur ce qu'il considère comme le caractère «peu courageux et même emprunt d'une involontaire mais certaine hypocrisie».

M. Klein s'est également adressé aux ministres de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, et de la Justice, M. Pierre Arpaillange, pour leur demander de lui «confirmer que toutes mesures utiles seront prises à l'encontre des personnes ayant pu participer à la préparation ou à l'exécution d'actes terroristes et qui se trouveraient à Strasbourg les 13 et 14 septembre prochains».

Pour M. Arndt, en revanche, l'argument «terrorisme» développé par les associations juives ne tient pas, la condamnation, par le groupe socialiste, de «tous les actes de terrorisme, indépendamment de leurs auteurs» lui donnant «un droit prioritaire vis-à-vis de ceux qui voient les actes de terrorisme d'un côté mais ferment les yeux devant ceux commis de l'autre», ajoutant: «C'est une lutte socialiste pour la paix, la liberté et la démocratie, nous ont appris que ces rencontres sont nécessaires».

Si les députés du groupe libéral ont vivement critiqué la venue de M. Arafat, la jugant «inopportune», il est fortement question que des représentants du groupe démocrate-chrétien reconvoquent le chef de l'OLP.

Mais, au-delà de la polémique publique, l'invitation faite par

M. Arndt à M. Arafat, et que celui-ci a acceptée en juillet, a provoqué un débat au sein même du Parti socialiste français (le Monde du 7 septembre), où certaines réserves, tant sur le principe que sur les dates retenues - à l'approche des cantonales - se sont fait jour. Il semble qu'elles se soient estompées ces derniers temps, et que l'on ne doive compter que peu d'absents mardi soir, lorsque M. Arafat interviendra devant les députés socialistes - et non devant l'ensemble du Parlement. On est, en tout cas, très loin des rumeurs qui ont couru au cours des semaines passées sur un éventuel boycottage de M. Arafat par les socialistes français.

Rencontre avec M. Dumas

Il semble en outre que le principe d'une rencontre avec le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, était acquis jeudi, en dépit de toutes les précautions dont s'entourait le Quai d'Orsay pour laisser planer le doute autour d'une telle éventualité. Bien que cet entretien puisse se dérouler dans les locaux du Parlement européen, autrement dit en «territoire international», il ne manquera certainement pas de déclencher une nouvelle polémique, M. Klein ayant déjà fait savoir que «la communauté juive se sentira profondément insultée» par une rencontre Dumas-Arafat.

Loin des turbulences enregistrées en France, M. Arafat a écrit, à Tunis, un discours, rapporte l'AFP

Diplomatie

La Yougoslavie devrait prendre la tête du Mouvement des non-alignés

NICOSIE

de notre correspondant

Sauf revirement de dernière minute, la Yougoslavie, l'un des fondateurs du Mouvement des non-alignés, devrait être désignée samedi 10 septembre pour prendre la tête de l'organisation et abriter en 1989 le prochain sommet. Sollicité par plus de la moitié des cent membres du mouvement après le retrait jeudi du Nicaragua et de l'Indonésie, Belgrade n'avait toujours pas fait connaître sa réponse samedi matin, pas même de se faire un peu prior pour obtenir un large consensus sur son nom et effacer ainsi l'échec subi en 1986 face au Zimbabwe.

Le fait que Belgrade ait accueilli en 1961 le premier sommet des non-alignés et soit un des plus prestigieux fondateurs du mouvement pourrait permettre un retour aux sources pour une organisation à la recherche d'un second souffle. Le choix de Belgrade ne fait toutefois pas l'unanimité, et certains délégués estiment que la Yougoslavie, en proie à des difficultés politiques internes, se sert du Mouvement des non-alignés pour redorer son blason. Même si l'organisation ne représente plus l'importance qu'elle a pu avoir, la présidence des non-alignés n'est pas négligeable, et il ne fait pas de doute qu'elle représenterait à la Yougoslavie un rôle diplomatique perdu depuis la disparition du maréchal Tito.

F. C.

Amériques

ARGENTINE

Violentes manifestations à Buenos-Aires

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

La douzième grève générale, déclenchée dans le pays vendredi 9 septembre, aura été la plus violente de la longue série qui a commencé en 1983 avec l'arrivée de M. Alfonsín au pouvoir.

Les incidents ont commencé en plein milieu du discours de M. Saul Ubaldini, le leader de la centrale syndicale péroniste CGT (Confédération générale du travail), devant trente mille personnes, quand un petit groupe de manifestants s'est mis à lancer des pierres contre la police tout en brûlant des drapeaux américains et britanniques (symboles de la dette extérieure et des Multinationales). Les forces de l'ordre ont aussitôt riposté par des gaz lacrymogènes. Des magasins ont alors été pillés, les vitres des bâtiments qui entourent la place systématiquement détruites, une voiture incendiée. La police a chargé, des coups de feu ont été échangés, blessant une centaine de personnes. La CGT a appelé à une nouvelle grève générale lundi pour protester contre ce qu'elle appelle «la répression officielle sauvage et injustifiée».

L'organisation de cette journée de protestation avait été choisie, il était tout d'abord prévu qu'elle durerait vingt-quatre heures puis

elle a été réduite à huit heures. Carlos Menem, le candidat péroniste à la présidentielle de 1989, devait prendre la parole pendant le meeting de l'après-midi puis il s'est défilé tout en promettant de venir en spectacle, pour finalement se faire excuser au dernier moment. De plus la CGT, contrairement à son habitude, avait fixé la date de la manifestation la veille d'un week-end, alors que les transports étaient en grève.

Le même jour, le ministre de l'Economie, Juan Sourrouille, a publié un premier bilan de son plan de redressement économique qu'il a qualifié de «favorable». Le ministre a estimé que le mauvais résultat de l'inflation en août (27,6 %) s'expliquait par les hausses de prix appliquées par les commerçants par anticipation dans la perspective d'un éventuel blocage. Il prévoit un chiffre nettement inférieur (10 %) pour septembre.

Ce plan, relativement bien accueilli par le secteur industriel et financier, avec en conséquence un dollar qui est resté calme, constitue une tendance encourageante - malgré les heurts - pour le chef de l'Etat, qui semble s'être placé au-dessus de la mêlée après sa grande déprime de l'année dernière.

CATHERINE DERYVIER.

PARAGUAY

Rumeurs autour de l'absence du général Stroessner

Asunción.

Les rumeurs les plus diverses ont circulé, vendredi 9 septembre, dans la capitale du Paraguay, sur l'absence du général Stroessner, hospitalisé depuis dix jours. Les milieux diplomatiques et journalistiques jugent surtout préoccupant le silence autour l'absence du président, âgé de soixante-quinze ans et au pouvoir depuis trente-quatre ans. Il a été admis la semaine dernière au service de chirurgie plastique du Hôpital national de la prévision sociale (IPS, l'un des hôpitaux d'Asunción), pour, selon le porte-parole du gouvernement, un contrôle de routine en prévision d'un voyage qu'il doit effectuer le mois prochain à Taïwan.

Selon des sources généralement bien informées, le général aurait en fait été opéré de la prostate le 31 août dernier. A la suite de complications survenues après l'intervention, il aurait subi une nouvelle intervention chirurgicale. D'autres personnes affirment que le président a quitté le pays pour être soigné aux Etats-Unis. Le chef de l'Etat n'est en tout cas pas apparu au palais gouvernemental depuis le 31 août.

Les autorités, qui évitent tout contact avec la presse locale et internationale, se bornent à déclarer que les versions circulant sur l'état de santé du général «ne sont que pures spéculations de la part de gens qui ne l'aiment pas». — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Cameroun

Décès

du «Père des Pygmées»

Le Père missionnaire français Ignace Dhellefmes, auteur en 1988 d'une autobiographie, le Père des Pygmées, relisant ses quarante années passées au contact des Pygmées du sud du Cameroun et du Congo, est décédé le 7 septembre à l'hôpital de Sanghaï (sud du Cameroun), à-t-on appris de sources diplomatiques françaises à Yaoundé.

Né en 1914 à Roubaix, il était une figure connue en Afrique centrale, après ses nombreuses années passées dans la région, le plus souvent en brousse, au contact de populations qui comptent parmi les plus déshéritées du continent. — (AFP.)

Mauritanie

Procès d'opposants

«baasistes»

Dakar. — Le procès de dix-sept opposants au régime du colonel Maouya Ould Sid'Ahmed Taya devait s'ouvrir le 10 septembre devant le cour spécial de justice de Nouakchott. Les inculpés sont poursuivis pour atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat et intelligence avec un pays étranger non identifié, à-t-on appris à Dakar. Quatre accusés seront jugés par contumace. Les treize prévenus présents avaient été arrêtés début août à Nouakchott. Parmi eux figurent deux officiers - le capitaine Ould Faïfou et un lieutenant dont l'identité n'est pas précisée - ainsi que trois anciens militaires, dont l'ex-capitaine Moktar Ould Salek. Au nombre des prévenus civils figurent MM. Mamed Ould Ahmed et Cheikh Ould Boussaye, tous deux professeurs, et le journaliste Mohamed Yedihh Ould Brodeur, qui fut ministre de l'Information en 1978. Ces civils, réputés membres d'un mouvement baasiste pro-irakien interdit, avaient déjà été condamnés en septembre dernier à six mois de prison avec sursis. — (Reuters.)

Mozambique

Rencontre entre

MM. Botha et Chissano

Le président auto-afrique, M. Piter Botha, doit rencontrer, lundi 12 septembre, le chef de l'Etat mozambicain, M. Joaquim Chissano, à Songo, petite ville située au nord-ouest de l'ancienne colonie portugaise, à proximité du barrage de Cahora-Bassa. Il s'agira des premiers entretiens entre les deux présidents et de la première rencontre à ce niveau depuis la signature, le 16 mars 1984, du pacte de Nkomati, entre Samora Machel et le président Botha. Le chef du lieu est le récent accord signé entre le Mozambique, le Portugal et l'Afrique du Sud pour la remise en service du barrage, paralysé depuis 1981 par les actes de sabotage de la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique) des lignes à haute tension. — (Corresp.)

Niger

Condamnations à mort pour des apprentis putschistes

Niamey. — Vingt-huit personnes impliquées dans une tentative de coup d'Etat contre le président Seyni Kountché, le 6 octobre 1983, ont été jugées à huis clos, le 22 août, par la Cour de sûreté de l'Etat, à-t-on annoncé de sources officielles, vendredi 9 septembre, à Niamey.

Le verdict de la Cour, qui a prononcé quatre condamnations à mort par contumace, deux peines de réclusion à perpétuité, une peine de neuf ans de prison et vingt et un acquittements, a été transmis à la Cour d'Etat, qui doit encore statuer sur sa conformité avec la législation nigérienne, précise une information de l'Agence nigérienne de presse (ANP).

Cette procédure a été engagée à la demande du commissaire du gouvernement, qui s'estime insatisfait du verdict, indique l'ANP. Les vingt et une personnes acquittées ont été de nouveau arrêtées, apprend-on à Niamey.

Aucune précision n'a été fournie de sources officielles sur les identités des personnes condamnées. — (AFP.)

Surprise à Paris et

Projet encore «Non»
M. Jean-Michel Belorgesur la décision du RPR
faire toute alliance avec le PT

Le Monde

EN BANQUE DE L'EUROPE

SPORTS CAM SEVILL

Amériques

ARGENTINE

Violentes manifestations à Buenos-Aires

Les manifestations ont débuté hier à Buenos-Aires, à l'occasion de la visite de M. Rocard. Les manifestants ont défilé devant le palais présidentiel, brandissant des banderoles et des drapeaux. Ils ont également jeté des pierres et des bouteilles. Les forces de l'ordre ont utilisé la force pour disperser la foule. Des blessés ont été déclarés. Les manifestations se poursuivront aujourd'hui.

PARAGUAY

Discours autour de l'absence du général Stroessner

Le général Stroessner, chef de l'État du Paraguay, n'est pas présent à l'occasion de la visite de M. Rocard. Ses proches expliquent que le général est malade. Cependant, certains observateurs pensent que son absence est due à des raisons politiques. Le général Stroessner a régné sur le Paraguay pendant plus de trente ans.

HAUTS-PIRÉNÉES

La décision du RPR d'interdire toute alliance avec le FN

Le conseil régional du RPR des Hautes-Pyrénées a décidé d'interdire toute alliance avec le Front National. Cette décision a été prise à l'unanimité. Le conseil régional a également décidé de soutenir M. Juppé à la présidentielle.

NIGER

Le Niger : un pays en développement

Le Niger est un pays en développement, situé en Afrique de l'Ouest. Il est connu pour ses richesses minières, notamment en uranium. Le pays est gouverné par une dictature militaire. Les conditions de vie des habitants sont difficiles.

Politique

Le Monde • Dimanche 11-Lundi 12 septembre 1988 5

M. Rocard et la baisse des taux de TVA

Surprise à Paris et à Bruxelles

Les déclarations de M. Michel Rocard, dans l'Expansion du 9 septembre, sur les dangers, pour le budget, de l'harmonisation par le bas des taux de TVA à l'horizon 1993 (le Monde du 10 septembre), ont surpris à Paris et à Bruxelles.

Dans sa Lettre à tous les Français, considérée aujourd'hui comme la charte de l'action gouvernementale, M. Rocard avait écrit, à propos de la diminution substantielle de la charge fiscale des Français : « Pour les impôts, cette démarche sera facilitée par l'harmonisation, dans le cadre du grand marché, des taux de TVA européens, ce qui fera baisser les nôtres, au rythme des marges de manœuvre budgétaires qui pourront être dégagées. L'exemple communautaire mais aussi celles de la justice fiscale et de la

désinflation, y trouveront leur compte. »

Or, dans l'Expansion, M. Michel Rocard déclare : « On pourrait penser que c'est un risque lourd de la part de la Communauté de nous avoir entraînés sur la voie qui consiste à tarir la seule ressource fiscale significative de l'avenir : presque la moitié de nos ressources fiscales. Pendant deux ans, je vais pouvoir dire : on ne peut s'occuper aussi vite de la TVA puisqu'on s'occupe déjà de l'épargne. (...) Chacun s'apercevra d'ici là, je l'espère, de cette vérité, et plus personne n'aura envie de faire ce qui est envisagé aujourd'hui. »

A l'Élysée comme à Matignon, on insiste sur les points communs entre les prises de position du président de la République et du premier ministre : prudence, modération sur le

rythme d'une baisse des taux de TVA. On remarque à l'Élysée que le budget de 1989 prévoit des diminutions de taxes qui ont été présentées, pour une part, comme répondant au souci d'harmonisation européenne, tandis qu'à Matignon on affirme qu'il n'y a aucune contradiction entre les propos du premier ministre et la Lettre à tous les Français.

Un ajustement « franchement démagogique »

C'est pas du tout la tonalité des avis recueillis, à Bruxelles, par notre correspondant permanent, Philippe Lemaître. Les experts de la Communauté, nous signale-t-il, sont d'accord avec le premier ministre pour estimer que l'harmonisation de la fiscalité sur le revenu des actions et des obligations, qui est liée à la libération complète des mouvements de capitaux prévue pour 1990, est plus urgente que le rapprochement des taux de TVA. Mais, ajoute-t-on, cela ne doit pas être une raison pour remettre le rapprochement de la TVA aux calendes grecques.

On souligne bien que, ce qui concerne la TVA, il n'a jamais été question d'harmonisation, mais de simple rapprochement. Les spécialistes de la commission considèrent le problème comme incontournable. « Nous n'avons aucune objection technique, expliquent-ils, mais il se trouve, en ce qui concerne la TVA, si les taux appliqués ne sont pas très voisins d'un État à l'autre, que cela suppose des frontières et des contrôles. L'acte unique européen adopté par les chefs d'État et de gouvernement en décembre 1985 demande la création d'un espace sans frontières. Sans action sur les taux de TVA, ce n'est pas possible. »

Aux tests, fait-on remarquer, la sauvegarde de la souveraineté fiscale, chère au premier ministre, n'empêche apparemment pas la baisse des taux. Pour preuve, la réduction, prévue dans le projet de budget 1989, du taux de 7 à 5,5 %, un ajustement qui ne représente aucun avantage d'un point de vue européen et qui est considéré, à Bruxelles, comme d'inspiration « franchement démagogique », ajoute notre correspondant.

Les suites de l'« affaire du calembour »

M. Le Pen juge « suicidaire » l'attitude du RPR

M. Jean-Marie Le Pen a commenté une nouvelle fois, le vendredi 9 septembre, la décision prise la veille par le RPR de refuser toute alliance électorale avec le Front national. Pour le président du FN, cette condamnation est « anti-aristocratique et stupide » parce que « l'aristocratie est une des sciences de base de la science politique » et que « M. Juppé et ses amis n'ont rien appris et rien compris ». Il en veut pour preuve que le mouvement de M. Chirac a évité la « déroute » aux élections législatives de juin dernier « grâce au mot d'ordre que j'ai lancé de briser la vague rose ».

« L'aristocratie est une des sciences de base de la science politique » et que « M. Juppé et ses amis n'ont rien appris et rien compris ». Il en veut pour preuve que le mouvement de M. Chirac a évité la « déroute » aux élections législatives de juin dernier « grâce au mot d'ordre que j'ai lancé de briser la vague rose ».

« Si la presse ne parlait pas d'Hitler... »

Aux cours d'une réunion à Bailleul-sur-Thérain, M. Le Pen a de nouveau évoqué le calembour « Durafour-éramatoire » — dont il avait usé pour parler de « ministricule » — Durafour : « J'ai fait, parait-il, un jeu de mots laid (mot), enfin un laid jeu de mots. Mais j'avais dit ce que je pensais car je suis un homme libre. La liberté d'expression de l'opposition, qui est garantie, ne servirait à rien s'il s'agissait simplement de crier les boîtes de M. Mitterrand ou de M. Rocard. (...) Ces gens qui m'accusent d'avoir voulu outrager ce calembour n'éprouvent

aucune objection à voir projeter un film où Jésus est tourné en dérision et livré à un loup par un cinéaste. (...) Au risque de décevoir, je ne suis pas Adolf Hitler. On veut faire croire qu'il est resuscité, et on participe au mausolée hitlérien qui ne cesse de briller, depuis cinquante ans, par les coups de brosse que lui donnent tous ceux qui prétendent abattre sa mémoire. Si la presse ne parlait pas chaque jour d'Hitler, il y a bien longtemps que son souvenir funeste serait oublié. »

Démissions

Les turbulences qui secouent le Front national continuent de se manifester localement. Ainsi M. Eric Pellegrini a décidé de renoncer aux fonctions de député du FN pour le canton de Pont-A-Mousson (Meurthe-et-Moselle) et de retirer sa candidature dans le canton de Briey. Qualifiant le FN de « monolithique » et de « totalitaire », M. Pellegrini entend se rallier à M. François Bachelot, exclu mardi du FN. Dans l'Isère, le parti de M. Le Pen a retiré son candidat, M. Pierre Forestier, dans le canton de Pont-de-Chéruy au profit de M. Gérard Desmottes, maire RPR de Charvieu-Chavagneux, « parce qu'il défend des idées proches de celles du FN ». Le candidat RPR a tenu à préciser qu'il « n'y a eu ni contact ni à plus forte raison accord » entre le FN et lui-même.

Turbulences encore au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais où M. Yves Bugnot, vice-président du groupe FN, a rendu publique sa démission. Démissionnaire depuis le 15 juillet dernier, M. Bugnot ne souhaitait annoncer son départ du FN qu'après les élections cantonales. Le démissionnaire de M. Le Pen a précipité sa démission. Considérant que M. Bachelot « n'est pas l'homme qu'il faut pour redonner la droite nationale », il affirme que « le seul homme qui en est capable est M. Charles Pasqua ».

La décision du RPR a été accueillie favorablement par M. Alain Carignon, président du conseil gé-

ral (RPR) de l'Isère. Interrogé sur FR3, il a déclaré : « beaucoup d'élus quand morale et politique font bon ménage ». Dans les Bouches-du-Rhône, le secrétaire départemental du RPR, M. Maurice Toga, a promis d'appliquer « les instructions du secrétaire général du RPR ». Il a souligné que, dans ce département, il existe « des situations communales peu communes », les quelques « turbulences » qui surviendront ne soient pas exagérées.

Le PS, le MRG et le CDS ont fait officiellement connaître leur satisfaction après la décision du RPR. M. Emile Zuccarelli, porte-parole du PS, regrette toutefois « qu'il ait fallu pour que le RPR recouvre ses esprits que Le Pen soit lâché par une partie de ses amis, qui ont pourtant pendant longtemps hurlé le loup ». M. Pierre Méhaignerie s'est « réjoui » de « cette clarification » que le CDS qu'il préside « réclame depuis longtemps ». « Il appartient maintenant au PS, de faire passer lui aussi la morale politique au-dessus des conditions électorales en renonçant à toute alliance avec le PC », a-t-il ajouté.

La crise du RPR dans les Hautes-Pyrénées

M. Juppé écarte le secrétaire départemental

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, vient de décider d'écartier M. Pierre-André Breton de ses fonctions de secrétaire de la fédération des Hautes-Pyrénées, qu'il occupait depuis juin 1987. Parallèlement, M. Juppé a accordé l'investiture de son parti à M. José Marthe, candidat dans le canton de Lourdes-ouest, dont il est le conseiller général sortant. M. Breton avait écarté de la liste des investitures du RPR aux cantonales, M. Marthe à qui il avait succédé au poste de secrétaire départemental.

Ces décisions marquent un nouvel épisode dans la querelle de légitimité et d'autorité qui secoue depuis de longs mois le RPR des Hautes-Pyrénées (le Monde daté 7-8 et 16 août). — (Corresp.)

M. Douffignagles regrette d'avoir soutenu M. Barre

M. Jacques Douffignagles a commenté le vendredi 9 septembre sa décision de se retirer de la vie politique (le Monde du 10 septembre). L'ancien ministre des transports restera fidèle au Parti républicain, mais il a vivement critiqué M. Raymond Barre, dont il a soutenu « par discipline » la candidature lors de l'élection présidentielle. « Je savais qu'il y avait un risque. Je le regrette. J'ai été trompé et j'ai continué à tromper en me rangeant aux côtés de M. Barre. Je ne vois pas comment de mauvaises orientations peuvent devenir bonnes en quelques semaines ! comment aussi on a pu combattre la collaboration et vouloir s'ouvrir aujourd'hui à la pratique de la collaboration. »

Évoquant son avenir personnel, le maire d'Orléans a affirmé que son entrée à la Lyonnaise des Baux était « exclue ». — (Corresp.)

Les élections cantonales

Dans le Haut-Rhin M. Klifa (UDF-PSD) soutient M. Waechter

La décision de M. Joseph Klifa (UDF-PSD), maire de Mulhouse, de ne pas se présenter au scrutin du 25 septembre dans le canton de Mulhouse-Est a pris de court l'UDF dont il est le vice-président départemental. Du coup, cette annonce, survenue à quelques heures de la clôture des inscriptions, a pour effet une absence de candidat UDF dans ce canton.

M. Klifa justifie sa position par « le comportement irresponsable et incohérent, l'ambition personnelle ou l'envie de revanche de certains perdants des municipales de 1983 [qui] ont rendu toute entente impossible » dans ce canton. Le maire de Mulhouse apporte en revanche son soutien à l'ancien candidat à l'élection présidentielle, M. Antoine Waechter, soutenu qui, précise-t-il, relève de sa « seule initiative en accord avec la grande majorité du conseil municipal et l'unanimité du PSD ». Soutenant également les trois autres candidats écologistes en lice dans les autres cantons de sa ville, M. Klifa assure que son engagement se fait « sans aucune restriction ni contrepartie ». — (Corresp.)

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

DES traités de politique mondiale en images : on serait tenté de les classer dans le cartable de la rentrée si la charge de celui-ci n'était pas déjà trop lourde. On les lissiera donc, à la maison, à portée de main, et on les consultera chaque fois que l'actualité internationale feraient intrusion par la fenêtre, celle de la télévision nous laissant sur notre faim de comprendre un peu mieux ce qui se passe.

Tel pourrait être l'objet de l'Atlas politique du vingtième siècle, de Gérard Chailand et Jean-Pierre Ragueau. Ces deux auteurs avaient proposé auparavant un Atlas stratégique, « une géopolitique des rapports de forces dans le monde », ouvrage qui avait connu un grand succès de diffusion en France et à l'étranger. Une nouvelle édition remanie à jour et augmente (d'une quarantaine de cartes notamment) paraît en cette rentrée — c'est assez rare pour le souligner — à un prix modique pour ce genre de production.

L'Atlas politique a pour autre ambition déclarée d'aider à mieux saisir le présent du monde et à mieux anticiper l'avenir. L'Atlas de géopolitique réalisé sous la direction de l'ancien chef des services secrets français — le SDECE de 1970 à 1981 — Alexandre de Marenches, avec la collaboration de Nicole Housin, cartographe, Jean-Louis Mathieu, géographe, et Marc Naussie, historien, paraît donner la priorité aux éléments durables qui conditionnent la stratégie. Aussi commence-t-il par illustrer les contraintes du froid, de la sécheresse, de la fragilité sismique, de la disponibilité en eau de surface, des maladies endémiques, ainsi que l'implantation des ressources naturelles, les variations de la démographie et la répartition de la population et de la pauvreté. Les auteurs ne négligent pas l'histoire et montrent quels furent les anciens empires du passé et comment se formèrent ceux d'aujourd'hui, les États-continentaux des États-Unis et de l'URSS, en soulignant particulièrement « la poussée soviéto-communiste en Europe » au mépris des engagements pris à Yalta en 1945.

Dans une vision essentiellement stratégique, cet ouvrage s'emploie à recenser les facteurs de force et de faiblesse des deux blocs, à grand renfort de données militaires et avec un appareil cartographique très riche. Dans le

d'Espagne avant de déboucher sur la deuxième guerre mondiale et le partage du monde qui s'ensuivit.

Il faut compter, aussi, avec l'émergence du tiers-monde, l'engagement mondial des États-Unis, le poids de l'URSS, la poussée du Proche-Orient. Chaque région du monde, chaque pays d'importance, est restitué géographiquement dans sa perspective historique : on sait d'où ils viennent et où ils en sont. La grandeur du passé, les fluctuations de frontières, les dépeçages successifs, l'impact des traités, les migra-

L'explication du monde

Par rapport à cette vision dynamique du monde, l'Atlas de géopolitique réalisé sous la direction de l'ancien chef des services secrets français — le SDECE de 1970 à 1981 — Alexandre de Marenches, avec la collaboration de Nicole Housin, cartographe, Jean-Louis Mathieu, géographe, et Marc Naussie, historien, paraît donner la priorité aux éléments durables qui conditionnent la stratégie. Aussi commence-t-il par illustrer les contraintes du froid, de la sécheresse, de la fragilité sismique, de la disponibilité en eau de surface, des maladies endémiques, ainsi que l'implantation des ressources naturelles, les variations de la démographie et la répartition de la population et de la pauvreté. Les auteurs ne négligent pas l'histoire et montrent quels furent les anciens empires du passé et comment se formèrent ceux d'aujourd'hui, les États-continentaux des États-Unis et de l'URSS, en soulignant particulièrement « la poussée soviéto-communiste en Europe » au mépris des engagements pris à Yalta en 1945.

même esprit, il fait le tour des conflits et des zones de tension, il décrit les enjeux (l'Arctique, l'Afrique, l'espace) et souligne les menaces (divisions de l'Europe, érosion démographique, endettement du tiers-monde). Sans oublier « les nouveaux espaces qui s'offrent à l'humanité ».

Dans cette masse d'informations, la marque d'Alexandre de Marenches apparaît à travers les anecdotes personnelles, les références et les citations, les formules frappantes dont il use, qui donnent vie et force à sa description du monde.

Il serait injuste d'oublier la publication, plus ancienne, d'un atlas intitulé Géopolitique transparaît que l'on doit à la collaboration de Victor Prévot, Jean Boichard et Pierre Lamselle. Ouvrage très synthétique et didactique, il n'hésite pas à ouvrir des problèmes d'actualité : le terrorisme, le SIDA, les « islams », l'écologie.

Les Editions de La Découverte livrent leur huitième volume de cette encyclopédie annuelle qui est devenu l'état du monde, présenté comme un annuaire économique et géopolitique mondial (édition 1988-1989). L'ouvrage collectif traite d'abord des grandes questions stratégiques à partir des faits et évolutions enregistrés en 1988. Puis il passe en revue les États et ensembles géopolitiques et tente de cerner « les signes du temps » dans la rubrique « événements et tendances » (où l'on s'intéresse à la restructuration de la Banque mondiale comme à la gommamie). Le dossier spécial est consacré aux « Droits de l'homme et à la démocratie ». Comme toujours, l'état du monde comprend un ensemble de statistiques et — c'est une innovation — des chronologies thématiques accompagnant les synthèses de géopolitique régionale.

ANDRÉ LAURENS.

* Atlas politique du vingtième siècle, par Gérard Chailand et Jean-Pierre Ragueau, Souff, 195 F.

* Atlas stratégique, par Gérard Chailand et Jean-Pierre Ragueau, Éditions Complexe, 224 pages, 79 F.

* Atlas géopolitique, par Alexandre de Marenches, Stock, 218 pages, 195 F.

* Géopolitique transparaît, par Victor Prévot, Jean Boichard et Pierre Lamselle, Maguad, 255 pages, 252 F.

* L'état du monde, Editions La Découverte, 625 pages, 130 F.

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR

Tel : 01 45-38-70-72

هكذا من الأصل

5.15 LEMON

Chronologie

Août 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois.
Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

ÉTRANGER

3. - URSS : Mathias Rust, le jeune pilote ouest-allemand, condamné le 4 septembre 1987 à quatre ans d'emprisonnement pour avoir atterri, le 28 mai 1987, sur la place Rouge, est libéré et expulsé vers la RFA (4, 5, 7-8 et 9).

4. - PROCHE-ORIENT : La Jordanie confirme son désengagement de Cisjordanie en annonçant le licenciement de quelque vingt et un mille fonctionnaires palestiniens qu'elle y rémunérait. Une délégation de l'OLP se rend à Amman du 11 au 14, tandis qu'un sein de la centrale palestinienne un débat s'instaure sur l'opportunité de proclamer un État palestinien indépendant et de former un gouvernement en exil (du 2 au 17, 23, 25, 30 et 31).

4. - SOUDAN : Des pluies diluviennes, qui durent plusieurs jours, provoquent des inondations catastrophiques le long du Nil, à Khartoum et dans le nord du pays, faisant près de deux millions de sans-abri. L'organisation des secours par le gouvernement et la distribution de l'aide internationale par l'armée sont critiquées pour leur inefficacité (9, 10, 11, du 14 au 26 et 30/VIII, 1^{re}/IX).

4. - THAILANDE : M. Chatichai Choonhavan est nommé premier ministre après le retrait du général Prem, titulaire de ce poste depuis huit ans. Il forme le 9 un gouvernement de coalition, basé sur l'alliance de six partis, qui ont obtenu 220 des 357 sièges du Parlement aux élections du 24 juillet (6 et 11).

5. - AFRIQUE AUSTRALE : Un accord de cessez-le-feu dans le nord de la Namibie et le sud de l'Angola est annoncé après la cinquième série de négociations quadripartites (Afrique du Sud, Angola, Cuba, États-Unis), du 2 au 5, à Genève. Alors que la SWAPO annonce qu'elle interrompra les hostilités en Namibie, l'UNITA décide d'intensifier ses actions contre le régime marxiste angolais. Concomitamment à l'accord, les troupes sud-africaines achevent le 30 leur retrait d'Angola. En revanche, du 24 au 27, à Brazzaville, les négociateurs ne parviennent pas à s'entendre avant le 1^{er} septembre sur le calendrier de retrait des forces cubaines d'Angola, auquel Pretoria sous-ordonne son départ de Namibie et l'accession de ce territoire à l'indépendance (du 3 au 13, 16, 19, 21-22 et du 24 au 30/VIII, 1^{re}/IX).

5. - ONU : Un rapport sur l'esclavage des enfants est présenté à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, à Genève. Il dénonce l'embarquement forcé dans les armées, la traite et la prostitution, ainsi que les conditions inhumaines de travail imposées à des enfants à travers le monde (du 5 au 8).

11. - ÉTATS-UNIS : Le président Reagan signe une loi votée par le Congrès accordant 3,9 milliards de dollars d'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse qui a affecté les grandes régions céréalières et devrait entraîner une baisse des récoltes de 37 % pour le maïs, de 23 % pour le soja, et de 13 % pour le blé (30/VII et 13/VIII).

FRANCE

6. - Un nouvel accident ferroviaire fait un mort à la gare de l'Est. Le gouvernement obtient la démission de M. Philippe Rouvillois, président de la SNCF, tandis que les syndicats dénoncent les conséquences des économies budgétaires sur la sécurité. M. Rouvillois est remplacé le 24 par M. Jacques Fournier, auquel M. Francis Gutzmann succède, le 31, à la tête de Gaz de France (du 9 au 13, 17, 23, 25, 26 et 30/VIII, 2/IX).

11. - Les mineurs de Gardanne (Bouches-du-Rhône) reprennent le travail après plus de trois mois de grève. Un accord avec la direction avait pu être trouvé le 8, à l'issue d'une réunion au ministère de l'Industrie. Le syndicat CFDT, minoritaire, s'était désolidarisé du mouvement le 27 juillet après des affrontements avec la CGT (2, 4, 5, 7-8, 10, 11, 13 et 19).

11. - La comédienne Pauline Lafont disparaît après avoir déclaré partir en promenade près de la maison familiale dans le Gard. Les recherches entreprises pour la retrouver restent vaines (du 16 au 19 et 24).

12-15. - Près de sept cent cinquante vieillards anciens se rassemblent à Douarnenez pour la deuxième Fête internationale de la voile, qui rencontre un vif succès populaire (6, 16 et 17).

13. - M. Pierre Joxe annonce le renforcement du dispositif de surveillance de l'espace aérien au-dessus de Paris alors que plusieurs vols nocturnes clandestins ont été

12. - AFRIQUE DU SUD : Nelson Mandela, chef historique du Congrès national africain (ANC), emprisonné depuis 1963, est hospitalisé au Cap après avoir contracté la tuberculose. Le 31, il est transféré dans une clinique privée pour y passer sa convalescence (16 et du 18 du 23/VIII, 2/IX).

12. - BERMANNIE : Le président Sein Lwin est contraint de démissionner, seize jours après son entrée en fonctions, à l'issue de cinq jours d'émeutes, dont la répression aurait fait au moins trois mille morts. Le 19, M. Maung Maung, ministre de la Justice, est nommé chef de l'État et du parti unique : il est le premier civil à la tête du régime depuis le coup d'État du général Ne Win, en 1962. De gigantesques manifestations en faveur du retour à la démocratie se multiplient, et une grève générale est déclenchée le 22. La promesse d'un référendum sur le multipartisme, faite le 24 par M. Maung Maung, ne désamorce pas la contestation : l'opposition s'organise et plusieurs villes importantes passent sous le contrôle d'administrations populaires (à partir du 2).

12. - ÉTATS-UNIS : La Dernière Tentation du Christ, film de

Cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak

Le R. M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, annonce l'accord sur le cessez-le-feu dans la guerre du Golfe, qui a fait environ un million de morts en huit ans. Le président irakien Saddam Hussein avait renoncé le 6 à signer des négociations directes préalables à tout arrêt des combats. Une trêve s'instaure sur le front et le cessez-le-feu entre officiellement en vigueur le 20 après l'arrivée des 350 observateurs militaires de l'ONU, chargés de superviser l'armistice.

Martin Scorsese, sort sur les écrans. Il obtient un grand succès auprès du public, malgré la polémique lancée par les fondamentalistes et certains groupes religieux, qui jugent le film blasphématoire (4, 6, 13, 14-15 et 30/VIII, 1^{re}/IX).

14-21. - BURUNDI : Dans le nord du pays, des massacres ethniques de Tutsi par des Hutus, majoritaires à 84 % mais exclus du pouvoir, sont suivis d'une répression sanglante par l'armée, composée de Tutsi : ces affrontements font entre 5 000 et 20 000 morts, selon les sources. Plus de 50 000 Burundais, en majorité des Hutus, se réfugient au Rwanda voisin (19, 20 et du 23/VIII au 3/IX).

15. - AFGHANISTAN : Moscou annonce le retour de son corps expéditionnaire, comme prévu par l'accord de Genève du 14 avril. A la

fin du mois, l'agence Tass reconnaît que la situation militaire et politique est devenue « difficile » dans la majeure partie du pays en raison des attaques de la résistance (du 2 au 20, 25, 27 et du 30/VIII au 2/IX).

15. - ÉTATS-UNIS : M. Ronald Reagan vient devant la convention républicaine, réunie jusqu'au 18 à La Nouvelle-Orléans, confier l'héritage à son vice-président, M. George Bush, qui reçoit le 17 l'investiture officielle de son parti pour l'élection présidentielle. M. Bush choisit le 16 comme conseiller M. Dan Quayle, jeune sénateur conservateur de l'Indiana, qui, dès le 17, doit faire face à une controverse sur son passé militaire (du 5 au 8, 12, du 14 au 22, 24, 26 et 30).

15. - PANAMA : Les obèses de l'ancien président Arnulfo Arias, mort en exil le 10 à Miami, se transforment en manifestation sans précédent contre le régime du général Noriega (12, 16 et 17).

15. - POLOGNE : Une grève commence dans une mine de Haute-Silésie pour obtenir la légalisation de Solidarité et des augmentations de salaires. Le mouvement s'étend les jours suivants et gagne, le 22, les chantiers navals de Gdansk, où M. Lech Walesa se joint aux grévistes. Les autorités optent pour la manière forte, avant de proposer, le 26, une « table ronde » aux opposants « qui respectent l'ordre légal et la Constitution ». La rencontre, à Varsovie, le 31, entre M. Walesa et le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, réduit la tension malgré les protestations de la base, qui reproche à M. Walesa de n'avoir

syndicats de policiers critiquent le système des permissions de sortir dont avaient bénéficié les deux malfaiteurs arrêtés (du 24 au 29/VIII et 4-5/IX).

24. - En juillet, le déficit du commerce extérieur atteignait 3,4 milliards de francs, le nombre des chômeurs s'est accru de 1,4 % et les prix ont augmenté de 0,3 % (19, 20, du 26 au 29 et 31).

29. - M. Jacques Latscha est nommé membre du Conseil constitutionnel par M. Alain Poher, président du Sénat, en remplacement de Maurice-René Simonnet, décédé le 21 (24 et 31).

29. - Hachette conclut un accord pour le rachat de plus de 60 % du capital de l'éditeur espagnol Salvat (1^{re} et 2/IX).

29. - M. André Bolland, éditeur d'un livre sur le dopage, est inculpé de « présentation de produits stupéfiants sous un jour favorable ». Le 25, M. Claude Rivin, ministre de la Santé, avait saisi la justice contre cet ouvrage, vivement critiqué dans les milieux médicaux et pharmaceutiques (du 25 au 29 et 31).

30. - La société japonaise MBK annonce qu'elle cessera à la fin de l'année de fabriquer le Velosolex, dont les ventes ont chuté de 380 000 en 1984 à 27 000 en 1987 (1^{re}/IX).

31. - Le conseil des ministres nomme M. Pierre Bergé PDG de la maison de couture Yves Saint Laurent, à la présidence de l'Opéra de Paris, qui regroupe le palais Garnier, l'Opéra Bastille et la salle Favart (1^{re} et 2/IX).

près d'Omagh par l'explosion d'une mine au passage de leur car militaire. Cet attentat est revendiqué par l'IRA, responsable, depuis le 1^{er}, d'une nouvelle vague d'actions terroristes, qui font dix autres morts dans le mois en Ulster, à Londres et sur le continent européen. Le 30, trois membres de l'IRA sont tués près d'Omagh lors d'une opération de commando des forces spéciales (SAS) britanniques (du 2 au 10, 12, 14-15, 16 et du 20 au 30/VIII, 1^{re} et 2/IX).

21. - INDE ET NÉPAL : Deux violents tremblements de terre font plus de mille morts dans la région de Dhankuta, dans l'est du Népal, ainsi qu'aux alentours de Darbhanga, dans l'État indien du Bihar (23, 24 et 30).

21. - TCHÉCOSLOVAQUIE : Près de dix mille personnes manifestent à Prague pour le vingtième anniversaire de l'intervention militaire soviétique qui a mis fin au « Printemps de Prague » (12, 13, 17, 18 et du 20 au 24).

23. - ÉTATS-UNIS : Le président Reagan signe la loi sur le commerce, à laquelle il avait tenu de s'opposer pendant plus de trois ans, en dépit des vives protestations des partenaires des États-Unis qui dénoncent le caractère protectionniste de cette loi (du 4 au 8, 12, 18, 25 et 26).

17. - PAKISTAN : Le général Mohamed Zia Ul Haq, qui avait pris le pouvoir en juillet 1977, meurt dans l'explosion de son avion. Les principaux chefs de l'armée et l'ambassadeur américain, qui se trouvaient à bord, sont aussi tués. La thèse de l'attentat est retenue par les autorités. Le président du Sénat, promu chef de l'État par intérim, promet le maintien des élections, prévues pour le 16 novembre. Dès la fin du mois, les partis politiques préparent ce scrutin, tandis que les nouveaux chefs de l'armée se déclarent prêts à favoriser une transition démocratique (du 19 au 29/VIII et 2/IX).

17. - SUISSE : A Zurich, l'Américain Harry Butch Reynolds pulvérise en 43 s 29 le record du monde du 400 mètres, établi en 43 s 86 par son compatriote Lee Evans, le 18 octobre 1986, aux Jeux olympiques de Mexico (19).

18. - ÉTATS-UNIS - PAYS-BAS : La firme américaine Whirlpool, en prenant le contrôle de l'électroménager de Philips, devient le numéro un mondial de ce secteur (20).

18. - LIBAN : L'élection présidentielle ne peut avoir lieu, faute de quorum au Parlement en raison du boycottage de plusieurs députés chrétiens. La seule candidature était celle de l'ancien président Sleiman Frangé, soutenu par la Syrie, mais rejetée dans le camp chrétien et par les États-Unis (6, du 13 au 20, 24 et 31).

19. - CORÉE : Une « rencontre de travail » est organisée à l'annexion entre des délégués du Nord et du Sud pour la première reprise d'un dialogue politique depuis 1986. Trois autres réunions, les 20, 23 et 26, ne permettent de parvenir à aucun accord (10, 11, du 14 au 24 et 27).

20. - IRLANDE DU NORD : Huit soldats britanniques sont tués

24. - CHYPRE : M. Georges Vassiliou, président de la République, et M. Rauf Denktaş, chef de la communauté turque, se rencontrent à Genève sous l'égide de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, afin de renouer le dialogue intercommunautaire, interrompu depuis janvier 1985. Ils décident d'entamer le 15 septembre des négociations pour tenter de trouver une solution au problème de la division de l'île depuis 1974 (10, 25 et 26/VIII, 1^{re}/IX).

25. - FINANCES MONDIALES : Après le relèvement, le 9, du taux d'escompte américain, de 6 % à 6,5 %, en raison des tensions inflationnistes aux États-Unis, la décision de la Bundesbank de porter le taux d'escompte allemand de 3 % à 3,5 %, pour enrayer la baisse du mark par rapport au dollar, entraîne une



(Dessin de Pianta paru dans le Monde du 10 août)

hausse générale des taux en Europe. Afin d'éviter des attaques contre le franc, la Banque de France se résigne à relever son taux d'intervention de 6,75 % à 7 %, tandis que la Banque d'Angleterre augmente le sien de 1 % : depuis le 2 juin et en huit étapes, il est passé de 7,5 % à 12 % pour lutter contre la surchauffe de l'économie britannique. Les hausses de taux et les interventions concertées des banques centrales permettent de confirmer le mouvement de repli du dollar, qui avait atteint le 22 1,91 DM, 134 yens et 6,48 F, tandis que les marchés boursiers regagnent avec inquiétude (3, 4, du 6 au 18 et du 21 au 30).

25. - PORTUGAL : Un gigantesque incendie ravage le vieux quartier commerçant du Chiado, dans le centre historique de Lisbonne (du 26 au 29).

28. - RFA : Après une collision lors d'une exhibition aérienne, trois avions du groupe de vol de l'armée de l'air italienne tombent sur l'aérodrome de Ramstein, provoquant la mort d'un moins quarante-neuf personnes. Les autorités décident d'interdire désormais toute démonstration militaire d'acrobatie aérienne (du 30/VIII au 3/IX).

29. - ÉTATS-UNIS : Le gouvernement américain renonce à exiger la fermeture de la mission de l'OLP auprès des Nations unies (31).

30. - CHILI : La junte militaire choisit le général Augusto Pinochet, au pouvoir depuis le coup d'État de septembre 1973, pour être son candidat au plébiscite du 5 octobre, qui prolongerait son mandat jusqu'en 1997. Cette désignation est accueillie par de violentes manifestations de l'opposition, alors que l'état d'urgence a été levé le 27 (26, 27, 30 et 31/VIII, 1^{re} et 2/IX).

30. - SAHARA OCCIDENTAL : Le Maroc et le Front Polisario acceptent le plan de paix proposé le 11 par M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. Ce plan prévoit l'instauration d'un référendum offrant aux Sahraouis le choix entre l'indépendance et l'intégration au Maroc, qui contrôle la majeure partie du territoire abandonné en 1975 par l'Espagne (3, du 12 au 15, 30 et 31/VIII, 1^{re}/IX).

DÉCÈS

6. - Henri Frenay, fondateur en 1941 du mouvement de résistance Combat (9 et 10).

6. - Francis Ponge, poète (9 et 12).

8. - Félix Leclerc, chanteur et poète québécois (10 et 13).

11. - Jean-Pierre Ponnelle, décorateur et metteur en scène d'opéra (13).

14. - Enzo Ferrari, constructeur automobile italien (16, 17 et 19).

17. - Général Zia Ul Haq, chef de l'État pakistanais (voir la rubrique Étranger).

18. - Sir Frederick Ashton, chorégraphe anglais, ancien directeur du Ballet royal de Grande-Bretagne (21-22).

20. - Jean-Paul Arom, écrivain et philosophe qui avait choisi, en octobre 1987, de parler publiquement du SIDA dont il était atteint (23 et 25).

21. - Maurice-René Simonnet, membre du Conseil constitutionnel (24).

25. - Françoise Dolto, pédiatre et psychanalyste spécialiste de l'enfance (27 et 28-29/VIII, 1^{re} et 4-5/IX).

28. - Guy Hocquenghem, écrivain, militant de l'homosexualité (30 et 31).

Un choix d'enquêtes et de reportages

- ÉCONOMIE : La croissance Pacifique (2, 9, 16 et 23).

- MÉDECINE : Soldiers en blouse blanche dans le tiers-monde (3).

- FRANCE-ESPAGNE : Les voisins basques au quotidien (17).

- FRANCE : Les avatars de l'esprit d'entreprise (5).

- ÉTATS-UNIS : Des informations financières 24 h sur 24 en Californie (6).

- ARGENTINE : La démocratie minée par la crise économique (7-8).

- ARCHITECTURE : Reportages photographiques à Paris (7-8, 14-15, 21-22 et 28-29).

- FRANCE : L'île de Ré digère son pont (10).

- FRANCE : Le commissaire Jobic et les « indics » (10).

- SOCIÉTÉ : Les vols d'objets d'art (11).

- PORTUGAL : En avant toute pour l'Europe de 1992 (17).

- TAIWAN : Retrouvailles entre les « deux Chines » (18).

- HONGRIE : Entre la faucille et le goupillon (19).

- ITALIE : Le dynamisme de l'économie (25).

- COLOMBIE : Les narcotrafiquants, l'armée de l'opposition (27).

- FRANCE : Action directe, mémoires du défilé (31).

CINÉMA

Le palmarès de la Mostra de Venise

Embarras et saupoudrage

Le palmarès de la quarante-cinquième Mostra du cinéma, tout logique et diplomatique qu'il soit, n'en révèle pas moins un embarras qui a dû éveiller les dernières discussions du jury, présidé par Sergio Leone.

Le Lion d'or couronne un beau film intense, *La Légende du saint buveur*, d'Ermanno Olmi (le Monde du 3 septembre), rédemption d'un clochard dans un Paris rêvé. Bravo, Olmi avait reçu le Lion d'argent en 1987 pour *Longue vie à la signora*. On ne peut lui reprocher d'être à la fois talentueux et productif.

On sait qu'une partie du jury aurait préféré voir la récompense aller à un autre beau film intense : *Paysage dans le brouillard*, de Theo Angelopoulos (le Monde du 2 septembre), voyage de deux enfants à travers une Grèce glacée. L'œuvre s'est vu attribuer le Lion d'argent. Son metteur en scène ne s'en contente pas. Dans une déclaration acerbe à la télévision grecque, il accuse le président du jury et la RAI, co-productrice du film, de l'avoir frustré de son Lion d'or et

affirme avoir remporté, malgré eux, « une victoire morale ».

Pour séparer les opposants, on a intercalé entre les deux Lions un Grand Prix spécial du jury consensuel, allant à un pays du tiers-monde et remarquant le *Camp de Thiaroye*, de Sembene Ousmane et Thierno Fati Sow (le Monde du 9 septembre). Cette reconnaissance internationale incitera-t-elle des distributeurs français à faire connaître cet épisode peu honorable de notre aventure coloniale ?

La bagarre la plus vive entre les jurés s'est sans doute située au moment de l'attribution des prix d'interprétation. Les partisans d'Isabelle Huppert (*Une affaire de femmes*, de Claude Chabrol) et ceux de Shirley McLaine (*Madame Sousatzka*, de John Schlesinger) n'ayant pu se départager, le toujours regrettable ex-aquo a prévalu. Dommage que les huppertiens n'aient pas tenu la dragée haute aux mcclainiennes, leur championne étant la meilleure, et de loin. (Les comptes rendus de ces deux films

sont parus respectivement dans notre édition du 6 septembre et dans celle datée 4-5 septembre.)

Violentes convoitises

Pour faire bonne mesure, et avec un brin de malice peut-être, on a soufflé le clou. Deux femmes : dans le même film, encore ! Don Ameche et Joe Mantegna reçoivent donc conjointement la médaille, en l'occurrence la Coupe Volpi, pour leur prestation dans la divertissante comédie de David Mamet, *Les choses changent*.

A noter que, pour Isabelle Huppert, l'histoire bégaye. Il y a dix ans, en 1978, elle était à Cannes avec un autre film de Claude Chabrol, *Violette Nozille*. Et elle partageait son prix d'interprétation avec Jill Clayburgh (*La Femme libre*, de Paul Mazurski).

Pour le reste, un élégant saupoudrage (une pincée aux Espagnols, un grain aux Soviétiques, un noage aux Britanniques) a été réussi. On

relève cependant en bas du tableau, comme dans tous les palmarès, une récompense si cruellement modeste qu'elle n'a pu que déprimer son récipiendaire. Il s'agit de la médaille décernée par le président du Sénat italien à « un film soulignant la solidarité entre les peuples », qui va à l'ancien directeur de la Mostra, Carlo Lizzani, et à son *Cher Gorbachev*. Quelle solidarité, au fait ? Celle de Staline pour Boukharine ?

A souligner enfin que, lors de la cérémonie de remise des prix dans la grande salle du Lido, retrasmise par la RAI dans neuf pays européens, les applaudissements les plus chaleureux ne sont pas allés à la marraine de la soirée, Gina Lollobrigida, mais à Guglielmo Biraghi, le directeur de la Mostra.

Confirmé à son poste *in extremis*, son siège secoué par de violentes convoitises, il a tout de même bien travaillé. Il a en toute justice gagné le droit de préparer la quarante-cinquième édition du Festival de Venise. Sérénissimement.

DANIEL HEYMANN.

Olmi, Ousmane, Huppert...

Le Lion d'or du Festival de Venise a été attribué à *La Légende du saint buveur*, d'Ermanno Olmi. Le jury a en outre décerné les prix suivants :

— Grand prix spécial du jury : *Camp de Thiaroye* de Sembene Ousmane et Thierno Fati Sow.

— Lion d'argent : *Topo Sini* d'Ornithi (Passage dans le brouillard), de Theo Angelopoulos, pour la meilleure mise en scène.

— Coupe Volpi du meilleur acteur : Don Ameche et Joe Mantegna (*Things change*, de David Mamet).

— Coupe Volpi de la meilleure actrice : Isabelle Huppert (*Une affaire de femmes*, de Claude Chabrol) et Shirley McLaine (*Madame Sousatzka*, de John Schlesinger).

— Mention spéciale au jeune David Ebert (*Burning Secret*, d'Andrew Birkin).

— Oeuvre du meilleur scénario : *Mujeres al borde de un ataque de nervios* (*Femmes au bord de la crise de nerfs*), de Pedro Almodovar.

— Oeuvre de la photographie : *Camià Montant* (*Le Moine noir*), d'Ivan Dikovic.

— Oeuvre des meilleurs décors et costumes : *Burning Secret*, d'Andrew Birkin.

— Oeuvre de la meilleure musique : *Un señor muy viejo con unas alas enormes* (*Un monsieur très vieux avec de très grandes ailes*), de Fernando Birri.

— Médaille d'or du président du Sénat italien pour un film soulignant la solidarité humaine : *Caro Gorbaciov* (*Cher Gorbachev*), de Carlo Lizzani.

Bibliographie

Sacha Guitry par Noël Simsolo

En décembre 1965, les *Cahiers du cinéma* consacraient tout un numéro à Sacha Guitry et à Marcel Pagnol. Depuis les années 30, les deux écrivains-cinéastes avaient été considérés, avec pas mal de dédain, comme des mineurs en scène de « théâtre filmé ». La réédition était déjà en marche depuis quelque temps, plus facile d'ailleurs pour Pagnol que pour Guitry.

Les éditions des *Cahiers du cinéma* publient, maintenant, un *Sacha Guitry*, de Noël Simsolo. L'ouvrage tombe à pic et coïncide avec les reprises cette année de *Il était neuf célibataires*, *Donne-moi tes yeux*, *Assassins et Voleurs*. Simsolo a pu se montrer ailleurs un historien du cinéma un peu brouillon (sur Fritz Lang, par exemple).

Cette fois, sa rigueur est exemplaire. Travaillant un terrain abondamment prospecté (comme les travaux de Jacques Lorcey sur Guitry), il en sort d'autres films, d'autres pépites. Il raconte à grands traits justes la vie de l'homme, de l'auteur et du comédien pour mieux mettre en relief son apport au cinéma français. Il exalte son souci de partir de l'œuvre théâtrale, du mot, du texte écrit pour la scène ou l'écran, de la direction d'acteurs, pour créer à la fois un monde et un style qui lui appartiennent en propre.

Avec sa passion de cinéphile, Simsolo raconte Guitry, créateur, auteur, un peu comme Guitry présentait ses génériques et commentait ses films. Le livre se lit d'un trait.

JACQUES SIGLIER.

* *Sacha Guitry*, par Noël Simsolo. Éditions Cahiers du cinéma, collection « Auteurs », 176 pages, 120 F.

ARTS

Une exposition thématique à Tourcoing

Salomé, fatalement



Salomé, par Picasso (1905)

Quand l'histoire de Salomé hante l'imaginaire des artistes, cela promet des fêtes coupées et des vamps.

Elle dansa au festin anniversaire d'Hérode. Et le roi subjugué promit à la belle tout ce qu'elle voudrait, fût-ce la moitié de son royaume. Mais, en fille obéissante, elle demanda ce que sa mère, Hérodiade, lui dit de demander : la tête de Jean-Baptiste. Sur un plat. Et elle l'eut.

L'épisode terrible de la fin du saint, tel qu'il est consigné dans les Évangiles — pratiquement sans explications quant aux motivations de la mère comme de la fille — se prêtait à tous les dérapages thématiques dont les artistes, au fil des siècles, ne se sont pas privés. En particulier dans le dernier tiers du dix-neuvième, où Salomé — puisqu'il faut bien nommer celle qui, au commencement, n'était que l'innocent instrument de la vengeance d'une mère éconduite (probablement) — passe entre toutes les mains. Celles des peintres pompiers, qui en font tour à tour une Gitane ébouriffée, une Égyptienne ou une danseuse de bordel colonial, la mettent à la sauce harem ou palais babylonien entre moucharabieh et pilastres. Comme celle des symbolistes, dont les vases se recourent pour construire l'image d'une femme de rêve, désirée, redoutée, inaccessible, meurtrière et castratrice : celle de la femme fatale.

De peintres en écrivains et de poètes en musiciens, des milliers

d'œuvres sont venues alimenter le thème érigé en mythe, auquel Mallarmé, Moreau, Huysmans, Wilde et Richard Strauss apportèrent, on le sait, des contributions majeures. Avec d'autres, comme Munch, qui firent basculer la blanche figure de la danseuse parée de bijoux vers celle plus colorée de la pompeuse de sang, de la femme-vampire.

Une exposition fort sérieuse, mais néanmoins amusante, tente de retracer la fortune de Salomé depuis le Moyen Âge. D'abord proposée au Musée de Saint-Denis, où cet été il lui manquait le catalogue, elle s'ouvre à Tourcoing ce week-end avant d'aller à Albi puis à Auxerre, où elle sera amputée des Salomés antérieures au dix-neuvième siècle.

Fruit d'un gros travail de recherche et de recensement dans les collections de peinture et de sculpture françaises, cette exposition aurait bien mérité le renfort de quelques grandes œuvres de peintures inspirées par les charmes de la jeune fille, envoyées aux Salons entre 1870 et 1914, figuraient les *Salomés* de Gustave Moreau, qui est au centre de l'exposition (comme la jeune fille au centre de son œuvre) ; avec Redon, qui partage son aptitude de visionnaire attribuée parfois par la critique méchante à celle des « mangeurs de haschisch ». Quand Huysmans, à travers des Esseintes (son héros d' *A rebours*), foudroyait tant de charmes défilants.

Côté délire, on est servi avec le Nicot Mossa, intarissable quant à la perversité de Salomé, dont il fait une sorte de geisha retourné du marché, tenant un cabas rempli de la tête de Jean et de quelques bonnards, quand son toutou montre le chemin, une main enveloppée dans un journal planté dans la gueule. Côté humour, la gravure de Picasso tirée de la série des *Saltimbanques* (1905), n'en manque pas non plus : on voit Salomé (Fernande Olivier ?) nue sur le point d'un pied, levant bien haut la jambe face à un Hérode bedonnant et ubuesque.

Ainsi allait finir le mythe en peinture, dans l'ironie et la dérision. Le monde du spectacle allait s'en emparer. En particulier le cinéma naissant.

GENEVIEVE BRIERETTE.

* Musée des beaux-arts de Tourcoing. Du 10 septembre au 30 octobre.

Grande dame

Dans des œuvres provinciales un peu gauches, peintes d'après le Guide ou Solario, la Salomé classique est une femme sans psychologie particulière, sans grand relief, si l'on peut dire, qui ne semble avoir qu'un souci : ne pas lâcher son plat. Par ses atours de grande dame c'est une maîtresse, mais par sa façon de tenir la chose sur laquelle repose ou échoue la tête barbe du saint c'est une servante, qui d'ailleurs pourrait tout aussi bien présenter un plateau de fruits. Mais la tête coupée, dans ce milieu ordinaire et sans histoire apparente, peut bien évidemment produire son petit effet d'horreur. L'horreur que cherchent aussi à rendre les peintres à travers la scène de la décapitation, où le bourreau ravit le premier rôle à la jeune fille.

Salomé n'occupe véritablement le devant de la scène qu'au temps de la « décadence », après que le dix-huitième siècle l'eut presque oubliée. Dans la bonne centaine de peintures inspirées par les charmes de la jeune fille, envoyées aux Salons entre 1870 et 1914, figuraient les *Salomés* de Gustave Moreau, qui est au centre de l'exposition (comme la jeune fille au centre de son œuvre) ; avec Redon, qui partage son aptitude de visionnaire attribuée parfois par la critique méchante à celle des « mangeurs de haschisch ». Quand Huysmans, à travers des Esseintes (son héros d' *A rebours*), foudroyait tant de charmes défilants.

Côté délire, on est servi avec le Nicot Mossa, intarissable quant à la perversité de Salomé, dont il fait une sorte de geisha retourné du marché, tenant un cabas rempli de la tête de Jean et de quelques bonnards, quand son toutou montre le chemin, une main enveloppée dans un journal planté dans la gueule. Côté humour, la gravure de Picasso tirée de la série des *Saltimbanques* (1905), n'en manque pas non plus : on voit Salomé (Fernande Olivier ?) nue sur le point d'un pied, levant bien haut la jambe face à un Hérode bedonnant et ubuesque.

Ainsi allait finir le mythe en peinture, dans l'ironie et la dérision. Le monde du spectacle allait s'en emparer. En particulier le cinéma naissant.

GENEVIEVE BRIERETTE.

* Musée des beaux-arts de Tourcoing. Du 10 septembre au 30 octobre.

Au Festival de Deauville

Le goût du jeu

La mode est aux films à thèse. Mais là où le cinéma américain reste inégalable, c'est toujours dans le grand spectacle et le divertissement.

Choisir des films pour un festival doit être un tel nid d'embûches qu'à un moment donné, les sélectionneurs perdent leur lucidité. On ne voit pas d'autre explication à la présence à Deauville de *Track 29*, de Nicolas Roeg, fumeuse histoire freudienne dont la prétention n'a d'égalé que la naïveté.

Autre bizarrerie, *Bull Durham*, de Ron Shelton, qui va sortir en France sous le titre *La Belle et le Vétérain*. La belle, Susan Sarandon, ex-soixante-huitarde intello, prend en main l'éducation sexuelle d'un jeune joueur de base-ball, dont le vétérinaire Kevin Costner prend en charge la formation professionnelle.

Pourquoi une sortie en France alors que l'histoire se réfère sans cesse aux règles du base-ball, jeu érotico-férotique dont la télévision ne s'est pas encore emparée, qui est donc mal connu, auquel on ne comprend rien ?

A côté de ces deux productions fauchées il y a plus grave : *Rampage*, de William Friedkin. Là on tombe dans l'abjection ; les giclées d'hémoglobine ne sont pas seules en cause. Il s'agit des crimes et du procès d'un Jack l'Éventreur particulièrement sadique. En dépit de quelques états d'âme, les représentants de la justice influencent les témoins afin de pouvoir déclarer le criminel responsable et l'envoyer à la chambre à gaz.

Traquer les diagnostics

Les médecins traquent les diagnostics afin de faire reconnaître sa schizophrénie, le sauver, s'en servir et, « pour le bien de l'humanité, étudier comment un jeune homme devient un fou criminel ».

Les péripéties sont invraisemblables. Les personnages se contentent d'illustrer les termes du débat, quoi qu'il en soit, faussé par

la complaisance dans l'horreur et la sensiblerie. William Friedkin a peut-être sincèrement voulu poser le problème de la peine de mort mais, avec son style coup de marteau, il en fait l'apologie. On sort partagé entre la nausée et la fureur.

Heureusement ce genre de bavure demeure exceptionnel. Heureusement on trouve à Deauville de la santé et de la bonne humeur. Par exemple, *Piège de cristal*, de John McTiernan.

Vrais gangsters prêts à tout

Pourtant c'est violent, c'est même un concentré de films catastrophes : un commando de faux terroristes, vrais gangsters prêts à tout, envahit une tour de quarante étages déserte, à l'exception d'un groupe de cadres en train de fêter Noël. Les gangsters habillés à Londres fument des Ganjiques. Ils sont européens, c'est d'ailleurs pourquoi on les prend pour des terroristes, mais ils ont besoin de temps pour ouvrir des coffres à fermeture électronique. Après quoi, ils feront sauter tout le monde.

La police est dirigée par un fonctionnaire borné, les agents du FBI sont des m's-tu-vu sûrs d'eux, les équipes de télévision sont à la recherche de sensationnel. Mais, à l'intérieur de la tour, un fils new-yorkais, Bruce Willis, qui roule des yeux, tord la bouche, transpire et suffoque, joue les justiciers seul contre tous.

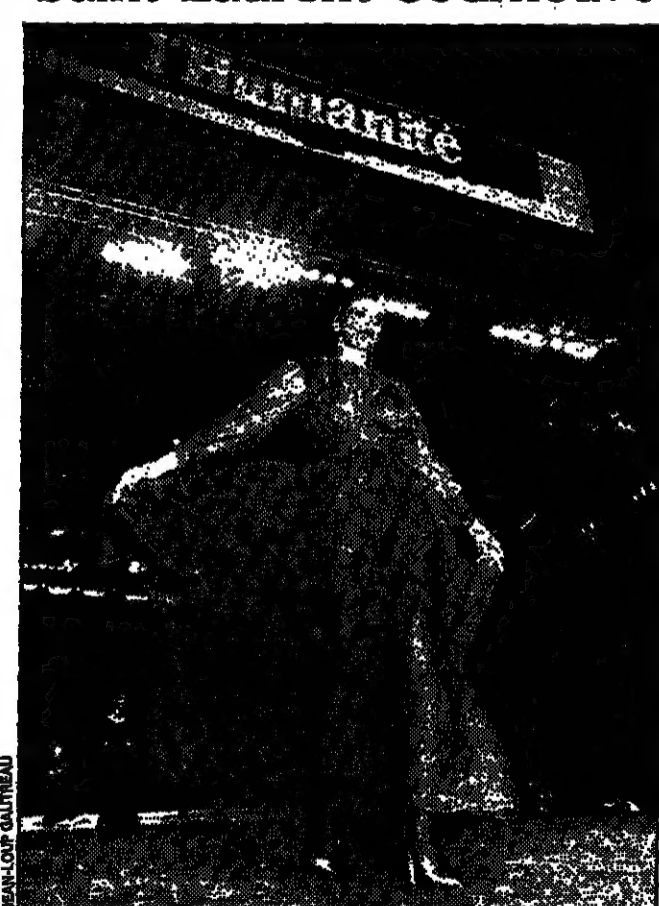
A côté de lui, Rambo et Schwarzenegger font figure d'enfants de chœur. Acrobates dans les cages d'ascenseur, poursuivis dans les couloirs-labyrinthes, ruses, bagarres, arrosages à la mitrailleuse, bazookas. C'est un feu d'artifice. On est à Guignol. On rit, on trépigne, on applaudit.

Le film est complètement à sa place à Deauville parce qu'il ne peut être qu'américain pour le rythme, l'énergie, la virtuosité, la dévotion, l'indifférence à la crédibilité, le sens de l'autodérision, du spectacle, du divertissement surtout, cette façon sans complexe d'entrer dans le jeu, de se déguiser, qui se retrouve dans tous les films américains, même les plus émuveux.

COLETTE GODARD.

MODE

Saint Laurent-Courneuve



Un joli coup médiatique pour cette Fête de l'Humanité 1988 : le défilé, vendredi 9 septembre, du couturier Yves Saint Laurent. La presse d'opposition avait dénoncé « la gauche cavalière ». « De la couture aux Grosses têtes » (patronyme des prolétaires dans *La vie est un long fleuve tranquille*), ironise une spectatrice manifestement plus habituée aux salons de l'hôtel Intercontinental qu'aux réunions place du Colonel-Fabien.

Le défilé occupe la grande scène. C'est un véritable spec-

tacle : cent trente modèles portés par quarante-cinq mannequins rappellent les meilleurs moments des deux dernières saisons, celles qu'auront marquées les hommages à Braque et à Van Gogh.

L'accueil est celui qui mérite ce grand show : admiratif et distant. « Ce n'est pas parce qu'on est des ouvriers », souffle un spectateur. Un autre a le mot de la fin : « Elles défilent au moins devant plus de monde que d'habitude. »

La réorganisation du groupe Rivaud et ses conséquences

Duménil-Leblé et la Banque Stern réalisent une « très belle opération »

Le groupe financier Duménil-Leblé et la Banque Stern ont signé avec la société suisse SASEA l'acte de vente de leur participation (38 %) dans le groupe Rivaud (le Monde du 10 septembre). Toutefois, la transaction ne sera véritablement finalisée que d'ici un mois, mais elle comporte déjà un dépôt de garantie supérieur à 100 millions de francs. Au total, les vendeurs retireront 1,2 milliard de francs de cette cession pour une mise de fonds de 600 millions de francs. Duménil-Leblé profitera de sa plus-value pour renforcer son trésor de guerre et investir 250 millions de francs dans l'achat d'une banque suisse.

« Ils vont se retrouver entre gens de même compagnie », commentait ironiquement un expert financier à l'annonce de l'arrivée de M. Florio Fiorini, patron de la société suisse SASEA, aux côtés des Français Jean de Beaumont et Edouard de Ribes, et du Belge Philippe Fabri, les dirigeants et actionnaires du groupe Rivaud. Cette entrée « officielle » dans une nébuleuse financière, qui regroupe des participations variées, allant des exotiques plantations d'hévéas, de caoutchoucs de Padang, aux secteurs de pointe (Interchimie, Bertin...) en passant par la banque (Banque Rivaud), l'immobilier et le cinéma (Duménil-Leblé et la Banque Stern), permet de sortir très enrichi de ce qui apparaît de plus en plus comme un tourbillon.

Fin 1986, la Banque Stern, présidée par Jean Peyreleade, désormais président de l'UAP (Union des assurances de Paris), était contactée par plusieurs porteurs de titres de différents secteurs du groupe Rivaud qui souhaitaient s'en défaire. Intéressé, Jean Peyreleade mettra plusieurs mois à s'y retrouver dans l'enchevêtrement de l'organisation de ce conglomérat. Géré par l'insuffisance de ses moyens financiers, la Banque Stern devra ensuite se trouver un partenaire. Suez, puis Gaz de France, s'étant refusés, c'est finalement le jeune et bouillant Jacques Leterre, patron de Duménil-Leblé, qui viendra l'appeler en rachetant 89 % du paquet (38 %) détenu par Stern, qui en conserve 11 %. A l'époque, les deux établissements consacraient 600 millions de francs à cet investissement.

L'idée des deux assaillants de prendre le contrôle du groupe — d'assaut — et de mettre le temps — se heurte rapidement à l'hostilité des dirigeants en place, qui font cause commune et exploitent au maximum les possibilités de défense offertes par l'autocontrôle et les participations croisées. Un instant, la victoire paraît pourtant possible. Le 31 mai dernier, une modification des statuts de la société, qui rendait l'assemblée générale annuelle de la Socfin, le holding clé de Rivaud, une actionnaire, la fille du fondateur de la Socfin, M^{me} Yvette Hallet Cartwright, retire à Philippe Fabri son mandat de gestion. Elle devient alors une alliée potentielle des deux parties adverses. Dans le cas d'une alliance, il se manquerait à

CLAIRE BLANDIN
et DOMINIQUE GALLOIS.

Bataille autour de Pathé-Cinéma

Qui va racheter Pathé-Cinéma ? La question agite les professionnels de l'audiovisuel et les pouvoirs publics, depuis l'annonce de la réorganisation du capital du groupe Rivaud. Ce dernier détient, en effet, plus de 50 % de la petite société de cinéma au passé prestigieux. Le reste du capital est aux mains de la Compagnie financière de Suez, de la Lyonnaise des eaux et de la Société générale de Belgique (14 % chacun).

Les quelques actions de Pathé-Cinéma cotées en Bourse (4 % du capital) font l'objet depuis plusieurs mois d'une spéculation effrénée, poussant le cours à des niveaux hors de proportion avec les modestes résultats de l'entreprise (3 millions de francs de bénéfices en 1987 sur un chiffre d'affaires de 400 millions environ).

Depuis plusieurs mois, en effet, le groupe Rivaud a reçu de nombreuses propositions de rachat de Pathé-Cinéma. L'arrivée du groupe suisse SASEA dans le capital de Rivaud a relancé la spéculation et a obligé la Commission des opérations de Bourse à suspendre la cotation de Pathé. Car, derrière le groupe suisse, se cache le holding financier italien Interpart de M. Gian Carlo Paretti. Et M. Paretti s'intéresse beaucoup aux médias. Il fut actionnaire de *Matin de Paris* aux côtés de M. Paul Quilès, et, l'an dernier, reprit la société cinématographique américaine Cannon, en difficulté.

Du côté de SASEA, comme chez Duménil-Leblé, on ne s'attendait à aucune participation d'Interpart aux transactions menées autour du groupe Rivaud. Mais M. Paretti lui-même confirme qu'il est associé à SASEA dans l'opération. Le président-directeur général de Pathé-Cinéma,

M. Pierre Vercelet, donne également pour certaine l'arrivée d'Interpart aux côtés de SASEA dans le capital de Rivaud.

Que compte faire M. Paretti de Pathé-Cinéma ? M. Vercelet affirme avoir reçu l'assurance qu'il n'y aurait pas de ventes d'actifs. Quant à l'honneur d'affaires italien, interrogé le 9 septembre au téléphone, il souhaite « étudier des rapprochements entre les salles de Pathé en France et celles de Cannon en Grande-Bretagne et en Hollande ». Mais, dans le petit monde du cinéma national, on redoute qu'Interpart ne revende la plupart des actifs. En effet, M. Paretti a vendu, il y a quelques mois, à M. Silvio Berlusconi les salles qu'il possédait à Cannes et à Rome. Il vient de liquider en Grande-Bretagne les célèbres studios d'Elstree pour réaliser une juteuse opération immobilière.

Les professionnels du cinéma et les pouvoirs publics n'ont aucune envie de voir disparaître Pathé. L'enjeu est économique : avec cette société, qui gère plus de 150 salles de cinéma et est associée à de nombreux exploitants indépendants, disparaîtrait l'un des trois grands circuits de programmation (avec Gaumont et UGC). Une perte désastreuse pour les producteurs et les distributeurs. Mais le combat est aussi symbolique : le nom de Pathé a marqué les débuts du cinéma mondial et en a dominé l'économie jusqu'en 1914.

Deux groupes d'investisseurs français se seraient déjà manifestés pour proposer une solution de reprise nationale. L'un d'eux est, semble-t-il, mené par le groupe Suez qui, avec ses alliés (Société générale de Belgique et Lyonnaise des eaux), détient encore 42 % de Pathé-Cinéma.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le pionnier du cinéma français

Rien ne prédisait Charles Pathé à devenir le numéro 1 mondial du cinéma. Né de famille modeste, à Vincennes, il est commis charcutier, puis, garçon de café. Jusqu'à cette soirée de 1894 où, à la foire de Vincennes, il découvre la phonographie d'Edison. Deux ans durant, il devient le carmelot, de fêtes foraines en champs de foire. Et, en 1896, un petit pécule amassé, il ouvre enfin boutique avec son frère Emile pour y vendre des phonographes et les premiers kinoscopes.

Pathé frères est né, qui deviendra Pathé-Cinéma en 1918. Car, très vite, Charles Pathé confie à son frère Emile la gestion des phonographes pour se consacrer au cinéma. Industriel, il se lance dans l'étude, la construction et l'exploitation des appareils Pathé, l'usine de paillasse de Vincennes — qu'il cédera plus tard à Eastman Kodak — et ouvre des succursales dans le monde entier. Producteur, on lui doit les superproductions de l'époque, le *Pathé-Journal* (1908), le *Pathé-Baby* (1922), le *Pathé-Réal* (1927). Exploitant, il possède, dès 1908, un circuit de vingt salles à Paris.

En 1929, Charles Pathé vend tout — il mourra retiré à Monaco en 1957. Sous le contrôle de Bernard Nathan, la société

connaît un nouvel essor. Les *Misérables*, de Raymond Bernard, le *Dernier Millionnaire*, de René Clair..., avant que des investissements trop lourds, une gestion aventureuse et la crise économique mondiale n'abandonnent à sa faillite. Ressuscitée sous le nom de Société nouvelle Pathé-Cinéma, on lui doit les *Enfants du paradis*, *Rèves d'amour* ou, en coproduction, le *Dolce Vita*, le *Guépard*, avant qu'il ne recroise son activité sur la production télévisuelle, l'exploitation cinématographique.

Aujourd'hui, Pathé-Cinéma exploite directement cent cinquante-sept salles en France, vingt-cinq en Belgique et une à New-York, fait la programmation de quatre cent dix salles au sein du groupement Pathé-Edelweiss indépendants et produit entre vingt et quarante heures par an de séries, fictions et documentaires télévisés. Actionnaire à 25 % de la régie publicitaire Médiavision, le groupe possède toujours 12 000 mètres carrés de studios, rue Francœur à Paris, et, surtout, un catalogue de mille deux cents heures de programmes de télévision et de quatre cents longs métrages. Sans oublier 8 millions de mètres de documents filmés depuis 1908.

P.-A. G.

REPÈRES

Automobile

Hausse des ventes de 7,6 % en août.

Les immatriculations de voitures neuves en France ont augmenté en août de 7,6 %, soit un peu plus rapidement que la moyenne des huit derniers mois (+6,6 %). Cette augmentation a surtout profité aux marques étrangères, qui ont progressé de 17,5 %, contre seulement 2 % pour les automobiles françaises. Cette percée saisonnière s'explique, selon la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, par le fait que les marques nationales ont augmenté leurs prix dès juillet, alors que les étrangers n'ont suivi qu'un mois plus tard. La principale victime a été Peugeot, dont les ventes ont reculé de 6 %, tandis que celles de Renault diminuaient de 2 %. Citroën, en revanche, a réalisé un excellent score, avec une hausse de 28,8 % de ses ventes.

Banque

Une fusion possible aux Pays-Bas

La Nederlandsche Middenstands Bank (NMB) et le Postbank, les quatrième et cinquième banques néerlandaises, ont annoncé, vendredi 9 septembre à Amsterdam, qu'elles avaient entamé des discussions en vue d'une éventuelle fusion. Celle-ci pourrait aller jusqu'à une fusion complète des deux groupes bancaires. Depuis le rapprochement, en février dernier, entre Amro (le numéro trois néerlandais) et la Générale de banque, des rumeurs avaient circulé sur de nouvelles restructurations dans le secteur bancaire des Pays-Bas, et dans la perspective de l'Europe de 1993. Si elles devaient déboucher sur une fusion, les discussions entre NMB et Postbank donneraient naissance à un groupe bancaire important. La Postbank, entreprise publique que l'Etat compte privatiser à partir de 1990, emploie dix mille cinq cents personnes et a un total de bilan de 55,2 milliards de florins (160 milliards de francs). La NMB a des effectifs de onze mille sept cent cinquante personnes et un bilan de 80,1 milliards de florins (240 milliards de francs français).

Devises

La monnaie sud-coréenne réévaluée par rapport au dollar

La monnaie sud-coréenne, le won, a été réévaluée vendredi 9 septembre après que la hausse par rapport au dollar ait dépassé, jeudi, pour la première fois cette année, les 10 %. La Bank of Korea a indiqué que la parité de sa monnaie par rapport au dollar était vendredi de 720,40 won pour un dollar, après une chute jeudi de 720,80 à 720,30 won. Outre le dollar, le won s'est également fortement apprécié en 1988 par rapport aux autres devises : il a ainsi gagné 32,6 % face au franc suisse, 27,9 % face au franc

français et 27,1 % face au deutschemark. La devise a également gagné 19,8 % face à la livre sterling et 19 % face au yen, selon la Banque centrale.

Inflation

Net ralentissement au Mexique

Les prix à la consommation n'ont augmenté que de 0,9 % en août par rapport à juillet au Mexique, a indiqué, vendredi 9 septembre, la Banque centrale mexicaine. Il s'agit de la progression mensuelle la plus faible enregistrée à Mexico depuis 1978. En 1987, l'inflation avait été de 170 %. Les prix avaient encore augmenté au mois de décembre dernier de 15 %. Le ralentissement observé depuis le début de l'année est la conséquence du Pacte de solidarité économique signé il y a neuf mois par le gouvernement, les syndicats et le patronat. — (AFP.)

Prix de gros

Légère accélération en août aux Etats-Unis

La hausse des prix de gros s'est légèrement accélérée en août aux Etats-Unis. Après avoir connu une hausse de 0,4 % en juin, puis de 0,6 % en juillet, les prix de gros américains ont, en effet, augmenté de 0,6 % en août, a indiqué, vendredi 9 septembre, le département du travail à Washington. Cette progression, supérieure à celle attendue par les analystes, s'explique par la flambée des tarifs de l'énergie, qui ont crû de 2,2 %. En revanche, les prix des produits alimentaires se sont calmés.

Hors énergie et alimentation, la hausse des tarifs des prix de gros est tombée, en août, à 0,3 %, contre 0,6 % en juillet. Ne donnant pas d'indication sur les tendances futures, les statistiques ont eu qu'un effet modeste, vendredi, sur les marchés des changes, le dollar augmentant très légèrement vis-à-vis des principales devises.

Protectionnisme

M. Reagan hostile à une loi sur le textile

Après l'adoption, le 9 septembre, par le Sénat américain d'un projet de loi visant à limiter les importations de textile et de chaussures aux Etats-Unis, le président Ronald Reagan a annoncé qu'il ne mettrait son veto à cette loi. Selon le président, ce projet « protectionniste » entraîne des mesures de rétorsion contre les exportations des Etats-Unis, nuira à leur compétitivité sur les marchés étrangers et leur fera perdre des emplois. Cette loi constitue une prescription désastreuse pour l'avenir économique de l'Amérique. Seul un nouveau vote du Sénat à la majorité des deux tiers permettrait de passer outre au veto présidentiel. M. Reagan s'était déjà opposé, en 1986, à un tel projet de loi.

Modification du « plan Séguin »

Le remboursement à 100 % des médicaments va être amélioré

Les corrections apportées au « plan Séguin » sur les remboursements à 100 % vont prochainement entrer en application, les mesures étant précisées par deux décrets dont les premiers ont été publiés au Journal officiel du vendredi 9 septembre.

D'une part, le remboursement à 100 % accordé pour les soins entraînés par les trente maladies

« longues et graves » est étendu aux personnes (en général âgées) qui ne sont pas atteintes de maladies graves, mais de « plusieurs affections entraînant un état pathologique invalidant » et dont le traitement est prévu pour durer plus de six mois à condition que le contrôle médical de l'assurance-maladie donne son accord. La procédure est la même que pour les « trente mala-

dies » répertoriées. Selon la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés (Cnamts), cinquante mille personnes environ pourraient être concernées par cette mesure.

D'autre part, toutes les personnes bénéficiant du remboursement à 100 % à plusieurs titres (« trente maladies », maladie « hors liste », « poly-pathologies »), plus de 2 millions au total vont bénéficier à nouveau du remboursement à 100 % des médicaments à vignette bleue lorsque ceux-ci sont prescrits par le médecin (ou des maladies) prise en charge à 100 %. Mais la date d'application n'est pas encore fixée. Pour les salariés, elle doit être mardi 13 septembre par la commission spécialisée de la Cnamts. Celle-ci compte en effet avoir par lettre personnelle tous les assurés concernés pour leur expliquer les changements et envoyer des notes explicatives à tous les médecins et pharmaciens. Il faut donc prévoir le délai nécessaire à ces opérations.

Cette précaution n'est pas inutile pour faire comprendre les mesures si l'on en juge par le texte hermétique du décret qui annonce la prise en charge des médicaments à vignette bleue. Le volet « Sécurité sociale » est remplacé par les dispositions suivantes : Art. R 322-9-1. Par dérogation aux articles R 322-4, R 322-8 et R 322-9, les assurés sociaux mentionnés à ces articles supportent la participation prévue au 5° de l'article R 322-1. L'imprime!

L'évolution de l'emploi selon l'INEDIC

La hausse des effectifs salariés est due au bâtiment et aux services

Dans une note en date du 1^{er} septembre, l'INEDIC précise son évaluation des effectifs salariés au deuxième trimestre 1988 (le Monde du 28-29 août). En données corrigées des variations saisonnières et pour l'ensemble des entreprises cotées à l'assurance-chômage — sauf le secteur agricole et para-agricole — l'emploi salarié a augmenté de 0,5 % au deuxième trimestre 1988, comme au premier trimestre. En douze mois, la progression est de 1,3 %.

Cette évolution globale très positive dissimule des disparités. Les effectifs dans l'industrie continuent de diminuer au même rythme qu'au premier trimestre (-0,3 %). Cela est dû au recul dans les entreprises de biens intermédiaires ou de biens de consommation, alors que la baisse se ralentit dans les biens d'équipement. La croissance des effectifs

dans le bâtiment et les travaux publics s'accroît (+0,8 %). L'ensemble du secteur tertiaire enregistre un ralentissement de sa hausse. Ainsi en est-il dans les services marchands (+0,7 %, contre +1,5 % au premier trimestre) et dans les commerces (+0,4 % contre +0,7 %).

Depuis un an, le bâtiment progresse vite (+1,5 %), la baisse dans l'industrie reste forte (-2,1 %), et le tertiaire compense largement (+2,8 %), tout particulièrement grâce aux services marchands (+3,9 %).

Toutefois, les résultats du deuxième trimestre doivent être appréciés en fonction de l'influence des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) sur les calculs d'effectifs. Sans les SIVP, la hausse doit être ramenée à 0,4 %.

EN BREF

● **Carlton Communication rachète Technicolor.** — Le groupe britannique Carlton Communication a annoncé, vendredi 9 septembre, qu'il rachèterait pour 459 millions de francs la firme américaine Technicolor Holdings, spécialiste mondial du développement de films couleur, dont elle a été le promoteur depuis 1915. Carlton est un groupe de taille relativement modeste (1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires et 357 millions de bénéfices) spécialisé dans les services télévisuels (production, publicités, etc.) et la fabrication d'équipement vidéo. En croissance extrêmement rapide depuis plusieurs années, c'est sa première grosse acquisition. Elle sera financée par un emprunt de 117,6 millions de francs (1,2 milliard de francs) et par une augmentation de capital de 383 millions de francs (3,8 milliards de francs), faisant largement appel au public. Technicolor, qui emploie mille six cents salariés et réalise un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs, détient 40 % des marchés mondiaux du développement de films et de la reproduction de cassettes vidéo.

● **Gymnase Club rachète Vitatop.** — La société Gymnase Club vient de racheter au groupe Accor les salles de sport Vitatop. Le montant du rachat n'a pas été précisé. L'une des trois salles parisiennes, celle de la porte Maillot, sera fermée le 31 décembre et vendue pour contribuer au financement de l'opération.

Par ailleurs, le Gymnase Club ouvrira, début octobre, sa première salle à Stuttgart (RFA), en collaboration avec la chaîne de magasins allemands Bräuninger. En France, Gymnase Club, qui a réalisé au cours de son dernier exercice, achevé fin août, un chiffre d'affaires de 220 millions de francs avec vingt et une salles et cent cinquante mille adhérents, compte ouvrir une salle dans le quartier des Halles, à Paris.

● **TRANSIT : la SCAC s'associe à la SCOA.** — La SCAC, filiale des établissements Bolloré, a acquis 4 % du capital de la SCOA (spécialisée dans le commerce, particulièrement en Afrique). Selon M. Vincent Bolloré, cette participation qui pourra aller jusqu'à 10 % « mais pas au-delà » restera minoritaire. Cette acquisition permet à la SCAC spécialisée dans le transit de renforcer ses positions, notamment en Afrique. Cette décision est dans la droite ligne de l'accord signé par la SCAC et un consortium européen pour assurer une part importante du transit mondial.

● **Le groupe Pontland prend le contrôle des stylos Parker.** — Le groupe britannique diversifié Pontland Industries (distribution, chaussures Reebok, habillement) a annoncé qu'il rachèterait pour 170 millions de francs (1,9 milliard de francs) une large majorité (85 % à 90 %) du capital de Parker Pen, le célèbre fabricant de stylos. Les cadres de Parker qui avaient acquis en 1986

25 % du capital, conserveront leur participation. Le reste des actions était jusqu'ici détenu par la société Schroder Venture et par divers fonds d'investissement. Parker, dont les résultats financiers se sont améliorés récemment avec un bénéfice de 17,5 millions de francs (192 millions de francs) en 1987, contre une perte de 11 millions de francs (121 millions de francs) l'année précédente, produit des stylos en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en France. Les actionnaires de la société, jadis sous contrôle américain, avaient renoncé en juin 1988 à une introduction en Bourse prévue.

● **Réduction du taux de croissance annuel des PAP.** — M. Maurice Faure, ministre de l'équipement et du logement, a annoncé, le jeudi 8 septembre à Lille, que le taux de croissance annuel des prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP), contractés à l'époque de l'inflation à deux chiffres, serait nul en 1989 et ramené à 2,5 % l'année suivante. Cette mesure, destinée aux « sinistrés des PAP » interviendra cinq cent mille familles et coûtera 25 milliards de francs à l'Etat sur vingt ans.

LE MONDE
diplomatique
de septembre
EST PARU

Revue des valeurs

Semaine du 5 au 9 septembre

BOURSE DE PARIS

Après une semaine de hausse, l'indice de la Bourse de Paris a continué de progresser, passant de 2 668,81 à 2 681,42. Cette hausse s'explique par la reprise de la cotation des titres de la Société Générale, qui avait été suspendue depuis le début de l'année. Les investisseurs ont également été attirés par la hausse des cours des actions de la BNP, de la Paribas et de la Société d'Investissement.

Le volume des transactions a été de 1 300 millions de francs. Les investisseurs ont également été attirés par la hausse des cours des actions de la BNP, de la Paribas et de la Société d'Investissement.

En milieu de semaine, les investisseurs ont été attirés par la hausse des cours des actions de la BNP, de la Paribas et de la Société d'Investissement.

Le retour des OPA ?

Ainsi, l'indice instantané a été de 2 681,42. Ce niveau le plus haut a été atteint mercredi 7 septembre. Encouragé par la fermeté de la place new-yorkaise, les investisseurs ont décidé de se lancer dans l'achat d'actions de la Société Générale.

Morne saison

La CIDE, une filiale commune du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et de la firme norvégienne KFTIC, a déposé une proposition d'achat sur les titres de la CIDE. La décision a été prise par le conseil d'administration de la CIDE, qui a décidé d'acheter 10 % du capital de la CIDE.

Le prix par action proposé est de 1 300 francs. Le prix par action proposé est de 1 300 francs. Le prix par action proposé est de 1 300 francs.

Mais l'été était donné, et les analystes se mettaient à la recherche de valeurs. Sans doute, les investisseurs ont été attirés par la hausse des cours des actions de la BNP, de la Paribas et de la Société d'Investissement.

Le MONEP

D'autre part, les cotations de la Bourse de Paris ont été affectées par la hausse des cours des actions de la BNP, de la Paribas et de la Société d'Investissement.

Le MONEP a été créé par la Société d'Investissement, qui a décidé d'acheter 10 % du capital de la MONEP.

Le MONEP a été créé par la Société d'Investissement, qui a décidé d'acheter 10 % du capital de la MONEP.

Le MONEP a été créé par la Société d'Investissement, qui a décidé d'acheter 10 % du capital de la MONEP.

Le MONEP a été créé par la Société d'Investissement, qui a décidé d'acheter 10 % du capital de la MONEP.

Le MONEP a été créé par la Société d'Investissement, qui a décidé d'acheter 10 % du capital de la MONEP.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Après une semaine de hausse, l'indice de la Bourse de New-York a continué de progresser, passant de 2 668,81 à 2 681,42. Cette hausse s'explique par la reprise de la cotation des titres de la Société Générale, qui avait été suspendue depuis le début de l'année.

Cours 2 sept.	Cours 9 sept.
Alcoa	59 3/4
AT&T	25 3/8
Boeing	58 7/8
Chase Nat. Bank	29 1/2
De Post de New York	44 1/2
Eastman Kodak	45 1/8
Exxon	48 1/2
Ford	35 1/4
General Electric	72 3/8
General Motors	59 5/8
Goodyear	57 1/8
IBM	114 3/8
ITT	43 5/8
Johnson & Johnson	50 1/2
Pfizer	53 1/8
Schmiedinger	33 1/8
Texas	59 5/8
Union Carbide	22 1/2
USX	27 3/4
Westinghouse	51 1/4
Xerox Corp.	53 7/8

LONDRES

Les indices de la Bourse londonienne ont évolué irrégulièrement, mais ont fini en hausse. L'indice des actions a progressé de 1 100 à 1 110. Cette hausse s'explique par la reprise de la cotation des titres de la Société Générale, qui avait été suspendue depuis le début de l'année.

Cours 2 sept.	Cours 9 sept.
Bootham	463 1/2
BP	242 1/2
Charter	235 1/2
Courtauld	235 1/2
Free Gold	77 1/2
Glaxo	161 1/2
ICI	101 3/4
Shell	474 1/2
Unilever	441 1/2
Warren	162 1/2
Warren	162 1/2

Les indices de la Bourse londonienne ont évolué irrégulièrement, mais ont fini en hausse. L'indice des actions a progressé de 1 100 à 1 110. Cette hausse s'explique par la reprise de la cotation des titres de la Société Générale, qui avait été suspendue depuis le début de l'année.

Cours 2 sept.	Cours 9 sept.
AEG	282,50
BASF	258,50
Bayer	288,50
Chemiebank	225,50
Deutschebank	454,50
Hoechst	258,50
Karstadt	427,50
Mannesmann	168,50
Siemens	423,50
Wolfsburg	246,50

Les indices de la Bourse londonienne ont évolué irrégulièrement, mais ont fini en hausse. L'indice des actions a progressé de 1 100 à 1 110. Cette hausse s'explique par la reprise de la cotation des titres de la Société Générale, qui avait été suspendue depuis le début de l'année.

Cours 2 sept.	Cours 9 sept.
Akt	586
Bayer	1 270
Canon	1 450
Fuji Bank	3 060
Honda Motor	2 080
Mitsubishi Heavy	2 280
Sony Corp.	6 800
Toyota Motor	2 750

Pétroles

9-9-88	Diff.
Elf-Aquitaine	314 + 0,58
Esso	305 + 0,23
Exxon	288 + 0,15
Parafina	277 + 0,15
Primagaz	67 + 1
Primagaz	995 + 38
Raffinage	63 + 0,50
Royal Dutch	249 + 3
Sogehap	314,50 - 14,48

Produits chimiques

9-9-88	Diff.
Inst. Mérieux	3 761 - 49
Labo. Bell	1 325 - 23
Rumel UC	1 290 + 39
Basf	894 + 28
Boyer	998 + 21
Hoechst	972 + 1,90
Imp. Chimie	179,50 - 6,80
Nonik Hydro	179,50 - 6,80

Filatures, textiles, magasins

9-9-88	Diff.
Agache (Fin.)	1 935 - 85
CFAC	381 - 3
Dumort-Serviposte	1 480 + 28
Darty	2 470 + 1
Galeries Lafayette	491,10 + 5,90
La Redoute	406 + 1
Galeries Lafayette	986 + 26
La Redoute	2 800 + 1
Galeries Lafayette	422 + 2
La Redoute	561 + 14
Primagaz	51,90 + 9,90

Mines, caoutchouc

9-9-88	Diff.
Géophysique	421 + 13
Imetal	209,18 + 7,10
Michels	193,50 + 6,68
Min. Penaroya	67,30 + 0,18
RTZ	43,90 + 0,18
ZCI	2,30 - 0,07

Matériel électrique

9-9-88	Diff.
Alcatel	1 946 - 23
Alcatel	302 - 10
CGE	311,50 - 6,40
Crozet	343 + 35
CSSE (ex-Sigaux)	1 366 + 42
Général des Eaux	710 + 4
IBM	1 366 + 42
Interbanc	1 838 - 22
ITT	305 + 170
Léonard	2 910 + 41
Lary-Somer	2 910 + 41
Lyonnais des Eaux	1 418 + 1
Matra	1 280 - 1,60
Martin-Gérard	109 + 2,40
Moulin	786 + 26
Radiorécepteur	710 + 3
Schneider	195,20 - 20
SEB	1476 + 53
Thomson-CSF	174 + 1

Métallurgie

9-9-88	Diff.
Alpi	308 + 10,20
Avion Dussault-B.	700 + 10
De Dietrich	815 + 45
FACOM	1 290 + 10
Fives Il	113 + 4
Marine Weidol	343,90 + 4,90
Pembert	1 159 + 35
Peugeot SA	1 590 - 28
Sagem	232 + 12
Saint-Chaillou	320 + 10
Strafor	500 + 10
Valco	140 + 19,90

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Perilis	1 202 851
J. L. G. A.	808 064
LMVH	99 225
Schneider	634 676
Imetal	767 500
Peugeot SA	113 090
Gle des Eaux	102 148
PM Labat	316 886
CGE	74 618
Lafarge	181 093

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours 2 sept.	Cours 9 sept.
Or fin (100 g)	88 000
Or fin (100 g)	87 900
Or fin (100 g)	87 800
Or fin (100 g)	87 700
Or fin (100 g)	87 600
Or fin (100 g)	87 500
Or fin (100 g)	87 400
Or fin (100 g)	87 300
Or fin (100 g)	87 200
Or fin (100 g)	87 100

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hauss. %	Valeurs	Baisse %
SCOA	+21,1	Pechelmann	-5,1
Epich Bnt. Fr.	+16	Canal	-4,4
Valmou	+12,1	Interbanc	-4,4
Schneider	+9,9	SEB	-4,4
Sigaux	+9,9	Sodexo	-3,2
Crozet	+8,8	SDE	-3,2
ITT	+8,8	Géophysique	-3,2
BAFF	+8,8	Or et Eau	-2,8
Imetal	+8,8	Or et Eau	-2,8
Bas	+8,8	Or et Eau	-2,8
Primagaz	+8,8	Or et Eau	-2,8

Banques, assurances sociétés d'investissement

9-9-88	Diff.
Bail Equipement	275,10 - 7,80
Banque (Cie)	449 + 20
Canal	645 + 4
CGE	782 + 13
CFI	400 - 10
Chargem SA	1 431 + 71
Henin (La)	513 + 27
Imm. P. M. M. M.	385,10 - 2,30
Localfrance	1 280 + 2
Locofr	1 280 + 2
Midland Bank	1 130 + 2,50
Off	1 130 + 2,50
Parif. de rées	1 631 + 10
Pétrol	480 + 48
Soc. Générale	410,90 + 3,90
Suez (Cie Fin.)	166 + 1
UCB	166 + 1

Mines d'or, diamants

9-9-88	Diff.
Anglo-Américain	87,40 - 4,45
Canal	428 - 13,30
But. Gold M.	89,20 - 0,85
De Beers	62,10 - 2,90
Drif. Cons.	93 - 0,50
Gold Field	118 + 6
Harmony	38,30 - 21
Randfontein	47,50 - 2,60
Saint-Helena	175,50 - 10,50
Western Deep	175,50 - 10,50

BONS DU TRÉSOR

Séance du 9-9-88	Fin	Fin	Fin	Fin
Oct. 88	92,50	92,50	92,50	92,50
Nov. 88	92,50	92,50	92,50	92,50
Déc. 88	92,50	92,50	92,50	92,50
Jan. 89	92,50	92,50	92,50	92,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 septembre 1988	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89	Jan. 89
Premier	104,80	103,55	102,70	101,85
+ bas	104,25	103,05	102,40	101,70
Dernier	104,55	103,25	102,50	101,70

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	5 sept.	6 sept.	7 sept.	8 sept.	9 sept.
RM	621 436	1 109 608	1 209 105	1 126 338	994 276
Comptant	8 975 327	8 240 094	8 818 933	7 242 146	10 328 267
R. et obl.	111 762	129 309	178 701	145 365	202 310
Actions	9 708 525	9 479 011	10 206 739	8 513 849	11 524 853

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)

	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89	Jan. 89
Françaises	121,3	121,8	122,8	122,4
Etrangères	115,8	115,4	115,7	115,8

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

	131,9	131,7	132,7	133,5	133,5
Tendance	131,9	131,7	132,7	133,5	133,5

Indice gén. | 350,1 | 348,3 | 349,3 | 352,1 | 351,7

(base 1000, 31 décembre 1987)

	1 285,12	1 289,42	1 290,06	1 305,09	-
Indice CAC 40	1 285,12	1 289,42	1 290,06	1 305,09	-

Crédits

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des investisseurs aux prêteurs étrangers

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faciliter l'accès des fonds d'Etat aux prêteurs étrangers

La distinction entre activités nationales et internationales tend de plus en plus à s'estomper. Jamais cela n'a semblé aussi évident que la semaine passée alors que plusieurs pays d'Europe montraient simultanément combien ils tenaient à faciliter l'accès de leurs fonds d'Etat aux prêteurs étrangers.

Dans leur prévision, les autorités françaises ont allé plus loin que les autres en présentant un programme de certificats américains (ADR) lancés à New-York sur l'initiative du Crédit lyonnais pour commercialiser des obligations assimilables du Trésor sur la place de New-York (voir *Le Monde* du 9 septembre).

Outre-Rhin, le vif succès du dernier emprunt gouvernemental de 4 milliards de deutschemarks à dix ans, rémunéré au taux facial de 6,75 %, montre que, lorsque la confiance renaît dans une monnaie, l'obstacle d'une retenue à la source paraît moins difficile à franchir. A partir de l'an prochain, un prêt de 10 % sera retenu sur le compte des obligations émises sur le marché national allemand, et cette perspective avait jusqu'à une date récente fortement pénalisé l'ensemble de ce secteur.

Les nouveaux fonds d'Etat allemands sont traditionnellement émis à dix ans. Il existe également toute une palette d'autres instruments lancés par le ministère des finances de Bonn, mais, jusqu'à présent, leur acquisition était réservée aux résidents. Or voici que l'on évoque la possibilité d'autoriser les étrangers à acheter des créances de « Bundesobligationen ». Ces créances sont émises de façon quasi continue. La dernière série est rémunérée au taux de 6 % l'an. Pour un pays qui vient de souffrir d'une dévaluation de capitaux à long terme, il est bon d'accroître les possibilités d'accueil de fonds étrangers. C'est à plus d'une substantielle de milliards de marks que l'on chiffre le volume des capitaux à long terme qui ont quitté l'Allemagne de janvier à fin août.

Autre exemple frappant d'internationalisation de la dette étatique, l'Autriche vient de monter une importante opération à taux variable qui libellée dans sa propre monnaie, s'adresse spécifiquement aux investisseurs de l'étranger. L'importance de la dette internationale dans son groupe de placement n'a fait pour autant pas un euro-emprunt. Les autorités de Vienne récusent absolument l'idée qu'il pourrait s'agir d'euro-obligations libellées en schilling. Comme en Allemagne et dans la plupart des autres pays d'Europe, l'intention officielle est de maintenir le marché

obligataire sur le sol national. Dirigé par la Ginzentrale de Vienne, l'émission est une brillante réussite. Son montant a été relevé de 3 à 5 milliards de schillings. Sa durée est de douze ans. Elle porte intérêt au taux interbancaire offert à Vienne majoré de 0,125 %. Cette marge est très confortable, et les commissions, qui pour les banques totalisent 37,5 points de base, le sont aussi. Le succès de la transaction tient aussi au fait que le schilling est un proche satellite du deutschemark.

Ce qui frappe dans de telles circonstances, c'est la difficulté de l'unité monétaire européenne à émerger. Londres lui a certes donné une impulsion déterminante en amonçant un programme de bons du Trésor à court terme libellés en ECU. Mais il a fallu attendre la rentrée pour qu'en France on se préoccupe officiellement de la question. Une première réunion exploratoire entre les représentants des banques et des autorités françaises est prévue pour ce lundi. La question est de savoir si l'Etat entend se porter emprunteur en une autre monnaie que le franc. Traditionnellement, la France n'emprunte en devises que par l'intermédiaire de ses dépendances.

En raison du rôle éminent joué par les grandes banques belges dans

le développement du marché des titres libellés en ECU, certains s'attendaient à voir Bruxelles suivre à son tour l'exemple anglais. Il n'en est pas question pour l'instant. Le Royaume de Belgique dispose d'un marché national extrêmement liquide, qui assure le succès de très gros emprunts. Tel est le cas pour celui de 76,5 milliards de francs belges, qui offre un coupon nominal de 8 %, a reçu un accueil chaleureux de la part des investisseurs. A côté de cela, le Royaume dispose d'un programme international pour d'émission de billets de trésorerie et de *medium term notes* dont le développement devrait lui permettre, à relativement brève échéance, de refinancer l'ensemble de sa dette en devises à taux variable à des coûts inférieurs au Libor.

Dans ces conditions, la grande partie de l'ECU semble devoir se jouer entre trois partenaires principaux : la Grande-Bretagne et la France, qui rivalisent pour s'assurer la prééminence du marché, et l'Allemagne. Rien n'empêche cette dernière de continuer à spéculer sur le marché des devises et d'intervenir directement. Outisider majeur, l'Italie ne fait pour l'instant rien pour sortir de l'isolement où elle s'est elle-même placée pour des raisons fiscales.

Double succès pour le Crédit foncier

C'est au Crédit foncier de France que l'on doit la grande émission en dollars de la semaine. L'opération, qui bénéficie de la garantie de la République française, a été scindée en deux : 200 millions à taux variable et 200 millions à taux fixe. La première tranche à dix ans, dirigée par Shearson Lehman offre un coupon de 0,0625 % inférieur au taux interbancaire à six mois demandé à Londres. L'emprunteur s'est ménagé des possibilités de sortie après un an seulement. Dans un marché saturé de belles émissions à taux flottants, l'opération a rencontré un succès immédiat.

L'autre tranche, pour laquelle Kleinwort Benson, le chef de file, s'est attiré bien des louanges, est à sept ans. Son coupon est de 9,25 % et son prix d'émission de 100,75 %. Au pied des commissions qui se montent à 1,875 % au total, cela correspondait jeudi matin à la sortie de l'emprunt à une marge de 43 points au-dessus des fonds d'Etat américains correspondants. Ces conditions étaient ainsi parfaitement alignées sur celles qui ont assuré récemment un accueil chaleureux à l'émission de France. L'émission est swapée en dollars à taux flottant, à une quarantaine de points au-dessus du Libor. Vendredi matin les obligations

du Crédit foncier se traitaient nettement à l'intérieur des commissions.

En euro-franc français, une émission couronnée — certains disent téméraire — a vu le jour lundi dernier par le truchement du Crédit lyonnais pour le compte d'une société de financement hypothécaire britannique. La qualité de la dette n'est pas en cause. Le problème avec ce type d'emprunts est qu'ils ne sont pas assez connus en dehors de leur pays d'origine. Un nom plus familier aurait eu moins de peine à affronter les difficultés d'un compartiment en proie à bien des incertitudes relatives au niveau de l'intérêt et au cours de change.

L'emprunt d'Abbey National porte sur 800 millions de francs. Émis à 101,625 % du pair, les obligations sont assorties de coupons annuels de 9,125 %. Au pied des commissions, la marge était au départ de 55 points de base au-dessus des fonds d'Etat français correspondants. Elle s'est légèrement réduite par la suite. Vendredi à midi, les cours du marché gris étaient de moins 2,25, moins 1,785, soit une décote quelque peu supérieure aux commissions pour les banques.

CHRISTOPHE VETTER.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une attente un peu inquiète

Après la « divine surprise » de la fin de la semaine dernière, avec l'annonce inopinée d'un léger relèvement du taux de chômage aux États-Unis qui laissait espérer une atténuation en douceur de la surchauffe et donc une détente sur les taux, les marchés se sont installés dans une attente un peu inquiète.

L'autre vendredi, donc, le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor des États-Unis était revenu d'un coup de 9,44 % à 8,99 %, une belle variation instantanée (cardinal s'abstenir). Ce brutal revirement de tendance contrastait singulièrement avec le pessimisme qui régnait précédemment. A la fin de la semaine écoulée, le marché américain avait avalisé ce retournement encore bien précaire, le rendement de trente ans s'établissant un peu au-dessus de 9 %. Une petite alerte était notée dès la veille du week-end, après l'annonce d'une hausse des prix de gros de 0,5 % en août contre 0,5 % en juillet. Cette hausse ravivait les craintes d'un regain d'inflation dans ce pays. Un rapport de la Réserve fédérale diffusé mardi faisait encore état du maintien de pres-

sions inflationnistes, évoquant la poursuite de la hausse des prix des matières premières et une augmentation de ceux des demi-produits. Il prévoyait par ailleurs d'autres augmentations. Ce rapport va renforcer le clan des pessimistes, qui voient une accélération du rythme de l'inflation outre-Atlantique, de nature à provoquer de nouvelles initiatives de la Réserve fédérale, dans le sens d'une sévérité accrue.

A Paris, le MATIF qui, pendant la semaine, avait maintenu son avance d'un point sur l'échéance décembre, acquiesce avec le marché de New-York, à été un peu douché à la veille du week-end. Il a toutefois conservé la moitié du gain initial de la matinée (1/4 de point sur 1/2 point), le contrat cotant 103,25 environ. Sur le marché monétaire, les taux se sont maintenus entre 7 1/16-7 13/16 %, ce niveau reflète une certaine inquiétude quant à la manière dont régirait la Banque de France au cas où la tenue du franc par rapport au mark viendrait à se dégrader un peu plus.

Sur le front des émissions où la semaine fut calme, l'événement a été le lancement d'un emprunt de 2,8 milliards de francs par la Société générale sous la forme d'obligations à court terme de 450 F, au taux de 6 % et convertibles à tout moment en actions de la banque, dont le cours actuel évolue un peu au-dessus de 400 F. Ces obligations, dotées, au surplus, d'un bon droit d'option pour une autre action, dans une période ouverte entre le 13 octobre 1988 et le 15 octobre 1991, également au cours de 450 F, ont reçu un bon accueil. Le marché estime que l'importance de l'émission lui assure une bonne liquidité et il spéculait, à l'occasion de mouvements pouvant affecter le capital de la Société générale.

La Caisse nationale de l'énergie a émis un emprunt de 1 milliard de francs, entièrement placé auprès du Crédit agricole, tandis que la Caisse parisienne de récompte levait 650 millions de francs à taux variable indexé sur le taux interbancaire offert à Paris (TIOP ou PIBOR) avec un accueil normal. En revanche, la Cofinoga, l'organisme du crédit du groupe Nouvelles Galeries-BHV, a rencontré un succès très modéré avec son emprunt de 500 millions de francs à sept ans et 9,20 % nominal (9,17 % réel), taux considéré comme trop « tiré » pour cette catégorie de papier. Pour la semaine suivante, on prévoit une volée d'émissions classiques et syndiquées avec de gros montants (2 à 3 milliards de francs) que pourraient lancer la SNCF et le Crédit foncier de France, et moins probablement la Compagnie bancaire et le Crédit lyonnais.

FRANÇOIS REMARD.

LES DEVISES ET L'OR

Le recul du dollar pèse sur le franc

Il fallait bien s'y attendre : le nouveau reflux du dollar a déprimé le franc, qui s'est déprécié vis-à-vis d'un mark en pleine remontée, soutenu par les rachats massifs d'opérateurs qui avaient vendu depuis le début de l'été. En conséquence, le cours de la devise allemande est passé au-dessus de la barre des 3,40 F, atteignant jeudi le cours record de 3,41 F, au plus haut depuis mars dernier, avant de revenir à 3,405 F à la veille du week-end. En outre, les rumeurs sur un réajustement du Système monétaire européen (SME) ont recommencé à courir sans beaucoup de conviction toutefois, tandis que le ministre des finances français, M. Pierre Bérégovoy, se bécotait qu'il n'était absolument pas question d'un tel réajustement.

Selon lui, les conditions ne sont nullement réunies pour qu'une telle mesure soit envisageable : elle serait même tout à fait hérétique si elle consistait à faire baisser le franc sans aucune contrepartie. Les sorties de capitaux ont été relativement faibles, la Banque de France n'ayant décaissé, pour l'ensemble de la semaine, que 1 milliard de marks environ, soit 3,5 milliards de francs, la journée la plus forte — celle de jeudi — n'ayant donné lieu qu'à une sortie d'environ 500 millions de marks : une misère par rapport aux journées chaudes du début de novembre 1987, qui avaient vu des réserves de devises d'une bonne vingtaine de milliards de marks. Au reste, ces sorties n'ont pas été le fait des opérateurs français ni même des suisses, toujours prompts à réagir en cas de telles circonstances. Elles ont été dues, essentiellement, aux Allemands, aux Anglais et à un peu aux Italiens.

En fait, l'annonce de tensions au sein du SME a pris naissance, il y a une quinzaine de jours, avec l'annonce d'un excédent record de la balance commerciale allemande pour le mois de juillet, près de 50 milliards de marks, que les opérateurs ont mis en regard d'un déficit de 3,4 milliards de francs pour la France pour le même mois. Les performances de nos voisins démontrent que leur compétitivité n'a nullement été entamée par la remontée du dollar. En outre, l'annonce d'une croissance de 3,9 % du produit national brut allemand pour le premier semestre

1988 a fait ressortir la bonne santé de l'économie allemande et atténué par avance la portée des reproches que le gouvernement français pourrait adresser à celui de Bonn, coupable, à ses yeux, de ne pas suffisamment stimuler la croissance en RFA.

Un autre facteur de déstabilisation du SME a été la faiblesse renouvelée de la lire italienne, qui a reculé à son cours historique le plus bas vis-à-vis du mark, porté à 746 lire au milieu de la semaine. De l'autre côté des Alpes, il semble que tout le monde soit d'accord pour réclamer une nouvelle dévaluation de la lire, notamment dans les milieux patronaux. En outre, au début de la période sous revue, la rumeur a couru qu'un rapport de la Banque d'Italie considérait cette dévaluation non seulement comme inévitable mais aussi comme souhaitable, en raison de l'affaiblissement de la compétitivité des industries de la péninsule, notamment vis-à-vis de l'Allemagne, sans qu'aucune confirmation ait pu être obtenue à ce sujet. Un schéma de réajustement à même été imaginé dans certains milieux, comportant une réévaluation de 4 % du mark, couplée avec une dévaluation de 2 % de la lire et une réévaluation de 2 % du franc français.

De cette façon, l'honneur du gouvernement français serait sauve. Un décrochage relatif du franc vis-à-vis du mark permettant enfin une baisse véritable des taux d'intérêt en France. Les mauvaises langues murmurent qu'un tel schéma ne serait pas pour déplaire totalement à certains du côté de la Banque de France, mais ce ne sont là, naturellement, que des conjectures soigneusement démenties.

En fait, tout le monde sait que notre industrie ne tirerait aucun avantage d'un nouveau décrochage vis-à-vis du mark. Mais les tensions persistantes sur les parités monétaires franco-allemandes constituent un frein à toute diminution durable du loyer de l'argent à Paris. A cet égard, le relèvement du taux d'intervention de la Banque de France, dans la deuxième semaine d'août, a un peu ébranlé la crédibilité du gouvernement français sur les marchés des changes, où les opérateurs ne manquent pas de souligner le caractère aléatoire d'une réduction trop volontariste de ces taux.

Au milieu de la semaine, on allait jusqu'à évoquer la possibilité d'un second relèvement du taux d'intervention de l'Institut d'émission, au cas où le franc faiblirait davantage vis-à-vis du mark. Cela ne paraît guère probable dans l'immédiat, mais n'est pas totalement rejeté par certains.

Quant au dollar, il a faibli non seulement vis-à-vis du mark, mais aussi et surtout vis-à-vis du yen, dont la mauvaise tenue étonnait un peu. Une correction a été apportée rapidement à ce phénomène quel que peu aberrant, après une déclaration de M. Satoshi Sumita. Le gouverneur de la Banque du Japon, tout en écartant la possibilité d'un relèvement du taux d'escompte, a indiqué que des mesures « appropriées » seraient prises en cas d'une nouvelle baisse du yen. Cette nouvelle affirmation, s'est vigoureusement réaffirmée, le dollar revenant brutalement de près de 137 yens à 133,25 yens à la veille du week-end, retrouvant ainsi son cours de la mi-août.

Quant à la livre sterling, elle continue à poser des problèmes au chancelier de l'Échiquier. M. Nigel Lawson pourrait se voir contraint à recourir à d'autres mesures qu'une nouvelle hausse des taux pour calmer la surchauffe et réduire l'inflation. On cite un relèvement des impôts, peu acceptable politiquement néanmoins, ou un contrôle du crédit. M. David Kern, chef économiste de la grande banque National Westminster, a déclaré, avec un humour très britannique, que si une grave crise éclatait sur la livre sterling, le gouvernement devrait examiner des solutions fiscales et même, s'il le fallait, « l'importer quoi ».

Notons la sensible baisse, en fin de semaine, des cours de l'or sur le marché à terme de New-York. Le prix pour les contrats livrables en octobre a baissé de 7,70 dollars pour s'établir à 423,1 dollars l'once, soit le niveau le plus bas depuis mars 1987.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 5 AU 9 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	8 E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,6980	15,9413	64,1825	54,1829	2,3824	46,0970	8,0724	9,0719
Paris	1,6715	15,7683	64,1825	54,1829	2,3824	46,0970	8,0724	9,0719
Bruxelles	1,6515	15,5738	64,1825	54,1829	2,3824	46,0970	8,0724	9,0719
Frankfurt	1,6315	15,3793	64,1825	54,1829	2,3824	46,0970	8,0724	9,0719
Amsterdam	1,6115	15,1848	64,1825	54,1829	2,3824	46,0970	8,0724	9,0719
Milan	1,5915	14,9903	64,1825	54,1829	2,3824	46,0970	8,0724	9,0719
Tel Aviv	1,5715	14,7958	64,1825	54,1829	2,3824	46,0970	8,0724	9,0719

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 9 septembre, 4,7095 F contre 4,6374 F le vendredi 2 septembre.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'Australie mise sur le cachemire

C'est à la santé de l'industrie laitière que l'on prend le pouls de l'économie australienne. Mais les choses changent. L'avenir du pays pourrait ne plus reposer sur le dos de ses moutons mais sur le ventre de ses chèvres. Cette fibre de luxe, extrêmement douce et fine, appelée cachemire, vaut de 100 à 250 dollars australiens le kilo.

SYDNEY
de notre correspondante

Les troubles qui déchirent encore l'Iran et l'Afghanistan, producteurs traditionnels de cachemire, et la décision récente de la Chine, le plus gros producteur mondial, d'en arrêter l'exportation, ont poussé les acheteurs à rechercher de nouveaux fournisseurs. Les principaux demandeurs, la firme écossaise Dawson International et ses rivaux américains et italiens Forte et Agesso, se tournent vers l'Australie pour réapprovisionner leurs stocks épuisés. Les fermiers australiens se frottent les mains. Le cachemire est un produit extrêmement rentable qui demande économiquement peu d'investissements.

Il y a déjà un grand nombre de chèvres d'élevage à l'état sauvage en Australie qui ont la particularité de se domestiquer facilement et d'avoir

des habitudes gastronomiques très frugales. De plus, la chèvre mange les plantes parasites, avantage annexé non négligeable pour les fermiers.

L'Australie a produit 55 tonnes de laine cachemire l'année dernière et 75 tonnes sont attendues par l'« Australian Cashmere Marketing Corporation (ACMC) pour cette année. Stimulée par une offre de la firme Dawson International d'acheter jusqu'à 1 000 tonnes par an à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande si les deux pays étaient capables de les fournir, la production devrait, selon l'ACMC, continuer d'augmenter très rapidement.

Quant à la laine classique, la demande dépasse également l'offre. Des 845 000 tonnes de laine produite (28 % de la production mondiale), 95 % sont exportées. C'est sans doute la raison pour laquelle la saison des ventes de la laine s'est ouverte sur des prix particulièrement élevés. Les producteurs australiens, bien qu'ils soient capables de fournir la production de laine, les acheteurs ont malgré tout bien réagi dans l'ensemble, puisque, en dix-huit mois, l'Australie a vendu un million de balles, plus qu'elle n'a produit, épuisant les réserves stockées par l'« Australian Wool Corporation (AWC) ».

L'industrie laitière devrait rapporter au cours de cet exercice 5,8 milliards de dollars australiens, le double de l'an dernier et 2 milliards de plus qu'en 1986-1987.

Le troupeau de moutons australiens atteignait l'an passé cent soixante-six millions de têtes, réparties dans cent mille fermes, et représenterait plus de trois cent mille emplois.

JOËLLE ANDREOLI.

PRODUITS	COURS DU 9-9
Café h. g. (Londres) Trois mois	1 366 (+ 16) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 397 (- 109) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	10 750 (- 2 150) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Oct.	1 615 (- 55) Francs/tonne
Café (Londres) Sept.	1 110 (+ 11) Livres/tonne
Cacao (New-York) Sept.	1 716 (+ 514) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Sept.	400 (+ 1,5) Cents/boisseau
Mais (Chicago) Sept.	285 (- 4) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Sept.	277,70 (+ 7) Dollars/l. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

BOURSES ÉTRANGÈRES

BOURSE	INDICE	DIFF.
NEW-YORK	2 814,14	+ 1,12
PARIS	1 576,15	+ 1,12
BRUXELLES	1 576,15	+ 1,12
FRANKFURT	1 576,15	+ 1,12
AMSTERDAM	1 576,15	+ 1,12
MILAN	1 576,15	+ 1,12
TOULOUSE	1 576,15	+ 1,12
LYON	1 576,15	+ 1,12
NANTES	1 576,15	+ 1,12
STRASBOURG	1 576,15	+ 1,12
VALENCIENNES	1 576,15	+ 1,12
DIJON	1 576,15	+ 1,12
REIMS	1 576,15	+ 1,12
CLERMONT	1 576,15	+ 1,12
POitiers	1 576,15	+ 1,12
SAINT-ETIENNE	1 576,15	+ 1,12
LEZ-TOURNAI	1 576,15	+ 1,12
BRUXELLES	1 576,15	+ 1,12
FRANKFURT	1 576,15	+ 1,12
AMSTERDAM	1 576,15	+ 1,12
MILAN	1 576,15	+ 1,12
TOULOUSE	1 576,15	+ 1,12
LYON	1 576,15	+ 1,12
NANTES	1 576,15	+ 1,12
STRASBOURG	1 576,15	+ 1,12
VALENCIENNES	1 576,15	+ 1,12
DIJON	1 576,15	+ 1,12
REIMS	1 576,15	+ 1,12
CLERMONT	1 576,15	+ 1,12
POitiers	1 576,15	+ 1,12
SAINT-ETIENNE	1 576,15	+ 1,12
LEZ-TOURNAI	1 576,15	+ 1,12

BOURSE	INDICE	DIFF.
NEW-YORK	2 814,14	+ 1,12
PARIS	1 576,15	+ 1,12
BRUXELLES	1 576,15	+ 1,12
FRANKFURT	1 576,15	+ 1,12
AMSTERDAM	1 576,15	+ 1,12
MILAN	1 576,15	+ 1,12
TOULOUSE	1 576,15	+ 1,12
LYON	1 576,15	+ 1,12
NANTES	1 576,15	+ 1,12
STRASBOURG	1 576,15	+ 1,12
VALENCIENNES	1 576,15	+ 1,12
DIJON	1 576,15	+ 1,12
REIMS	1 576,15	+ 1,12
CLERMONT	1 576,15	+ 1,12
POitiers	1 576,15	+ 1,12
SAINT-ETIENNE	1 576,15	+ 1,12
LEZ-TOURNAI	1 576,15	+ 1,12
BRUXELLES	1 576,15	+ 1,12
FRANKFURT	1 576,15	+ 1,12
AMSTERDAM	1 576,15	+ 1,12
MILAN	1 576,15	+ 1,12
TOULOUSE	1 576,15	+ 1,12
LYON	1 576,15	+ 1,12
NANTES	1 576,15	+ 1,12
STRASBOURG	1 576,15	+ 1,12
VALENCIENNES	1 576,15	+ 1,12
DIJON	1 576,15	+ 1,12
REIMS	1 576,15	+ 1,12
CLERMONT	1 576,15	+ 1,12
POitiers	1 576,15	+ 1,12
SAINT-ETIENNE	1 576,15	+ 1,12
LEZ-TOURNAI	1 576,15	+ 1,12

BOURSE	INDICE	DIFF.
NEW-YORK	2 814,14	+ 1,12
PARIS	1 576,15	+ 1,12
BRUXELLES	1 576,15	+ 1,12
FRANKFURT	1 576,15	+ 1,12
AMSTERDAM	1 576,15	+ 1,12
MILAN	1 576,15	+ 1,12
TOULOUSE	1 576,15	+ 1,12
LYON	1 576,15	+ 1,12
NANTES	1 576,15	+ 1,12
STRASBOURG	1 576,15	+ 1,12
VALENCIENNES	1 576,15	+ 1,12
DIJON	1 576,15	+ 1,12
REIMS	1 576,15	+ 1,12
CLERMONT	1 576,15	+ 1,12
POitiers	1 576,15	+ 1,12
SAINT-ETIENNE	1 576,15	+ 1,12
LEZ-TOURNAI	1 576,15	+ 1,12
BRUXELLES	1 576,15	+ 1,12
FRANKFURT	1 576,15	+ 1,12
AMSTERDAM	1 576,15	+ 1,12
MILAN	1 576,15	+ 1,12
TOULOUSE	1 576,15	+ 1,12
LYON	1 576,15	+ 1,12
NANTES	1 576,15	+ 1,12
STRASBOURG	1 576,15	+ 1,12
VALENCIENNES	1 576,15	+ 1,12
DIJON	1 576,15	+ 1,12
REIMS	1 576,15	+ 1,12
CLERMONT	1 576,15	+ 1,12
POitiers	1 576,15	+ 1,12
SAINT-ETIENNE	1 576,15	+ 1,12
LEZ-TOURNAI	1 576,15	+ 1,12

BOURSE	INDICE	DIFF.
NEW-YORK	2 814,14	+ 1,12
PARIS	1 576,15	+

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Grèce : l'hospitalisation de M. Papandréou suscite des spéculations dans les milieux politiques. — Représailles contre des grévistes polonais. 4 La situation dans les territoires occupés. — Violentes manifestations à Buenos-Aires.	5 M. Rocard et la baisse des taux de TVA. — Livres politiques, par André Laurens. 6 La crise de l'identité ouvrière communiste, par Stéphane Courtis.	7 Miracle dans le seizième arrondissement de Paris. — Tennis : Open des Etats-Unis. 8 Condamnations pour discrimination raciale à Besançon et à Nancy. — Communication : l'arrivée de Franz-Olivier Giesbert au Figaro.	10 Le palmarès de la Mostra du cinéma à Venise. — La Festival de Davao. — Exposition sur Salomé à Tourcoing. — Yves Saint Laurent à la Fête de l'Humanité.	13 La réorganisation du groupe Rivaud et ses conséquences. — Le remboursement à 100 % des médicaments va être amélioré. 14 Ravus des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Cartes 12 Météorologie 12 Mots croisés 12 Spectacles 11 DATES 2 Il y a 15 ans, la mort de Salvador Allende.	• Palets ou gros porteurs, le nouveau service Bourse est enfin arrivé BOURSE • La manichéisme de l'art sur mandat ARTLINE 36-15 tapes LEMONDE • Ventes, échanges, achats : vos livres pour le rentrée scolaire 88 (collégiens, lycéens et universitaires) LIVRE 36-15 tapes LM

La révision de l'Histoire en URSS

« On ne peut pas ne pas rendre hommage à Trotski » écrit la « Pravda »

MOSCOU
de notre correspondant

C'est fait. Le dernier des grands tabous soviétiques s'est écroulé et il est désormais permis en URSS de parler de Léon Trotski en bien, en mal ou en demi-teinte, mais d'en parler comme de ce qu'il fut : un acteur clé de la révolution russe.

Car s'il est un point sur lequel la pleine page soudain consacrée par la Pravda, vendredi 9 septembre, au fondateur de l'armée Rouge ne laisse aucune ambiguïté, c'est sur l'importance primordiale qu'il eut dans la victoire et l'établissement du nouveau régime. Rejeté tout à la fois depuis près de soixante ans dans l'effacement de la contre-révolution et le néant de l'Histoire, Léon Trotski se voit en effet restituer la son influence et sa gloire. « Dans les années de la révolution et de la guerre civile, (il) était le dirigeant le plus populaire après Lénine », écrit en effet le général Volkogonov, auteur de ce portrait, en soulignant qu'on ne recourait pas alors à l'ordre alphabétique pour citer les chefs de file du parti et que, « toujours ou presque toujours », Trotski venait en deuxième sur la liste.

Publié dans l'organe du comité central et, qui plus est, par l'homme chargé sous Gorbatchev d'écrire une nouvelle biographie de Staline, ce simple rétablissement des faits équivaudrait presque à une réhabilitation si l'on ne sentait pas à chaque paragraphe l'embaras profond du général Volkogonov — et derrière lui celui des dirigeants soviétiques — car de ce portrait (« Le démon de la révolution ») ressort une image extrêmement contrastée de Trotski, tantôt loué avec lyrisme et tantôt très violemment critiqué, mais beaucoup plus comme homme que comme dirigeant.

Perdue dans la fin de la page, la conclusion politique renvoie purement et simplement des à dos Trotski et Staline, en déclarant que « pour le plus grand malheur de l'Histoire et du peuple, la vieille garde léniniste ait écarté l'un du gouvernement mais ait laissé l'autre sur la passerelle ». « Ce sont les deux qu'il aurait fallu mettre à l'écart », ajoute le général Volkogonov mais sans en rien expliquer pourquoi le premier aurait été aussi abominable que le second.

Or cette faille ne relève pas d'une faiblesse intellectuelle de cet historien militaire, mais de l'impossibilité de sa tâche. Dès lors que la nouvelle équipe dirigeante voulait tourner une bonne fois pour toutes la page du stalinisme et établir pour cela les faits, il était d'un côté inévitable de décrire son ascension, donc sa lutte contre Trotski, donc Trotski.

Dés pipés

D'un autre côté pourtant, il aurait été encore politiquement impossible de donner raison contre Staline au chef de file de l'opposition de gauche, car lui reconnaître sa clairvoyance face à la bureaucratisation du régime et à l'appétit de sang de son rival serait revenu à donner crédit à ses analyses. Un jour viendra peut-être où la Pravda pourra sereinement examiner les pour et les contre de Trotski et du trotskisme, mais on n'en est pas du tout là car il faudrait alors débattre aussi de ses théories sur la « révolution permanente » (pas vraiment à l'ordre du jour) ou, pis, sur la nécessité d'une « révolution politique » en URSS.

Bref, il n'était pas question de glorifier Trotski en quoi que ce soit, mais l'angle d'attaque n'était pas plus évident car, au jeu de l'histoire soviétique, tous les dés sont

politiquement pipés. Lui reprocher d'avoir été si longtemps un mensonge, de ne s'être rallié aux bolcheviks qu'à la veille de la révolution et d'avoir si longtemps dénoncé la logique dictatorial du léninisme ? Le général Volkogonov jette bien là quelques piques, mais il était évidemment préférable de ne pas engager le débat sur le léninisme tant il est clair qu'il n'aurait pas été gagné d'avance et que le régime n'est pas prêt à renier cet héritage constitutif.

Attaquer alors sur l'autre front en reprochant à Trotski d'avoir été l'artisan brutal et pas démocrate du tout de la victoire militaire des révolutionnaires ? Beaucoup de gens le font — en URSS et ailleurs — et cela aurait certainement ravi toute l'influence alle droite du courant nationaliste russe, qui aurait trouvé là une nouvelle occasion d'expliquer que tout le malheur de la révolution vient des juifs.

Il y avait là une carte à jouer puisque tant de gens poussent dans cette direction, mais le fait est que cette carte n'est pas celle de M. Gorbatchev. Ne serait-ce que parce que l'extrême droite russe, incarnée par le mouvement Panin, est très largement solidaire des conservateurs de l'appareil communiste, car la « perestroïka » est souvent vue (et non sans raison) comme une victoire des occidentalistes sur les slavophiles.

Erreurs tactiques

Après s'être brièvement demandé si le fondateur de l'Armée Rouge n'avait pas si souvent traité Staline d'« épigone » parce qu'il lui aurait beaucoup emprunté de sa « méthodologie sociale », le général Volkogonov finit dans ce terrain mouvant. Reste quel ? Des défauts de caractère (« arrogance », « sûreté de soi et de son intelligence, ambition démesurée »). L'affirmation — non développée — qu'il aurait été beaucoup plus proche du « césarisme » et du bonapartisme que de la démocratie socialiste dont il se réclamait. Et le très savoureux reproche enfin, impli-

cite mais clair, d'avoir... perdu la lutte contre Staline en multipliant les erreurs tactiques, en ne sachant pas s'attacher une base réelle, en prononçant un mauvais discours lors d'un plénum décisif, ou en formulant encore des slogans dont la « signification oppositionnelle » était difficilement perceptible.

Ce n'est plus une analyse historique, moins encore une thèse politique. C'est de la confusion mentale et, dans ce champ de contraintes contradictoires, le général Volkogonov va jusqu'à écrire : « Il y a des raisons de dire que dans ses années d'activité intense au sein du parti (1917-1924), Trotski n'a pas été un ennemi de la révolution et du socialisme. Il était en revanche déjà un ennemi de Staline. On ne peut pas ne pas lui rendre hommage : contrairement à beaucoup, il ne s'est pas incliné devant la dictature de Staline (en) jusqu'à la fin de ses jours, son attitude envers Lénine est demeurée respectueuse ».

Beaucoup plus soviétique et unilatérale, le « chapeau » dont la Pravda a fait précéder ce portrait indique que « dans l'émigration, Trotski a glissé sur des positions antisoviétiques et antirévolutionnaires ». Sa réhabilitation n'est pas pour demain, mais après le long article que l'hebdomadaire Argumenti i Fakty lui avait déjà consacré le 20 août dernier, l'auteur de la Révolution trahie a repris une existence légale.

Il reste un « démon », mais seulement parce que « dans le temple de l'histoire grandissent parfois des démons : des divinités qui se transforment en monstres géants ». Mais dans le temple de la libre recherche historique sans contraintes politiques, c'est déjà pourtant celui de la fin des grands interdits, et tout en s'abstenant de reconnaître que c'est bien Staline qui a fait assassiner Trotski au Mexique en août 1940, le général Volkogonov ne laisse guère de doute à ce sujet. « Oui, écrit-il, Staline voulait la mort de Trotski, (car) le césarisme du chef ne pouvait être éteint tant que le léninisme existait en vie ».

BERNARD GUETTA.

BIRMANIE : cédant aux pressions de l'opposition

Rangoun décide d'organiser des élections et de restaurer le pluralisme politique

Des élections générales devraient avoir lieu prochainement en Birmanie dans le cadre d'un pluralisme politique. C'est ce qu'a annoncé samedi 10 septembre Radio-Rangoun, citant une décision prise le même jour par le comité central du parti unique, le Parti du programme socialiste. Celui-ci a également décidé qu'il n'y avait pas lieu

d'organiser auparavant un référendum populaire à ce sujet, comme l'avait proposé le président Maung Maung. Ce dernier avait convoqué pour le lundi 12 le comité central du parti pour débattre de ce projet de référendum, en réponse aux pressions de la population en faveur d'un retour à un système démocratique et pluraliste. — (AFP, Reuter.)

ANGOLA : les suites de la conférence de Brazzaville

Luanda, La Havane et Pretoria vont étudier les détails d'un plan de repli des troupes cubaines

BRAZZAVILLE
de notre envoyé spécial

« On a fait du bon travail ici. » Ce jugement satisfait, émis de source diplomatique occidentale, n'est pas une simple formule de circonstance. Car, si le rendez-vous de Brazzaville du 7 au 9 septembre n'a pas abouti à un accord sur le calendrier de retrait du contingent cubain d'Angola (le Monde du 10 septembre) — dans le cadre du processus de paix entamé à Londres il y a quatre mois — il a permis de délayer assez de terrain pour qu'on affiche un prudent optimisme parmi les quatre délégations (angolaise, cubaine, américaine et sud-africaine) présentes dans la capitale congolaise. Seul un mauvais coup de théâtre, celles-ci se retrouveront à Brazzaville dans la semaine du 19 septembre.

Sur le fond de la négociation — le départ de l'armée cubaine — le communiqué conjoint publié vendredi, tout en étant un peu moins laconique que les fois précédentes, reste délibérément vague : « Les participants ont exprimé leurs points de vue sur les termes d'un calendrier pour le redéploiement vers le nord et le retrait total par étapes des troupes cubaines d'Angola (...), sont convenus d'approfondir leur examen des propositions faites ».

On ignore le détail des « propositions faites » à Brazzaville et qui seront soumises à l'issue des pourparlers. Mais il est clair que les quatre délégations sont allées très loin dans l'élaboration d'un calendrier de compromis. Il ne s'agit pas seulement de s'entendre sur la date à laquelle le dernier « barbu » quittera l'Angola, mais surtout de préciser le rythme du retrait, les effectifs concernés à chaque étape et la localisation des bases de repli. Il s'agit d'envisager, carte d'état-major en main, les conséquences logistiques du retrait pour les diverses parties concernées et aussi pour les absents de la négociation : les nationalistes namibiens de la SWAPO et les rebelles angolais de l'UNITA.

Parallélisme

Bien plus. Chacun veut tenir compte, avant de fixer les modalités du retrait cubain, des échéances successives prévues par la résolution 435 du Conseil de sécurité devant permettre l'accession de la Namibie à l'indépendance. Ainsi, le scénario de « la 435 » prévoit un compte à rebours précis, au terme duquel les troupes sud-africaines stationnées en Namibie seront progressivement réduites de trois semaines en trois semaines jusqu'à un reliquat de mille cinq cents hommes qui quitteront à leur tour le pays une semaine après la proclamation des résultats des élections supervisées par les Nations unies.

On peut raisonnablement penser que le rythme du retrait cubain

exprimera un certain parallélisme avec celui du départ de Namibie des troupes de Pretoria. Ces discussions techniques ont été menées dans le détail à Brazzaville par les chefs d'état-major des armées angolaise, cubaine et sud-africaine. « Nous avons défini un compromis, avec toutes ses retombées pratiques sur le terrain, nous a-t-on indiqué de source proche de la conférence quadripartite. Chaque gouvernement connaît maintenant la nature des choix qui s'offrent à lui. » La belle semble donc désormais dans le camp des dirigeants de Luanda, Pretoria et La Havane. A eux de trancher ou de fournir à leurs représentants de nouvelles propositions.

Les chefs des délégations angolaise et cubaine, MM. Venancio de Moura et Carlos Aldana Escalante, ont exprimé leurs sentiments lors d'une conférence de presse qui marquait l'épilogue de cette sixième série de pourparlers. « Nous avons parcouru une bonne partie du chemin (...), a estimé M. de Moura. Nous sommes pratiquement maintenant dans la dernière étape (...). Nous rapprochons peu à peu nos positions ».

Autant de petites phrases par lesquelles Angolais et Cubains ont voulu, eux aussi, faire savoir que les négociations avançaient. Ils ont officiellement pris acte de la bonne volonté de Pretoria dans le communiqué publié vendredi, constatant que « les forces sud-africaines se sont retirées [d'Angola] avant le 1^{er} septembre et que la commission de contrôle fonctionne d'une manière satisfaisante ».

Réconciliation nationale

En revanche, s'agissant de l'aspect interne du conflit entre le MPLA et l'UNITA, qui est à l'origine depuis trois ans des interventions extérieures en Angola, Luanda et La Havane maintiennent leur intransigeance. Le chef de la délégation angolaise s'est contenté de réaffirmer la politique de « clémence » et de « réconciliation nationale » au profit de tous ceux qui renonceraient à la « ligne terroriste » suivie par M. Savimbi.

A mesure que progresse la négociation, les discussions obligent de plus en plus les parties au conflit à prendre en compte la guerre civile angolaise, du seul fait que le rôle et le sort de l'UNITA sont présents à l'esprit de tous. Ce serait pure fiction de vouloir dissocier une paix intérieure et une paix extérieure en Angola.

Tout le talent de M. Chester Crocker, le médiateur américain, a consisté jusqu'à présent à sérier avec méthode les problèmes, voire à les isoler, afin de les résoudre séparément. Mais, tôt ou tard, l'Amérique risque d'avoir à réexaminer ses relations avec M. Jonas Savimbi, si elle veut continuer avec efficacité sa mission de paix en Afrique australe.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Président d'une université de Grenoble

M. Jean-Jacques Payan est nommé directeur de la recherche à la régie Renault

LYON
de notre bureau régional

Ancien directeur général du CNRS, M. Jean-Jacques Payan vient d'être nommé directeur de la recherche à la régie Renault. Il prendra ses fonctions le 1^{er} octobre tout en conservant son mandat actuel de président de l'université scientifique, technologique et médicale de Grenoble, récemment rebaptisée, à son initiative, université Joseph-Fourier.

En tant que responsable du domaine universitaire de Saint-Martin-d'Hères, il devrait accueillir le ministre de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin, le 7 octobre, à Grenoble.

[Né le 3 mai 1935 à Grenoble, M. Jean-Jacques Payan est ancien élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm. Agrégé de mathématiques, il enseigna successivement à Orléans puis à Grenoble, où il devint directeur du centre interuniversitaire de calcul en 1978. Élu président de l'université scientifique, technologique et médicale de Grenoble en mars 1981, il est appelé à la fin de cette même année à la direction du Centre national de la recherche scientifique. De février 1982 à mai 1986, il est directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche auprès des ministres successifs de l'Éducation nationale, MM. Alain Savary, Jean-Pierre Chevènement et Alain Devaquet. De retour dans sa ville natale, il est de nouveau élu le 28 janvier 1987 à la présidence de l'université de Grenoble.]

Prison pour un ancien gendarme qui conduisait ivre et sans permis

Raymond Thomas, gendarme en retraite, est un incorrigible. En 1986, il avait déjà été interpellé par d'anciens collègues pour conduite en état d'ivresse ce qui lui avait valu un retrait de permis. En dépit de cette mesure, toujours en vigueur, qui aurait dû le contraindre à n'être que passager ou piéton, il a repris le volant de son automobile après avoir « arrosé » cette initiative provocatrice. Il s'est ainsi fait interpellé à Elven (Morbihan) jeudi 8 septembre. Il a été constaté que son taux d'alcoolémie était de 2,54 grammes. Sans plus tarder, le tribunal de Vannes, devant lequel l'ex-gendarme a été déféré, a donc sévi : deux mois de prison dont quinze jours ferme, ce qui lui a valu un mandat d'arrêt immédiat à l'audience.

• Suppression d'emplois au ministère de la défense. — Selon la fédération CFTC des personnels civils du ministère de la défense, qui a été reçue, le jeudi 8 septembre, par M. Jean-Pierre Chevènement, le ministre de la défense proposera au Parlement de supprimer trois mille quatre cent trois emplois civils dans son administration en 1989. Cette disposition figure dans le projet de budget de la défense 1989, le 15 septembre prochain, par les députés membres de la commission de la défense. La déflation des effectifs civils comprend la suppression de mille trois cents emplois, programmés par le précédent gouvernement, au sein du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), qu'il n'est pas question de privatiser selon la CFTC.

Deuxième suspension pour un policier

Soupçonné d'avoir pris main forte en 1987 à un commando lors d'une intervention contre des grévistes à Dammari-les-Lys (Seine-et-Marne), Henri Lemaire, alors commandant du corps urbain de La Courneuve, avait été suspendu de ses fonctions puis, finalement, réintégré dans la police à un échelon plus modeste en novembre 1987.

Voici que de nouveau il connaît des ennuis avec sa hiérarchie. C'est pour avoir, cette fois, fait, si l'on peut écrire, des heures supplémentaires au service d'un hôtelier parisien qui lui avait confié la surveillance et la sécurité de son établissement. Cette pratique des « extras » fut découverte par des collègues d'Henri Lemaire, affectés à la brigade de répression du banditisme (BRB) et appelés par le hasard à venir enquêter sur un vol commis précisément dans l'hôtel où leur collègue était censé assurer tranquillement son ordre.

Du coup, Henri Lemaire vient d'être une nouvelle fois suspendu en attendant une comparution devant le conseil de discipline.

• Le corps de la petite Fauzila a été retrouvé. — Les recherches poursuivies vendredi 9 septembre ont permis de retrouver dans un fossé près de Merignies (Nord) le corps de la petite Fauzila, âgée de trois ans et victime de coups portés par sa mère Larina Rustiz. Celle-ci, âgée de vingt-deux ans, avait d'abord tenté de faire croire à une disparition de l'enfant avant d'avouer les faits aux enquêteurs (le Monde du 10 septembre).

A B C D E F G

Le numéro du « Monde »
daté 10 septembre 1988
a été tiré à 525 535 exemplaires

LENTILLES
DE CONTACT

Adaptation par spécialité.
Toutes les myopies.
Vos lentilles le jour même.
FRACTIONNEMENT
sur les lentilles
américaines multiples
pro-séjour.
Confort exceptionnel
et prix

398^F

le pair (600 000)
sans provision

OSIRIS
LE LEADER FRANÇAIS
DES LENTILLES

PARIS 17 : 28, rue de Valenciennes, 42-43-44-45
PARIS 12 : 127, rue de Valenciennes, 42-43-44-45
PARIS 11 : 121, rue de Valenciennes, 42-43-44-45
PARIS 13 : 121, rue de Valenciennes, 42-43-44-45
PARIS 15 : 121, rue de Valenciennes, 42-43-44-45

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINUTE

LE MONDE DE LA BOURSE
Pour suivre en direct l'évolution de chacune de
vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE